

# Vérité

Revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale



Manifestation des dockers à Oakland, Californie, lors du 1<sup>er</sup> Mai 2015, contre les violences policières contre les Noirs.

**Etats-Unis : les vents du changement  
et la deuxième conférence  
du Réseau de riposte ouvrière**

---

**Espagne : après les élections municipales  
du 24 avril 2015**

---

***« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.***

***Votre hebdomadaire s'appelle "La Vérité". On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »***

**Léon Trotsky**

# VéLa

## rité

Revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale

- **Présentation** ..... p. 3
- **Avant (et après)  
le 7<sup>e</sup> Sommet des Amériques**  
(Par Rafael Potosi) ..... p. 5
- **Grèce : l'impossible "compromis"**  
(Par Dominique Ferré ) ..... p. 11
- **Espagne : après les élections  
municipales du 24 mai 2015**  
(Par Angel Tubau ) ..... p. 15
- **Etats-Unis : les vents du changement  
et la deuxième conférence  
du Réseau de riposte ouvrière**  
(Par Alan Benjamin) ..... p. 23
- **L'Union européenne entraînée  
dans une crise de dislocation**  
(Par Marc Lacaze ) ..... p. 39
- **Palestine : l'ordre mondial au Moyen-  
Orient et la solution des "deux Etats"**  
(Par François Lazar ) ..... p. 45
- **Avril 1974 : une révolution prolétarienne  
a éclaté au Portugal**  
(Par Andreu Camps ) ..... p. 51

- **1945-2015 : révolution  
et contre-révolution en Europe**  
(Par François Forgeue ) ..... p. 57
- **Il y a 100 ans :  
la conférence de Zimmerwald** ..... p. 67
- **Il y a 60 ans, la conférence de Bandung**  
(Par Olivier Doriane) ..... p. 77

# Présentation

A nouveau, un pays d'Afrique est menacé de dislocation par les manœuvres des grandes puissances impérialistes. Voisin du Rwanda (qui fut frappé, il y a vingt ans, par un atroce génocide fomenté par l'impérialisme), le Burundi, dans la région des Grands Lacs, est au bord de la dislocation.

Combattant pour la paix, pour une solution nationale, contre toute ingérence, les militants du Parti des travailleurs et de la démocratie écrivent :

*« Les événements caractéristiques de la crise menaçant le Burundi d'explosion se multiplient et s'accroissent. Les manifestations contre le troisième mandat du président Pierre Nkurunziza, qui ont débuté le 26 avril dernier, ont déjà fait plus de quarante tués (...). Comme à l'accoutumée, les puissances et leurs représentants (l'administration américaine, l'Union européenne, Ban Ki-moon, secrétaire général de l'ONU) en ont appelé à la responsabilité et à la retenue. (...) Selon Adama Dieng, conseiller spécial du secrétaire général de l'ONU à la prévention des génocides, il n'y aura pas au Burundi un nouveau Rwanda ou un nouveau Srebrenica (Bosnie-Herzégovine) ; et de marteler : "Never again !" Mais tout le monde comprend que la situation est plus que dangereuse ; à l'allure où vont les choses, ce ne sont ni les putschs ni les élections qui pourront sauver le pays et les Burundais eux-mêmes. L'urgence, c'est d'abord la paix. Toutes les forces vives de ce pays doivent se lever, sans ingérence étrangère, pour mobiliser toute la population et combattre sur cet objectif pour éviter que le Burundi ne sombre dans l'abîme. »*

L'impasse dans laquelle la putréfaction du régime de la propriété privée des moyens de production (impérialisme) place l'humanité se manifeste par les développements récents sur tous les continents, et en particulier par la politique de dislocation des nations qui s'étend du Moyen-Orient au Yémen, de la Libye au Mexique, et en Ukraine sur le continent européen (1).

Mais cette impasse accentue la crise de toutes les représentations politiques qui assurent la domination de l'impérialisme lui-même. Comme on le lira dans ce numéro, cette crise de domination frappe, au premier chef, la bourgeoisie la plus puissante du monde, celle des États-Unis d'Amérique. Confrontée à ses propres contradictions, aux processus — qu'elle peine à maîtriser pleinement — provoqués par ses interventions militaires et ingérences, et confrontée à une intense lutte de classe sur son propre territoire (et à nouveau, au surgissement de la question noire), la bourgeoisie américaine et sa crise accentuent la crise de tous les représentants de l'ordre impérialiste dans le monde. C'est pleinement conscientes de tous les éléments contradictoires du tournant en cours que les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, sur le continent américain, cherchent à se construire pour aider à fournir aux masses les points d'appui indispensables à leur lutte de classe, comme on le lira dans les articles consacrés à la situation politique aux États-Unis, et sur l'ensemble du continent, notamment au Brésil, au lendemain du sommet de Panama.

---

(1) On lira à cette occasion, dans ce numéro de *La Vérité*, l'article du camarade François Lazar, « *Palestine : l'ordre mondial au Moyen-Orient et la solution des "deux États"* ».

En ce début du mois de juin 2015, l'attention des cercles impérialistes est également concentrée sur les développements sur le continent européen. L'exigence du capital financier de faire mettre un genou à terre au peuple grec en lui imposant un nouveau « mémorandum » dicté par l'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI), à la veille de l'échéance du 5 juin, à laquelle le gouvernement grec était tenu d'effectuer un remboursement de 300 millions d'euros au FMI, est à nouveau confrontée à l'expression de la résistance des masses. « *Acte de défiance* », titre le porte-parole du capital financier, le *Financial Times* ce 5 juin, à l'annonce de la décision (« *apparue comme une surprise* », avoue pour sa part l'*International New York Times* le même jour) du gouvernement grec de repousser le remboursement prévu au FMI au 30 juin.

Conscient que ce qui est en jeu — au moment où les processus de lutte de classe s'aiguisent dans différents pays du continent (2) —, c'est le fragile équilibre de l'ordre impérialiste sur le Vieux Continent, notamment à travers les « institutions européennes » (Union européenne, BCE, euro...), les « grands de ce monde », Obama, Merkel et Hollande en tête, s'étaient pourtant déchaînés pour utiliser l'échéance du 5 juin pour obtenir du gouvernement grec un plan de réformes fermes pour poursuivre et aggraver la politique des mémorandums rejetée massivement par les travailleurs grecs pendant cinq ans. Tout semblait prêt pour un « accord » contre le peuple grec. Malgré les protestations — verbales et « parlementaires » — de la « gauche » du Parti de la gauche radicale au pouvoir (Syriza), le gouvernement grec avait déjà donné de premiers gages franchissant les « lignes rouges » qu'il s'était lui-même fixé... Et pourtant, à la dernière minute, « l'accord » tant attendu est à nouveau repoussé, malgré tous les efforts des forces liées à la « Gauche européenne » et à la social-démocratie sur le continent pour y arriver. Un face-à-face qui ne pourra durer éternellement « sans vainqueurs ni vaincus » (*lire notre article sur la Grèce*) et qui pose la question du regroupement de l'avant-garde pour aider les masses à surmonter les obstacles auxquels elles ont été et sont confrontées.

Ces tâches urgentes, dans une situation qui s'accélère de toutes parts, nous ont amenés dans ce numéro à revenir sur plusieurs événements historiques dont l'année 2015 est l'anniversaire, pour en tirer toutes les conclusions politiques nécessaires au combat actuel, pour la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses sections.

2015 est le centième anniversaire de la conférence socialiste internationale de Zimmerwald (Suisse) en septembre 1915. En plein déchaînement de la barbarie générée par la première guerre impérialiste mondiale, la portée historique de cette conférence, et des débats et polémiques qui l'ont traversée, dépasse de très loin le nombre fort modeste de ses participants — trente-huit délégués de onze pays, entassés dans quatre voitures à cheval les transportant de Berne jusqu'à ce petit village, sous couvert de « conférence ornithologique ».

De la même façon que les leçons tirées des accords de Yalta-Postdam passés, il y a soixante-dix ans, entre puissances impérialistes sorties vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale et la bureaucratie de l'URSS sous la direction de Staline, réponse contre-révolutionnaire à la formidable vague révolutionnaire de 1944-1945, revêtent, dans une tout autre situation, une actualité brûlante.

---

(2) On lira notamment nos articles consacrés à l'intervention des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale dans l'Etat espagnol, au Portugal, et plus généralement, dans le continent européen.

# Après (et avant) le 7<sup>e</sup> Sommet des Amériques

Par Rafael Potosi

Du 10 au 12 avril 2015, au Panama, les Etats-Unis ont réuni leur 7<sup>e</sup> Sommet des Amériques avec, pour la première fois, la présence de Cuba (1). A la différence du 6<sup>e</sup> sommet (Cartagena, 2012), où Obama avait été soumis à des attaques, cette fois, des gouvernements de différentes couleurs politiques l'ont salué pour la normalisation des relations avec Cuba, annoncée en décembre dernier.

Mais en dépit du fait que ce 7<sup>e</sup> sommet a été qualifié, aussi bien à gauche qu'à droite, d'« historique », il marque un tournant dans l'offensive de l'impérialisme sur l'Amérique latine et la Caraïbe, pleinement intégré dans le tournant majeur qui s'est opéré avec la constitution, en septembre de 2014, de la coalition de soixante pays sous prétexte de combattre le terrorisme de l'Etat Islamique. Le secrétariat international (SI) de la IV<sup>e</sup> Internationale l'a ainsi caractérisé :

*« La guerre s'étend et va continuer à s'étendre, interférant avec de plus en plus de force sur les conditions dans lesquelles le prolétariat et les peuples sont amenés à combattre pour résister aux exigences destructrices de l'impérialisme. Elle ne se limite pas à ravager le Moyen-Orient et les régions avoisinantes, elle s'installe sur tous les continents sous une forme endémique qui prépare de brusques et violentes explosions sur tous les continents, témoignant tout à la fois du franchissement d'une nouvelle étape dans la crise de décomposition du système mondial de l'impérialisme et de l'impossibilité pour les peuples de survivre sous le talon de fer du capital » (notes du SI du 13 et 14 novembre 2014).*

Il est vrai que, pendant les seize dernières années, de Bush à Obama, l'impérialisme

américain n'a jamais cessé d'agir dans ce qu'il considère comme sa « cour arrière » pour reprendre le terrain perdu : coups d'Etat et tentatives de coups d'Etat, pendant le mandat de Bush, au Venezuela (2002), en Bolivie (2008), avec, en plus, la réactivation de la IV<sup>e</sup> Flotte en 2008, immédiatement après l'annonce du pré-sal au Brésil ; puis, avec Obama : Honduras (2009), Equateur (2010), Paraguay (2012), fraude au Mexique, en juillet 2012 ; offensive destinée à détruire le Parti des travailleurs (PT) au Brésil ; pression sur l'Argentine ; ingérence ouverte pour tenter de déstabiliser le Venezuela ; Alliance du Pacifique ; maintien de l'occupation d'Haïti...

Aujourd'hui cependant, la situation internationale est sous l'égide de cette « coalition contre le terrorisme », et, d'ailleurs, le continent n'est plus dans les conditions de 1999. A l'époque, la victoire électorale de Chavez au Venezuela (suivie par celle de Lula en 2003, de Tabaré-Mujica en 2005, de Morales en 2005, de Correa en 2006) avait marqué le début d'une période où, produit de la résistance des masses contre l'impérialisme — et en l'absence d'un parti révolutionnaire —, des appareils petits-bourgeois ou nationalistes, ou encore des coalitions de partis ouvriers avec des partis bourgeois, ont été portés au gouvernement de plusieurs

(1) Ces réunions trisannuelles ont été créées en 1994 par le président d'alors, Bill Clinton. Il avait, entre d'autres objectifs, celui de préparer le terrain pour l'implantation de l'Alca (zone de libre-échange des Amériques), dans ce que les Etats-Unis ont toujours considéré comme leur « cour arrière », l'Amérique latine et la Caraïbe. Depuis, l'Alca a été mise de côté, et les Etats-Unis ont perdu de leur prééminence. C'est ce qu'ils veulent récupérer.

pays de la région comme produit contradictoire de la vague révolutionnaire qui a balayé le continent, touchant le sommet de ces États, qui restaient, pourtant, des États bourgeois.

---

### LE BONAPARTISME “SUI GENERIS” ET LA SITUATION ÉCONOMIQUE

---

Ces gouvernements ne sont pas des gouvernements ouvriers et paysans, de rupture avec l'impérialisme, tels que décrits dans le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale. Tout en s'appuyant sur les illusions des masses, leur politique a cherché la négociation-cohabitation avec l'impérialisme, même quand ils adoptent des mesures partielles de rupture, que, comme IV<sup>e</sup> Internationale, nous soutenons inconditionnellement, sur une ligne de front uni anti-impérialiste, sans pour autant nous compromettre sur l'ensemble de leur politique.

La nature de ces gouvernements — qui cherchent la cohabitation avec l'impérialisme — n'a pas changé, même quand ils ont pris des initiatives contradictoires avec les intérêts de l'impérialisme, comme, au niveau international, la constitution de la Communauté d'États latino-américains et caribéens (Celac) en 2010, après l'Union des nations sud-américaines (Unasur) en 2008, qui, pour la première fois, a réuni les pays des Amériques sans les États-Unis et le Canada mais avec la présence de Cuba, en vidant de son contenu initial, dans les faits, l'Organisation des États américains (OEA).

Mais la nature de ces gouvernements se distingue de la totale soumission des gouvernements antérieurs de ces pays à l'impérialisme, qui, pour cette raison, ont été balayés par les masses. Sous la double pression des masses, d'un côté, et de l'impérialisme, de l'autre, ils sont conduits à osciller. C'est en ce sens — et respectant toutes les différences entre eux — que correspond l'analogie avec la description faite par Trotsky, dans les années 1930, des gouvernements « bonapartistes sui generis » en référence au gouvernement Cardenas, au Mexique, qui a nationalisé le pétrole et d'autres secteurs jusque-là sous contrôle des entreprises étrangères :

*« Dans les pays industriellement arriérés, le capital étranger joue un rôle décisif. De là la relative faiblesse de la bourgeoisie*

*nationale par rapport au prolétariat. Cela crée des conditions spéciales de pouvoir d'Etat. Le gouvernement oscille entre le capital étranger et national, entre la relativement faible bourgeoisie nationale (plus faible et plus soumise aujourd'hui — NdR) et le relativement puissant prolétariat. Cela donne au gouvernement un caractère bonapartiste sui generis, à caractère particulier. Il s'élève, pour ainsi dire, au-dessus des classes. En réalité, il peut gouverner soit en devenant un instrument du capital étranger et en soumettant le prolétariat aux chaînes de la dictature policière, ou en manœuvrant avec le prolétariat, parvenant même à lui faire des concessions et gagnant ainsi la possibilité de disposer d'une certaine liberté envers les capitalistes étrangers. La politique actuelle (du président Cardenas) se situe dans la seconde alternative » (L'industrie nationalisée et l'administration ouvrière, 12 mai 1939).*

Les gouvernements actuels, pour lesquels nous pouvons utiliser cette analogie, n'ont pas renoncé à tenter d'intégrer de façon corporative les organisations des travailleurs à travers le « dialogue social ».

En revanche, ils ont profité de certaines circonstances pour avoir une marge face à la pression de l'impérialisme. Et les travailleurs, par leur mobilisation, ont pu arracher et préserver des conquêtes. Entre 1999 et 2012, les indices de pauvreté dans l'ensemble de l'Amérique latine sont tombés de 43,8 % à 28,8 % de la population (de 49,4 % à 29,5 % au Venezuela et de 37,5 % à 20,9 % au Brésil). La concentration des revenus a aussi sensiblement chuté dans cette période (même si la région reste encore celle des plus fortes inégalités).

Ce sont des données qui manifestent le résultat des conquêtes arrachées par des luttes de masse, qui ont poussé les gouvernements, sous la pression de ces luttes, à adopter des mesures en faveur de la population travailleuse et en contradiction avec les exigences de l'impérialisme.

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal) elle-même, en présentant ces données, reconnaît qu'

*« parmi les différentes sources de revenus avec lesquelles comptent les foyers, les revenus du travail ont été les plus déterminantes pour expliquer la variation des revenus dans les foyers pauvres. Dans les sept pays où le niveau de pauvreté a diminué*

*significativement, les revenus du travail représentent au moins les trois quarts de la variation du revenu par personne totale. »*

Au Brésil, par exemple, le salaire minimum a augmenté de 72 % entre 2002 et 2014.

Il s'avère que c'était une conjoncture où l'économie a bénéficié de prix et de marchés favorables pour des matières premières extraites dans la région, permettant que ces gouvernements cèdent partiellement aux revendications des masses tout en maintenant la subordination de ces pays au capital financier.

C'est un fait que dans la décennie des années 2000, les prix à l'exportation des « commodities » (produits minéraux, agro-industriels), qui ont nettement grimpé à partir de 2004, sont restés élevés jusqu'en 2011. En partie, la poursuite de cette hausse (même après la plongée du capitalisme dans la crise commencée aux Etats-Unis avec les « subprimes », en 2007) est liée aux importations de la Chine. Même si, jusqu'à aujourd'hui, les Etats-Unis sont la destination principale des exportations dans l'ensemble de l'Amérique latine et de la Caraïbe, de 2000 à 2013, leur participation est tombée de 60 % à 40 %, alors que la Chine est passée de moins de 1 % en 2000 à 10 % en 2013.

---

## LES EFFETS DE LA CRISE DE 2007-2009

---

Mais la situation a changé. Entre le premier trimestre de 2011 et la fin de 2014, les indices des prix des matières premières ont subi une forte baisse : 37 % pour l'énergie, 36 % pour les métaux, 35 % pour les produits agricoles. Dans les deux derniers cas, la chute a été plus ou moins continue tout au long de ces quatre années. Pour le pétrole cependant, la chute a été dramatique, les prix se sont effondrés : le baril de pétrole était de 115 dollars en juin 2014 ; il est passé à environ 60 dollars en décembre et a continué de baisser à près de 40 dollars en janvier 2015, remontant à près de 50 dollars à la fin février.

De façon générale, ces chutes sont en relation avec la baisse de la consommation, due au recul de l'économie mondiale, face à l'accroissement de la crise du capitalisme.

Mais, dans le cas du pétrole, la raison essentielle a été l'action de l'Arabie Saoudite qui, pour la première fois, a empêché l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) de réguler l'offre pour maintenir les prix, touchant de plein fouet l'économie de pays tels que le Venezuela, l'Equateur, la Bolivie, et aussi le Brésil, où la Petrobras (*la grande compagnie nationale de pétrole – NDLR*) est la cible d'une campagne de déstabilisation (mené au service de l'impérialisme qui veut avoir la mainmise sur les énormes gisements du pré-sal) (2).

Si, dès le début, la marge de manœuvre de ces gouvernements face à l'impérialisme était étroite, aujourd'hui, la situation est beaucoup plus tendue. L'alliance internationale contre le terrorisme que cherche à constituer Obama est en effet une guerre contre la classe ouvrière (d'abord contre le prolétariat d'Europe) et les nations opprimées du monde, une guerre qui, dans le cas de l'Amérique latine, non seulement tente de modifier la part des marchés latino-américains dans les mains de l'impérialisme américain, mais qui va aussi dans le sens de la destruction des droits souverains des nations et des anciennes conquêtes des peuples. Face à cette offensive brutale de l'impérialisme pour préserver les intérêts de leurs principaux gangs financiers, *le choc se précipite* — en particulier au Brésil, pays clé du continent —, avec toutes les implications qui en découlent pour la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale sur la base de la stratégie de la transition.

---

## LE 7<sup>E</sup> SOMMET DES AMÉRIQUES MARQUE L'ACHEVEMENT D'UNE PÉRIODE

---

La dégradation des conditions de l'économie de la région a alimenté l'explosion ou l'approfondissement de crises politiques provoquées ou manipulées par l'impérialisme et ses agents directs dans chaque pays, avec le « marché » faisant monter la pression pour l'adoption « d'ajustements fiscaux » afin de garantir la rémunération du capital financier.

---

(2) Pré-sal : espace sous-marin où de gigantesques gisements de pétrole ont été découverts, en 2006, sous l'épaisse couche de sel.

De ce fait, le 7<sup>e</sup> Sommet des Amériques s'est tenu dans une situation d'affaiblissement des principaux gouvernements qui, dans le passé, avaient essayé d'entretenir de nouveaux rapports avec l'impérialisme. Approfondissement de la pénurie de produits essentiels au Venezuela, frappé de plein fouet par la chute des prix du pétrole et, en plus, offensive des Etats-Unis pour détrôner la Petrocaribe (3). Pression des fonds vautours sur l'économie de l'Argentine, tandis que la mort d'un procureur, lié aux services de sécurité américains et israéliens, dans d'obscures circonstances donne prétexte à la recrudescence d'une campagne anti-Cristina (*Kirchner, présidente de la République – NDLR*). Encerclement du gouvernement Dilma Rousseff, au Brésil, qui, quelques mois après être réélu, est confronté à des manifestations de droite « *Dehors Dilma* », tandis que la bourgeoisie pro-impérialiste prône ouvertement l'extinction du PT à partir de l'orchestration juridico-médiatique de dénonciation de la corruption — attaques auxquelles ne se sont confrontés ni le gouvernement ni la direction du PT, tous les deux s'embourbant dans la défense de l'ajustement fiscal exigé par les « *marchés* » (4).

A ce sujet, on note, ce qui est nouveau, une offensive sur le thème de la corruption, et ce dans nombre de pays. Ainsi, les médias (contrôlées par les Etats-Unis par l'intermédiaire de la SIP [5]) dénoncent-ils Evo Morales, Christina Kirchner, le deuxième gouvernement de Bachelet au Chili (qui n'est pas exactement le même que le précédent), Dilma Rousseff et, évidemment, Maduro au Venezuela (6).

C'est dans cette situation qu'Obama a fait de l'opération « *rapprochement avec Cuba* » un *passport* pour ouvrir la voie à la relance de l'offensive impérialiste en Amérique latine et dans la Caraïbe (7).

Même si la reprise des relations avec Cuba est, aussi, la reconnaissance de l'échec de cinquante ans de boycott, le point déterminant est la nécessité de l'impérialisme d'associer le régime castriste à sa politique dans la région, la première cible étant le gouvernement Maduro au Venezuela. Comme l'expliquaient nos camarades vénézuéliens :

« *Le résultat réel de la reprise des relations diplomatiques avec Cuba est d'isoler*

*le Venezuela. Comme on le sait, Cuba et le Venezuela, selon la section des affaires de l'hémisphère occidental du Département d'Etat, sont traités comme une unité politique. Cela explique tout le jeu du gouvernement américain : un jour après que Barack Obama est parvenu à un accord avec le gouvernement de Cuba sur le rétablissement des relations diplomatiques et d'autres questions centrales, il signe la loi où il sanctionne des fonctionnaires vénézuéliens qui, selon les Américains, sont considérés comme "responsables de la violation des droits de l'homme". »*

Le 9 mars dernier, un mois avant la réunion du 7<sup>e</sup> Sommet des Amériques, Obama signe le violent décret qui déclare le Venezuela comme « *une menace pour la sécurité nationale des Etats-Unis* ». En réaction, Maduro a pris la tête d'une campagne pour l'abrogation du décret, qui a recueilli dix millions de signatures en quelques semaines et lui a permis de regagner la popularité et de mettre la droite sur la défensive (8).

(3) Créé en 2005 par Chavez, Petrocaribe fournit du pétrole aux pays de la Caraïbe, qui paient en partie par des biens et en partie par des crédits à long terme. En janvier 2015, les Etats-Unis ont tenu, à Washington, un sommet de sécurité énergétique de la Caraïbe, pour convaincre les pays de la région de « *réduire leur dépendance au pétrole vénézuélien* ». A cette occasion, le vice-président américain, Joe Biden, a accusé le Venezuela d'utiliser le pétrole comme « *instrument de coercition* » ! Dans le cadre de cette offensive, le 8 avril, moins de deux jours avant l'ouverture du 7<sup>e</sup> Sommet des Amériques, Obama a rendu visite à la Jamaïque, première visite d'un président américain en trente-trois ans.

(4) Voir article sur le Brésil dans *La Vérité*, n° 85.

(5) SIP, Société interaméricaine de presse : fondée à Washington, en 1946, elle est formée par les propriétaires des principaux journaux d'Amérique latine et s'est constituée comme un élément actif de propagande des intérêts de l'impérialisme américain. Au nom de la « *liberté de la presse* » et de la « *démocratie* », elle a soutenu ouvertement les coups d'Etat militaires ou « *constitutionnels* » orchestrés par l'impérialisme et s'évertue à disqualifier les organisations politiques et syndicales des travailleurs.

(6) Cet article était déjà écrit quand le *Wall Street Journal* a « *révélé* » que la justice des Etats-Unis mène une investigation contre le président de l'Assemblée nationale, Diosdado Cabello, pour trafic de drogue.

(7) Voir l'article « *Que signifie la "normalisation" des relations diplomatiques entre les Etats-Unis et Cuba* », dans *La Vérité*, n° 85.

(8) Aux Etats-Unis, une résolution d'US Labour Against The War (USLAW, le mouvement ouvrier américain contre la guerre) impulse l'exigence d'abrogation du décret.

L'Unasul et la Celac ont condamné le décret et, au lendemain du 7<sup>e</sup> Sommet des Amériques, Obama a reculé verbalement. C'était une manœuvre pour contourner les perturbations que cet affrontement provoquerait dans la réunion. Maduro, d'ailleurs, était également intéressé à l'apaisement des tensions. Mais Obama n'a pas accepté l'abrogation du décret, et le Venezuela a gardé ferme sa position, appuyé par tous les pays, excepté le Canada, même par ceux gouvernés par la droite. Sans accord sur l'abrogation du décret, le 7<sup>e</sup> Sommet des Amériques s'est achevé sans déclaration commune, pour la troisième fois consécutive.

Néanmoins, si, sur ce point, Obama a été isolé, ce n'est pas le cas de l'ensemble des questions. Malgré la poursuite de l'offensive contre le Venezuela, malgré son Forum de la société civile — à travers lequel il a pu amener au Panama des provocateurs de l'opposition de Cuba et du Venezuela, les rencontrer et les nourrir — Obama sort du 7<sup>e</sup> Sommet des Amériques blanchi par Raul Castro des agressions impérialistes perpétrées par les États-Unis et encensé comme étant « *un homme honnête* ».

Castro a également affirmé que rien n'empêche les pays des Amériques de « *lutter ensemble contre le terrorisme, le narcotrafic et le crime organisé* », exactement comme le prétend Obama avec sa coalition de soixante pays, renforcée depuis les attentats du 7 janvier dernier à Paris. Deux jours après le sommet, le 14 avril, Obama annonce le retrait de Cuba de sa liste des pays qui soutiennent le terrorisme.

Si, sur le continent, il n'y a pas directement Daech, ni des affrontements de ce type, il y a cependant beaucoup de gens d'origine arabe qui font du commerce sur la triple frontière Argentine-Brésil-Paraguay, région qui, dans le passé, a été désignée comme un « *foyer de terroristes* ». On ne peut pas exclure qu'y soient fabriqués des incidents. D'ailleurs, il y a toujours les accusations des États-Unis à l'égard du Venezuela. Et au Mexique, les États-Unis donnent comme réponse à la décomposition sociale provoquée par le pillage des richesses de la nation, après trente ans de traité de libre commerce (TLCAN), une fausse « *lutte contre le narcotrafic* », dont les conséquences sont, par exemple, le massacre

d'Ayotzinapa et les innombrables assassinats de jeunes et de travailleurs par des bandes mafieuses.

D'autre part, il est certain que la présidente du Brésil a soutenu la condamnation du décret d'Obama. Mais, comme tous les autres présidents des pays de l'Unasul, elle a plaidé pour la libération des putschistes vénézuéliens qui sont en prison, accusés de crimes par la justice. Ensuite, quelques semaines après le sommet, le 8 mai, son gouvernement, à travers le ministère des Affaires étrangères a reçu les femmes de ces opposants. C'était la première fois.

Et, pendant le sommet, après un entretien avec Obama, Dilma Rousseff a déclaré que l'épisode d'espionnage de la NSA contre son pays a déjà été surmonté, et elle a accordé la date du 30 juin pour une visite aux États-Unis, visite qui avait été suspendue depuis 2013. Donc, comme les États-Unis ne peuvent pas tout faire en même temps, ils essaient de normaliser les relations avec Dilma Rousseff pour... mieux étrangler le Venezuela.

---

## À LA CROISÉE DES CHEMINS

---

On a vu dans ce 7<sup>e</sup> Sommet des Amériques un Obama cherchant désespérément le concours sans appel de tous les gouvernements des Amériques, de toutes couleurs politiques, pour les rallier au maintien du système mondial de l'impérialisme dans sa nouvelle étape de crise de décomposition. Cela nécessite une attaque d'une nouvelle ampleur contre les organisations construites par les travailleurs, pour les intégrer et les détruire, pour briser la résistance.

Cette offensive de l'impérialisme est en même temps une preuve de sa faiblesse : il est incapable, seul, de contrôler la révolte des peuples qui, s'ils ne sont pas allés plus loin dans la voie de la rupture avec l'impérialisme, ouvrant la dynamique de la révolution permanente dans ces pays semi-coloniaux, c'est à cause du contrôle exercé par les appareils contre-révolutionnaires.

Pour maintenir sa domination sur le continent, plus que jamais, l'impérialisme a besoin de tous les gouvernements, notamment de ceux qui, jusque-là, ont voulu jouir d'une certaine liberté d'action vis-à-vis de

l'impérialisme, sans rompre avec l'impérialisme. Ce « modèle » est aujourd'hui, totalement épuisé, ouvrant, inévitablement, des crises politiques au sein des appareils qui le soutiennent.

L'impérialisme exige la subordination totale, contradictoire avec le moindre refus qui, même partiel et limité, peut fournir des points d'appui pour la résistance, comme cela a été le cas de la campagne de Maduro pour l'abrogation du décret d'Obama.

En Haïti, on a l'exemple contraire. Le 1<sup>er</sup> juin 2015, cela fera onze ans d'occupation militaire de la Minustah (ONU), au service des Etats-Unis. Commandée par le Brésil et intégrant des troupes de la Bolivie, du Chili, de l'Uruguay (l'Equateur et l'Argentine viennent de retirer leurs effectifs et le Mexique vient de décider de l'intégrer), la Minustah est le soutien d'un pouvoir fantoche des Etats-Unis. En août et octobre prochains doivent se tenir des élections « bidon », organisées par le Conseil de sécurité de l'ONU — sous tutelle des Etats-Unis —, qui s'est déplacé sur l'île pour obliger les récalcitrants de l'opposition à y participer. Pour le moment, avec la Minustah, contre les incessantes manifestations populaires, l'impérialisme s'est imposé en Haïti.

---

## LA LUTTE DE CLASSES N'A PAS DIT SON DERNIER MOT

---

A l'implacable offensive de l'impérialisme, les masses ne cessent d'opposer leur résistance et, pour cela, de recourir à leurs organisations. C'est l'élément principal de la situation. Donnons-en deux exemples.

En Uruguay, un nouveau gouvernement a été élu en décembre 2014. C'est la troisième réélection du Frente Amplio (un front populaire de type classique). Tabaré Vasquez devient président. Son ministre de l'Économie et des Finances, Daniel Astori, de droite, annonce qu'il va signer le TISA, une sorte de traité de libre commerce sur les services. Tabaré Vasquez ne confirme pas, mais cela soulève un tel émoi dans le pays que la centrale syndicale PIT-CNT a convoqué une grève nationale déterminée moins de deux mois après la prise de fonction de ce gouvernement.

Ce genre d'affrontements avec le gouvernement, sur la base d'une politique plus ou moins indépendante de la part de la centrale syndicale, est un élément qu'on peut trouver au Brésil. Ce n'est bien sûr pas la même chose, mais la Centrale unique des travailleurs (CUT), qui a appelé à voter Dilma Rousseff — elle a même occupé une place importante pour la victoire — s'est, toute de suite, opposée frontalement à la politique d'ajustement fiscal (appelé « plan Levy », du nom du ministre de l'Économie) et a appelé à des mobilisations et à des grèves.

La situation est encore plus contradictoire parce qu'aux Etats-Unis, les soulèvements des masses noires contre l'oppression raciste (Ferguson, Baltimore...), attirant une large solidarité (comme celle des dockers le 1<sup>er</sup> Mai), soulèvements qui ont été nourris et que nourrissent des grèves comme celle du Wisconsin, témoignent de l'incapacité de l'impérialisme, ravagé par une crise au sommet, de contenir les explosions de son propre prolétariat (ce qui ne signifie pas qu'il est incapable de porter des coups meurtriers, parce que, même en crise, les deux ailes de l'impérialisme ont comme seul objectif d'agir pour maintenir le système décomposé de la propriété privée des grands moyens de production).

Plus que jamais,

*« le tournant en cours va ouvrir de nouvelles brèches dans les organisations de la classe ouvrière sur tous les continents. On ne saurait ignorer que les processus tant dans la social-démocratie que la décomposition des appareils stalinien et social-démocrate, des pablistes et autres centristes visent à désintégrer les organisations ouvrières au profit de mouvements de type "Indignés", "Podemos" et autres coordinations qui visent à dissoudre le caractère de classe des organisations. Mais dans ces brèches s'ouvre une alternative : la possibilité, en particulier avec notre aide, de travailler à la recomposition du mouvement ouvrier sur un nouvel axe, celui de la préservation de l'indépendance des organisations, en relation avec la construction de noyaux combattant pour l'indépendance politique de la classe ouvrière, s'inscrivant dans notre stratégie de transition dans la construction d'un parti révolutionnaire »* (notes du secrétariat international de la IV<sup>e</sup> Internationale).

**Rafael Potosi**

# Grèce

## L'impossible "compromis"

Par Dominique Ferré

Rarement un pays dont l'économie représente 0,3 % du produit intérieur brut mondial aura, comme la Grèce, concentré l'attention des cercles impérialistes dirigeants, tout particulièrement depuis les élections du 25 janvier 2015. L'attention que les sommets de la bourgeoisie américaine, la plus puissante du monde bien qu'empêtrée dans une crise profonde, accordent à la Grèce est à la hauteur des craintes qui étreignent l'impérialisme américain sur une possible combinaison, en Europe, de krach financier et d'explosion sociale, qui porterait un coup majeur aux institutions (Union européenne, BCE, zone euro) mises en place au compte de « l'ordre » impérialiste en Europe. Voilà donc quatre mois qu'au lendemain des élections du 25 janvier se sont ouvertes des « négociations » entre les institutions du capital financier et le nouveau gouvernement grec constitué par Syriza (1). Des négociations qui traînent en longueur depuis quatre mois.

Au moment où cet article est écrit, la tension est à son comble à la veille de l'échéance du prochain remboursement de 300 millions d'euros de la dette que le gouvernement grec doit verser au FMI. Le gouvernement Tsipras cherche à faire pression pour obtenir une nouvelle tranche d'aide financière afin de pouvoir rembourser. Les « institutions » (FMI, Commission européenne, BCE, gouvernements impérialistes européens), et derrière elles, le capital financier, exigent le paiement rubis sur l'ongle de la dette et de ses juteux intérêts aux spéculateurs (« créanciers »)... mais conditionnent une nouvelle tranche d'aide financière à la mise en œuvre d'un programme drastique de contre-réformes, dans

la continuité des mémorandums contre lesquels travailleurs et jeunes se sont dressés par leur lutte de classe pendant cinq ans.

---

### RETOUR SUR LA SIGNIFICATION DES ÉLECTIONS DU 25 JANVIER

---

Ce blocage qui dure depuis quatre mois est ainsi commenté, fin mai, par « une source proche des négociations » (2) :

*« Pour qu'un accord soit trouvé, il faut qu'Athènes fasse encore des efforts, mais aussi que le FMI cède du terrain. »*

Bref, il faut trouver un compromis entre les deux parties : gouvernement grec et institutions du capital financier (FMI et Commission européenne en tête). Mais ce qui fait obstacle à ce compromis depuis quatre mois, c'est précisément l'état des relations entre les classes à l'échelle internationale, tel qu'il se manifeste en Grèce.

D'un côté, le régime en crise profonde du système de la propriété privée des moyens de production ne peut survivre qu'en imposant que la dette et ses intérêts doivent être payés jusqu'au dernier centime... et cela ne peut se faire que sur la base du pillage et de la destruction de la force de travail (les contre-réformes).

De l'autre côté, la classe ouvrière grecque s'est dressée pendant cinq ans, sous des

---

(1) Syriza, la « Coalition de la gauche radicale », s'est constituée par l'agglomération de groupes centristes et issus de la crise du Pasok (Parti socialiste grec), autour de Synaspismos, dont l'origine remonte à la crise du stalinisme en Grèce à la fin des années 1980.

(2) Citée par le journal français *Le Monde*, 29 mai 2015.

formes diverses, contre les gouvernements de « gauche », de droite et de coalition « gauche »-droite, contre les « mémorandums », plans dictés par le FMI et l'Union européenne. Elle a cherché à se saisir de ses organisations syndicales pour agir sur le terrain de classe pour faire aboutir sa volonté : « *Prenez vos mémorandums, et barrez-vous, ouste !* » Cette volonté s'est exprimée en mai et juin 2012, comme en janvier 2015, sur le terrain électoral, lorsque les travailleurs, la jeunesse, les couches intermédiaires paupérisées ont voté massivement, et non sans illusions, pour Syriza.

Les masses grecques se trouvent confrontées au problème majeur qui concentre la crise de l'humanité : la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat. Dans la lutte de classe, les directions politiques et syndicales liées au Pasok, au KKE et à Syriza ont tout fait, se partageant les rôles, pour empêcher la puissance de la mobilisation ouvrière de déferler en grève générale bloquant les mémorandums. Sous une autre forme, la direction de Syriza, portée au pouvoir le 25 janvier, a vite renoncé à annuler purement et simplement les mémorandums... tout en satisfaisant très partiellement quelques revendications ouvrières et populaires. Par exemple, la réembauche de 4 000 fonctionnaires licenciés, la suppression de l'*axiologisi* (la prétendue « évaluation » des fonctionnaires mise en œuvre précédemment qui ne servait qu'à justifier les licenciements dans la fonction publique), etc.

L'impossibilité d'aboutir, pour le moment, à un « accord », c'est-à-dire en réalité à une capitulation du gouvernement Tsipras devant les bourreaux du peuple grec, ne tient qu'à une chose, qu'un économiste a résumé dans la formule :

*« Si l'Union européenne cède, c'est la fin de l'euro ; si l'Union européenne ne cède pas et que la Grèce cède, c'est l'explosion politique en Grèce. »*

---

## LES RAPPORTS ÉTATS-UNIS-GRÈCE

---

Alors que la guerre s'enracine à l'est de l'Ukraine, et au moment précis où une partie de la bourgeoisie britannique, pour défendre ses propres intérêts en position de force, agite la menace d'un référendum sur le maintien de la Grande-Bretagne dans l'Union euro-

péenne, et alors que les luttes de classe se développent dans les différents pays, un « accident » en Grèce (sortie de l'euro, explosion sociale ou autre) pourrait mettre le feu aux poudres sur tout le continent.

Il n'y a pas d'autres raisons à l'implication directe de l'administration Obama dans la question grecque depuis le 25 janvier. Le président des États-Unis en personne est monté au créneau à deux reprises depuis le 25 janvier. Ses deux déclarations, de février et d'avril, ne sont contradictoires qu'en apparence, comme on va le voir.

Le 1<sup>er</sup> février, alors que les chefs d'État d'Europe et les représentants des institutions européennes exigent, menaçants, une capitulation immédiate du gouvernement d'Alexis Tsipras, ce dernier obtient, écrit la presse, « *le soutien inattendu du président américain Barack Obama* », qui déclare sur CNN :

*« On ne peut pas continuer à pressurer des pays qui sont en pleine dépression. »*

Tout en maintenant que la Grèce « *avait un terrible besoin de réformes* », Obama ajoute :

*« Il faut une stratégie de croissance pour pouvoir rembourser ses dettes. »*

Trois mois plus tard, fin avril, alors que les négociations piétinent, que « *l'Europe commence à perdre patience* » et que « *plus personne ne croit à un déblocage du dossier grec* » (*Le Monde*, 20 avril), Obama remonte au créneau avec un tout autre discours, celui du GI le doigt sur la gâchette de son M16, qui exige du gouvernement Tsipras :

*« Faites des réformes difficiles : collectez l'impôt, réduisez votre bureaucratie, rendez la flexibilité au marché du travail ! ».*

Pour l'impérialisme américain, qui peine à faire régner l'ordre dans le monde entier, il faut à tout prix empêcher un effondrement en chaîne des pays européens que pourrait provoquer un « défaut de paiement » de la Grèce (et sa sortie de la zone euro) et prévenir tout risque de crise révolutionnaire sur le continent. Car « *personne ne doit avoir l'illusion ou la certitude de connaître et maîtriser les conséquences d'une crise grecque* », a déclaré le ministre américain de l'Économie, Jacob Lew, le 27 mai, traduisant cette inquiétude. Aucun hasard dans le fait que, au compte de cette politique, ce dernier a depuis des semaines, tissé des « liens privilégiés » avec Alexis Tsipras lui-même.

Pour l'impérialisme américain : il faut un accord qui mette à genoux la classe ouvrière grecque au compte du capital financier... mais pas à n'importe quel prix, pas en prenant le risque de précipiter ainsi l'ouverture d'une crise révolutionnaire ou d'un effondrement, et donc en s'appuyant, le plus possible sur le gouvernement grec et sa capacité de contenir les masses grecques.

C'est là tout le produit contradictoire, du résultat électoral du 25 janvier. D'un côté près de deux millions et demi d'électeurs grecs — en particulier dans les quartiers ouvriers, mais aussi parmi la paysannerie, la jeunesse et la petite bourgeoisie brutalement déclassées par les mémorandums — ont voté Syriza « pour l'annulation des mémorandums », prolongeant par là même, sur le terrain déformé des élections, leur lutte de classe, qui n'a pas pu surmonter l'obstacle des directions politiques et syndicales. Et en même temps, le 25 janvier, c'est aussi la tentative de l'impérialisme, des institutions européennes et de la bourgeoisie grecque elle-même, de trouver une ultime combinaison gouvernementale pour faire obstacle à la révolution prolétarienne, en s'appuyant sur un parti qui, comme ses congénères du Parti de la gauche européenne dans chaque pays, cherche à préserver les institutions de Bruxelles et Washington, tout comme celles de l'état bourgeois grec (3), derrière une phraséologie qui « surfe » sur les aspirations des masses à en finir.

---

## L'ÉTAT D'ESPRIT DES MASSES

---

Mais pour tous les protagonistes des négociations, le véritable « obstacle », ce sont les masses grecques. Certes, depuis le 25 janvier, ce n'est pas d'abord par une lutte de classe directe (grèves, manifestations) qu'elles se sont manifestées, non pas qu'il n'y en ait pas eu, mais ce n'est pas la dominante. Mais lorsque, début février, la BCE a menacé de couper les liquidités aux banques grecques, mettant un revolver sur la tempe du gouvernement à peine constitué, des milliers sont descendus spontanément dans la rue, se rassemblant face au Parlement contre ce coup de force. Ici et là, tel ou tel secteur de la classe ouvrière a été amené à réaffirmer ses exigences d'annulation des mesures prises précédemment, la dernière en date étant la journée de grève et de manifes-

tations, le 20 mai, à l'appel du syndicat des travailleurs des hôpitaux publics, soutenu par la confédération du secteur d'Etat, ADEDY,

*« pour l'augmentation des dépenses de santé, l'abolition totale des mesures d'austérité et de privatisation prises antérieurement et le paiement des heures supplémentaires ».*

Mais la profonde résistance de la classe ouvrière n'a pas disparu. S'il est incontestable que toutes leurs revendications n'ont pas encore été satisfaites, beaucoup de travailleurs établissent qu'il y a une différence entre ce qui leur a été imposé pendant cinq ans, et ce qui se passe depuis quatre mois. Pour ne prendre qu'un seul exemple : si pendant cinq ans les gouvernements successifs (bénéficiant de l'appui des sommets des directions politiques et syndicales) n'ont cessé de licencier des fonctionnaires (pas à la hauteur des exigences de la troïka, compte tenu de la résistance de la classe ouvrière), c'est un fait que ces licenciements ont cessé et que 4 000 fonctionnaires ont été réembauchés depuis le 25 janvier. Certes, ce n'est ni à la hauteur des emplois détruits, ni des besoins dans les écoles, hôpitaux, etc. Mais pour les masses, cela fait une nette différence. Aussi, beaucoup de travailleurs, de militants ouvriers disent :

*« Le meilleur cas de figure serait un accord honorable, un compromis qui laisse le peuple souffler quelques années, après la saignée que nous avons subie. »*

Cette réflexion (non sans illusions) traduit une réalité profondément ancrée dans la conscience des masses : pas question de revenir en arrière, pas question de voir revenir le sinistre joug des mémorandums. Et c'est là que se concentrent toutes les difficultés. Côté gouvernement grec, on invoque en permanence les « lignes rouges » à ne pas franchir et le « mandat populaire » à respecter... tout en revendiquant le refus de rompre avec les institutions européennes et le FMI, qui n'ont de cesse d'exiger que ces lignes rouges soient franchies. Mais ces institutions sont-elles

---

(3) Un gouvernement Syriza qui ne manifeste pas l'intention, ni de rompre avec l'Union européenne et le FMI, ni de remettre en cause le paiement de la dette (tout au plus, certains, dans Syriza, remettent-ils en cause ce qu'ils appellent hypocritement « la partie illégitime de la dette »), pas plus qu'il ne manifeste une quelconque intention d'exproprier les banques grecques, ni les gigantesques biens des armateurs, sans même parler des richesses de l'Eglise orthodoxe.

aussi prises dans une contradiction insurmontable : soit renoncer à leurs exigences, ce qui est impossible, soit amener le gouvernement grec à la capitulation, au risque de provoquer des processus incontrôlables ouvrant la voie à la crise révolutionnaire.

---

## UN FACE-À-FACE QUI NE PEUT DURER ÉTERNELLEMENT

---

En Grèce comme à l'échelle internationale, il n'y a pas d'autre alternative que « socialisme ou barbarie ». Il n'y a pas, et il ne peut y avoir de voie « médiane ». Le face-à-face qui dure depuis quatre mois n'est pas un face-à-face entre le gouvernement grec et les institutions au service du capital, mais un face-à-face entre les masses grecques et ses étrangleurs, Union européenne, FMI et bourgeoisie grecque. Ce face-à-face ne peut se conclure que par un affrontement direct déclenché par l'un ou l'autre camp, faisant mettre un genou à terre à l'adversaire. D'ores et déjà, ce face-à-face provoque des éléments de crise dans l'équipe gouvernementale et le parti au pouvoir. Ainsi, le 24 mai, 44 % des membres du comité central de Syriza ont opposé à la majorité autour d'Alexis Tsipras une résolution indiquant :

« Un "compromis honorable" (avec le FMI, l'Union européenne — NDLR) ne saurait exister au moyen de privatisations et de nouveaux sacrifices pour les classes populaires (...). Le plus grand désastre que risque d'affronter le pays est l'imposition d'un nouveau mémorandum, sous une forme ou sous une autre, et la mise en œuvre et l'extension des anciens mémorandums. Ce développement doit être évité par tous les moyens et tous les sacrifices nécessaires. Toute solution alternative, pour une politique progressiste contre les mémorandums, doit inclure, d'abord et avant tout, la suspension du service de la dette. »

Commentant un article (4) dans lequel le Premier ministre, et représentant de Syriza, Alexis Tsipras, écrit que

« si nous ne sommes pas encore arrivés à un accord avec nos partenaires, ce n'est pas à cause de notre intransigeance »,

article détaillant une nouvelle liste de « réformes » auxquelles le gouvernement grec est prêt à s'atteler, le responsable de la plate-forme de gauche de Syriza, Stathis Kouvelakis, écrit, quant à lui :

« Les quatre "lignes rouges" qu'Alexis Tsipras lui-même avait posée le 16 avril lors d'une déclaration solennelle à l'agence Reuters (sur les retraites, la TVA, les privatisations et les conventions collectives) ont toutes, à des degrés divers, été franchies. On peut dès lors se demander où se trouve le blocage et pourquoi Alexis Tsipras recherche-t-il la dramatisation, comme l'indiquent le titre de l'article et certains passages ? Tout simplement parce que les responsables européens ne se contentent pas de la gestion du cadre austéritaire-mémorandaire existant. Ils demandent une reconduction aggravée dans le but de briser Syriza. Et Tsipras leur renvoie la balle en leur disant : "C'est vous qui recherchez la rupture, pas moi. Moi, vous voyez, je suis prêt à gérer l'austérité et à reporter sine die le programme pour lequel j'ai été élu, mais en plus de cela, vous me demandez d'aller au-delà même de ce que vous aviez demandé à Samaras", (...) comme si l'acceptation du "deal" qu'il propose pouvait représenter un pas vers "l'Europe de la solidarité, de l'égalité et de la démocratie" dont il se réclame, qui n'est qu'une phraséologie creuse et qui a rarement sonné de façon aussi sinistre. »

En bref : la ligne suivie par Tsipras, c'est-à-dire la recherche d'un « compromis » illusoire, conduit les masses grecques à la catastrophe. Constat parfaitement juste, qui, pour les travailleurs, les jeunes et les militants ouvriers de Grèce qui cherchent une issue favorable aux masses, pose tout le problème de « quoi faire ? ». Le face-à-face en cours et les « négociations » ne peuvent durer des mois encore « sans vainqueurs ni vaincus ». Et parce que, malgré la politique de ses directions, la classe ouvrière grecque n'a pas été défaite, elle sera inévitablement amenée à reprendre directement l'initiative, car seule son irruption « dans l'arène où se règle sa propre destinée » peut mettre en échec les institutions de l'ex-troïka. Comment, dès lors, l'aider à disposer ses forces en toute indépendance pour les affrontements qui viendront inévitablement, en tirant jusqu'au bout les conclusions des cinq années passées et de la nature des obstacles rencontrés ? Tel est l'enjeu de la discussion ouverte par la IV<sup>e</sup> Internationale avec des militants et travailleurs de Grèce.

**Dominique Ferré**

---

(4) « L'Europe est à la croisée des chemins », dans le journal français *Le Monde* (31 mai 2015).

# Espagne

## Après les élections municipales du 24 mai 2015

*Par Angel Tubau*

---

### VERS UN NOUVEAU 14 AVRIL ?

---

Le 2 mai 2015 ont eu lieu en Espagne des élections municipales ainsi que dans treize des dix-sept régions autonomes (l'Espagne est divisée en dix-sept régions).

Le résultat électoral a mis en évidence une défaite éclatante du Parti populaire (PP) au gouvernement. Parti populaire qui est la représentation politique des institutions de la monarchie héritière du franquisme. Nous reviendrons plus loin sur l'analyse détaillée de ces élections, qui ont été un véritable tremblement de terre qui a semé la panique au niveau des plus hauts sommets des institutions du capital financier, et particulièrement pour l'administration nord-américaine.

Dans l'histoire de la lutte de classes en Espagne, les résultats des élections municipales ont toujours eu une signification majeure. Ainsi, le 14 avril 1931, après les élections municipales, le roi Alfonse XIII a été obligé de prendre la fuite, et la République a été proclamée. Il est vrai qu'à la différence d'aujourd'hui, les partis de l'opposition se déclaraient ouvertement républicains. Mais du point de vue objectif, il est évidemment que c'est le régime monar-

chiste qui est touché, car sa représentation politique directe, le Parti populaire, s'est effondrée.

Quelles sont les leçons que nous pouvons tirer et quelles sont les lignes générales d'une orientation politique ouvrière indépendante dans cette nouvelle situation ? Nous essayons d'apporter une première réponse.

---

### KERRY ANNONCE SON ARRIVÉE À MADRID (1)

---

Le mercredi 27 mai, la presse espagnole a annoncé l'arrivée impromptue du secrétaire d'Etat nord-américain, John Kerry, qui devait séjourner en Espagne le dimanche 31 mai et le lundi 1<sup>er</sup> juin. Kerry devait être reçu par le roi Philippe VI, par le président du gouvernement, Mariano Rajoy, et par son homologue, le ministre espagnol des Affaires extérieures, José Manuel Garcia-Margallo.

La raison officielle de la visite était la signature d'un protocole additionnel à la

---

(1) Samedi 30 mai, Kerry a été victime d'un accident de vélo en France. Il s'est cassé le col du fémur et a été transféré en urgence aux Etats-Unis.

convention bilatérale de défense, signée en 1988, sur l'utilisation des bases militaires en Espagne.

Dans ce cas, il s'agirait de l'élargissement de la base de Morón de la Frontera, principale base d'un dispositif de l'Africom, pour l'amener à 3 500 *marines* de manière stable (la base de Morón se situe dans le département de Séville, département dans lequel existe aussi la base navale de Rota dans laquelle les Etats-Unis annoncent le déploiement d'une nouvelle flotte de « destructeurs » et de 1 100 militaires).

Depuis des mois, la signature de ce nouvel accord militaire était en négociation. Pourquoi cette précipitation ? Parce que la visite de Kerry (ajournée en raison de son accident et qui devrait être remplacé par un autre ministre américain dans les prochains jours) n'était prévue dans aucun calendrier officiel. La presse espagnole est claire sur ce point :

*« L'incertitude sur la composition du Parlement qui sera élu lors des prochaines élections générales — d'après tous les sondages, le Parti populaire n'aurait pas la majorité absolue, donc l'adoption d'un accord ne serait pas garantie — a amené Madrid et Washington à accélérer les négociations sur la modification de la convention bilatérale de défense et les négociations sur la réforme de la convention bilatérale de défense qui ferait de la base de Morón la principale base militaire américaine pour l'Afrique » (El País, 27 mai 2015).*

Un peu plus loin, le même journal écrit :

*« La signature du nouveau protocole renforcerait le caractère de l'Espagne comme associée privilégiée des Etats-Unis en matière de sécurité. »*

L'administration américaine a compris très vite le caractère de la crise que traverse le régime monarchiste espagnol. La présence de Kerry en Espagne avait une double signification : d'abord, c'était la première fois que Kerry se rendait dans ce pays et cherchait non seulement à assurer le renforcement de la base de Morón mais aussi à montrer publiquement son soutien à la monarchie espagnole, à l'armée héritière de Franco et au gouvernement Rajoy aux abois.

L'administration américaine a une stratégie mondiale. Elle ne compte pas avec les institutions de Bruxelles pour assurer sa

domination et essayer de colmater la crise ouverte de l'Etat espagnol.

L'intervention directe de l'impérialisme américain n'est pas une nouveauté. Depuis la mort de Franco, l'interférence directe de l'administration américaine a été une constante et, si nous allons plus loin, nous n'oublions pas que c'est le président Eisenhower qui, en 1953, a rendu visite à Franco à Madrid pour signer le premier accord militaire avec la dictature et forcer la reconnaissance par l'ONU du régime franquiste.

Plus près dans le temps, après le coup d'Etat raté de Tejero-Armada le 23 février 1981, puis la constitution du gouvernement éphémère de Calvo Sotelo, l'administration américaine avait forcé l'adhésion de l'Espagne à l'OTAN avant les élections législatives qui annonçaient la victoire du Parti socialiste.

Pour l'administration américaine, répétons-le, renforcer ou empêcher une crise ouverte de la monarchie espagnole est une question stratégique importante dans le cadre de la crise de domination qu'elle subit à l'échelle mondiale et donc de la nécessité de s'assurer des « alliés fidèles ».

Pour les travailleurs et les peuples de l'Etat espagnol, la lutte contre la guerre a toujours été une composante du combat contre l'oppression et l'exploitation. La lutte, aujourd'hui, contre la présence militaire américaine, et évidemment contre la signature de ce nouvel accord, est une question constitutive d'une politique ouvrière indépendante en Espagne.

---

## LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS DU 24 MAI ET SES CONSÉQUENCES

---

Lorsque la presse parle d'effondrement ou de coup de massue porté au PP, elle n'exagère absolument pas. Lors des élections municipales de 2011, le PP avait obtenu 8 476 138 voix. Il en a obtenu cette fois un peu plus de 6 millions (2), soit une perte de 2 450 000 voix, 29 % de celles qu'il avait obtenues en 2011. Il avait à l'époque

---

(2) Nous travaillons, pour 2015, sur des chiffres provisoires, à partir de 99,47 % des bulletins dépouillés.

gagné de nombreuses mairies et communautés autonomes à la majorité absolue. Il perd maintenant la majorité absolue dans toutes les communautés autonomes et semble ne la garder que dans la ville autonome — peuplée de militaires — de Ceuta. Il perd la majorité absolue dans la ville et la communauté de Madrid, à Valence et sa communauté autonome (où ses majorités absolues étaient écrasantes), à Saragosse, Séville, et dans de nombreuses autres capitales de régions et villes importantes. Il a également perdu la majorité relative qu'il avait en Aragon et Estrémadure. Il a perdu près de 4 000 conseillers. Il perd dans toutes les villes importantes, même dans son fief de Galice. Il risque de perdre cinq communautés autonomes qu'il dirigeait jusqu'ici, et les mairies des principales villes du pays.

Quant au PSOE, il avait obtenu, en 2011, 6 275 314 voix, son plus mauvais score depuis 1979, payant là la politique de coupes budgétaires de Zapatero, que des secteurs importants de la classe ouvrière avaient vécue comme une trahison. Il a obtenu en 2015 5 590 000 voix, en perdant donc 685 000 (11 % de celles qu'il avait obtenues en 2011), et plus de 900 conseillers. Avec un élément plus que préoccupant : le Parti socialiste n'a même pas été la seconde force dans les grandes villes, Séville excepté. Izquierda Unida (IU) avait obtenu, en 2011, 1 437 061 voix, et maintenant, moins de 1 060 000 voix. Mais il est difficile de comparer les résultats car, dans près de 40 % des municipalités, IU s'est présentée cette fois dans diverses coalitions. Il n'en reste pas moins que l'on peut affirmer en lignes générales qu'IU recule très nettement, bien qu'elle se maintienne dans certains endroits. En fait, elle est sans représentants en Estrémadure (où ses trois parlementaires de 2011 ont soutenu un gouvernement du PP), tout comme à la mairie et à la communauté de Madrid.

En Catalogne, CiU, bien qu'elle prétende rester la première force, perd la mairie de Barcelone, tandis que le PSC recule aussi de façon significative, même s'il garde quelques bastions. ERC double pratiquement ses voix, et la CUP les multiplie par 3,5.

Un élément à mettre en valeur enfin : les candidats qui représentent le combat contre

les coupes budgétaires, comme Ada Colau à Barcelone ou Manuela Carmena à Madrid, ont obtenu de bons résultats.

Finalement, plus de 12 240 000 électeurs se sont abstenus, soit 35,09 % des inscrits (en 2011 ils avaient été 11 745 532, soit 33,84 % des inscrits). Abstentions, votes blancs et nuls représentent 38 % de l'électorat, comme en 2011. Cela prouve que la « grande mobilisation électorale » qui nous était annoncée ne s'est pas produite, sans doute parce que de nombreux travailleurs et jeunes n'ont pas trouvé dans ces élections une alternative de rupture claire qui les aurait poussés à voter.

---

### POURQUOI N'Y A-T-IL PAS EU UN REJET PLUS IMPORTANT ?

---

Il est évident que s'est exprimé dans les urnes l'immense rejet des travailleurs et des jeunes vis-à-vis des politiques de coupes budgétaires et de privatisation des services publics appliquées dans les communes par le PP, et surtout le rejet de la politique du gouvernement Rajoy, gouvernement de la monarchie, au service du capital financier. Un rejet qui aurait sans doute été bien plus fort s'il y avait eu, de la part des possibles successeurs, une campagne claire et décidée, destinée à en finir avec le PP.

Le PSOE a été incapable de matérialiser ce rejet dans les urnes. Nombreux ont été ceux qui n'ont pas cru que la politique de Pedro Sanchez constituait un véritable changement d'orientation. Son respect du régime monarchique l'entraîne dans des contradictions insurmontables. Comment concilier le maintien de l'article 135 de la Constitution qui donne la priorité au paiement de la dette et la supposée priorité pour les services sociaux ? Comment parler d'abroger la réforme du travail de Rajoy et pas celle de Zapatero ?

Izquierda Unida traverse, comme nous l'avons dit auparavant, une crise profonde. Pendant des années, elle a été l'aile gauche du régime monarchique, tout en agitant, en particulier dans certains secteurs, le drapeau républicain. Elle a soutenu le PP et sa politique de coupes budgétaires en Estrémadure. Elle a gouverné en Andalousie en appliquant les coupes adoptées par Rajoy

et Bruxelles. Dans les deux cas, elle a déçu ses électeurs qui attendaient qu'elle soit une force de changement. En même temps, en Andalousie, les résistances internes à appliquer cette politique, qui sont allées jusqu'à la menace d'en appeler à un référendum sur son maintien au gouvernement, l'ont désignée comme une force peu fiable pour appliquer la politique exigée par le capital financier et le régime. D'où le soutien apporté par certains moyens de communication à d'autres alternatives.

En ce qui concerne Podemos, sa marche accélérée vers la « modération » a fait baisser ses objectifs. Dans les régions autonomes, il a obtenu un peu plus de 1,7 million de voix. Quelques jours avant les élections, Pablo Iglesias adressait une lettre à tous les associés dans laquelle il proposait « *d'utiliser les institutions pour améliorer la vie de chacun, en ne pensant qu'au bien commun et non pas aux intérêts de quelques-uns* », et de mettre « *les plus capables à penser sur la façon d'améliorer le fonctionnement de nos mairies, de nos communautés* », c'est-à-dire, en renonçant à toute proposition d'en finir avec le régime corrompu, pour proposer d'œuvrer dans ses institutions. Dans ces conditions, les travailleurs cherchent des alternatives mais ne lui ont pas fait confiance, car ils ne voient pas clairement que Podemos soit décidé à réaliser un changement réel. (Rappelons que dans la capitale, Madrid, Podemos a obtenu aux élections autonomiques la moitié des voix de celles obtenues par Manuela Carmena aux municipales.).

---

## ANALOGIES ET DIFFÉRENCES AVEC LE 14 AVRIL 1931

---

L'histoire ne se répète pas. La situation n'est pas la même et beaucoup de choses ont changé entre 1931 et 2015. Et pourtant, une question reste au centre dans ces deux périodes historiques, l'existence du régime monarchiste, seul régime, avec la dictature, avec lequel la bourgeoisie espagnole a été capable d'assurer sa domination. La monarchie n'est pas un décor, elle est la clé de voûte des institutions de l'Etat. C'est elle qui assure l'unité de cet Etat, Etat qui n'est pas la représentation, même déformée, d'un peuple, mais qui n'est qu'un ensemble

d'institutions contre tous les peuples d'Espagne, y compris le peuple castillan, institutions au service du capital financier. Pour défendre les intérêts du grand capital, il opère la fusion entre les grandes banques, les grandes entreprises, l'armée, l'appareil judiciaire, la grande administration centrale, l'Eglise, en essayant d'intégrer, par le biais du Parlement national et des Parlements régionaux, les appareils se réclamant du mouvement ouvrier ainsi que les partis qui affirment défendre les intérêts des peuples catalan, basque, etc.

Comme nous l'avons dit auparavant, la monarchie est intégrée dans le dispositif de l'appareil sécuritaire de l'impérialisme américain et, évidemment, dans le cadre des institutions européennes. Ce n'est pas un hasard si le traité de Maastricht, fondateur de l'Union européenne actuelle, reconnaît tous les accords militaires existant auparavant, particulièrement la place de l'OTAN.

Bien entendu, en 1931, ces institutions internationales n'existaient pas, mais la monarchie espagnole était déjà insérée dans l'ordre mondial.

Dans ce sens, en raison du caractère révolutionnaire du combat pour la République, qui combine la défense des droits démocratiques et des droits sociaux, la lutte contre la monarchie est encore plus importante aujourd'hui, à cause, précisément, de la place accrue de la monarchie espagnole sur la scène mondiale.

La lutte contre la monarchie, donc pour les mots d'ordre démocratiques, pour la République, concentre le combat contre la bourgeoisie et contre l'impérialisme, c'est-à-dire le combat pour l'émancipation des travailleurs et contre l'oppression des peuples. Dans ce sens, ce que disait Trotsky en 1930 reste d'une brûlante actualité :

*« Ce chemin suppose, de la part des communistes, une lutte résolue, audacieuse et énergique en faveur des mots d'ordre démocratiques. Ne pas le comprendre serait commettre la plus grande des fautes sectaires. A l'étape actuelle de la révolution, dans le domaine des mots d'ordre politiques, le prolétariat se distingue de tous les autres groupements "gauchistes" de la petite bourgeoisie, non parce qu'il combat la démocratie, comme le font les anarchistes et les syn-*

*dicalistes, mais parce qu'il lutte résolument et ouvertement en faveur de ce mot d'ordre, tout en dénonçant sans relâche les hésitations de la petite bourgeoisie » (3).*

Mais à la différence de 1931, les partis qui se réclament de l'opposition, tout d'abord la direction du Parti socialiste, mais aussi des partis dits « émergents » tels que Podemos, ont renoncé publiquement à combattre contre la monarchie, expliquant, comme le disait Santiago Carrillo, secrétaire général du Parti communiste d'Espagne, après la mort de Franco :

*« La question n'est pas monarchie ou République mais dictature ou démocratie. »*

Malgré cela, il ne faut pas sous-estimer, tel que nous l'avons montré avec les résultats électoraux, la montée en puissance des partis ouvertement républicains, comme la Gauche républicaine de Catalogne, et la présence massive dans toutes les manifestations des drapeaux républicains qui restent illégaux (cela peut paraître une anecdote, mais la nuit du samedi 30 mai, au moment du match de football, finale de la coupe du roi, le drapeau républicain était présent. Et, au moment où l'hymne national espagnol a résonné, les 98 000 spectateurs ont sifflé pendant dix minutes !).

Il est évident que la force consciente qui combat pour la République n'existe pas de manière organisée à l'échelle du pays. C'est pour cela qu'au centre du combat de la section espagnole de la IV<sup>e</sup> Internationale est placé le combat sur la question de la constitution d'une alliance des travailleurs et des peuples afin de forcer les organisations à rompre avec la monarchie pour préparer les conditions permettant l'expression de la souveraineté populaire pour proclamer la République du peuple et pour les peuples. République basée sur la reconnaissance du droit à l'autodétermination de tous les peuples pour permettre à ces peuples de s'unir librement, de se fédérer, de se confédérer ou de se séparer s'ils le souhaitent.

En tout cas, les trotskystes dans l'Etat espagnol défendront en toutes circonstances les droits des peuples espagnols en combattant pour une union libre des Républiques souveraines. Et le combat pour la République, ce n'est pas changer un roi pour un président, c'est démanteler toutes les institutions parasitaires héritières de la dictature.

Pour l'avant-garde ouvrière, il s'agit de mettre au centre le lien existant entre le combat quotidien pour les salaires, les droits les plus élémentaires, pour la défense des services publics menacés et le démantèlement de ce régime qui lie son sort à celui du capital financier et des spéculateurs corrompus.

En effet, 1931 n'est pas 2015. Aujourd'hui, toutes les organisations se réclamant du mouvement ouvrier et de la démocratie, particulièrement les syndicats, sont confrontés au dilemme suivant : participer à la gouvernabilité met en danger l'existence même des organisations, car cela les oblige à se confronter aux revendications les plus immédiates.

La signature de l'accord national sur les salaires (ANEC), ratifié par les comités confédéraux de l'UGT les 27 et 28 mai et des Commissions ouvrières le 2 juin, correspond au soutien politique à un gouvernement aux abois, donc vise à essayer de colmater la crise du régime.

Mais en même temps, les confédérations syndicales subissent le développement de la lutte de classe, et cela a entraîné la prise de position du comité confédéral de l'UGT en faveur d'élections anticipées immédiatement.

---

## GOUVERNEMENT DE COALITION, "FRONTS DE GAUCHE" SONT-ILS UNE ISSUE POUR LE MOUVEMENT OUVRIER ET LES PEUPLES ?

---

L'onde de choc des élections du 24 mai commence à provoquer des résultats politiques représentant un bouleversement dans la situation politique dans le pays. Evidemment, on ne peut pas séparer ces résultats du mouvement de la classe ouvrière depuis le premier plan d'austérité de mai 2010. Mais il ne faut pas oublier que les grands mouvements de grèves et de manifestations n'ont pas trouvé d'issue politique à cause de l'obstacle de la politique des appareils. Notamment la décision, en novembre 2012, des secrétaires généraux des Commissions ouvrières et de l'UGT de donner un répit au gouvernement en décidant de reprendre le dialogue social. Tout a été fait pour montrer

(3) *Les Tâches des communistes en Espagne*, Léon Trotsky, 1930.

aux masses qu'il n'y avait pas d'issue dans la lutte de classe directe et pour essayer de tout détourner dans le cadre des différentes échéances électorales. Malgré tout, les résultats des élections municipales a représenté, entre autres, une dislocation majeure de la représentation politique, comme nous l'avons démontré précédemment.

Le journal *ABC*, porte-parole direct de la monarchie, écrit dans l'éditorial du 29 mai :

*« Le sentiment de décomposition accélérée qui parcourt le Parti populaire ne se résout pas dans des demi-mesures mais dans une intervention rapide pour mettre de l'ordre dans l'organisation après la défaite électorale qui l'a transformé en une cour des miracles. »*

Le même journal, dans l'éditorial du samedi 30 mai, déclare qu'

*« Il est possible que l'Espagne ne soit pas préparée pour un gouvernement de grande coalition Parti populaire-Parti socialiste ».*

En effet, l'option privilégiée du capital financier, soutenue directement par l'ancien Premier ministre Felipe Gonzalez, de la grande coalition a été battue par les résultats électoraux. Même si, à l'intérieur du Parti socialiste, la dirigeante du PSOE d'Andalousie, Susana Diaz, reste sur cette position de la grande coalition. C'est dans ces conditions que se pose la nécessité de constituer un Front de gauche ou des candidatures d'unité populaire pour les prochaines élections législatives, qui doivent avoir lieu avant la fin de l'année. Le 1<sup>er</sup> juin, le porte-parole de la Gauche unie, Alberto Garzon, a déclaré :

*« Il faut constituer l'unité populaire comme un instrument politique pour transformer la société (même s'il ne fait aucune référence au régime). Il faut faire comme dit Ada Colau : il faut lutter ensemble dans les institutions, les mêmes qui avons lutté dans les rues. »*

Il est clair que la ligne de Garzon correspond, de près ou de loin, à la même politique que celle de la direction du Parti socialiste, et aussi de Podemos : régénérer les institutions du régime. Mais Garzon va plus loin. Il utilise une analogie historique. Il dit :

*« En 1932, le Parti communiste, avec sa politique de front unique par la base, a subi une défaite, heureusement, en 1936, s'est constitué le Front populaire. »*

Notre ami Garzon oublie que la politique de la « troisième période » dictée par Staline

a amené à la défaite en Allemagne et s'est conclue sur une politique de collaboration de classes, Front populaire qui a amené à la défaite la révolution espagnole.

Dans les rangs de la Gauche unie reste un groupe important de militants et responsables, notamment Julio Anguita, ancien porte-parole de la Gauche unie, qui a lancé un appel pour sortir de l'euro, appel signé par quelques dirigeants du PCE, de Podemos et d'anciens pablistes. Cet appel propose de lutter pour que l'Espagne recouvre la souveraineté nationale, mais ne fait aucune référence ni au régime monarchiste ni à la propriété privée des moyens de production (cet appel est disponible en français et diffusé par le Mouvement politique d'émancipation populaire).

Mais entre 1932 et 1936, il y a eu, en 1934, la constitution des alliances ouvrières. Il y a eu l'insurrection de 1934 dans les Asturies, qui a mis au centre la constitution de l'alliance ouvrière pour instaurer une République socialiste.

Nous avons dit que 1930 n'est pas 2015. Mais le mouvement ouvrier est dans une situation de danger mortel avec la tentative de détourner le rejet des travailleurs et des peuples vers une politique de front populaire pour la régénérescence du régime, contre la satisfaction des revendications.

Comment se traduit aujourd'hui une politique d'alliance ouvrière pour aider à ce que le mouvement des travailleurs et des peuples qui cherche à en finir avec la monarchie, puisse trouver une issue favorable ?

---

## AIDER À FORGER L'ALLIANCE DES TRAVAILLEURS ET DES PEUPLES

---

Le PP n'a que six millions de voix, sur un total de 22,5 millions votants. Même en comptant avec celui qui a été annoncé comme son possible associé « préféré », Ciudadanos, cela ne ferait que 7,5 millions de voix (sur 35 millions d'électeurs). La volonté du peuple travailleur de jeter le PP ne peut être trahie. A l'inverse. Il faut la transformer en fait, au plus tôt. Pedro Sanchez a dit qu'il faut attendre. Qu'il a récupéré deux millions de voix, et qu'il est sur la bonne voie. Pablo Iglesias a dit que les choses sont sur la voie du changement, mais

plus lentement. Mais nombreux sont ceux qui se demandent : pourquoi attendre ? Pourquoi ne pas organiser tout de suite une campagne pour jeter Rajoy du gouvernement ? Pourquoi le laisser encore six mois à détruire les services publics et les conquêtes sociales ? Si le PSOE exigeait la démission de Rajoy, le gouvernement ne durerait pas un jour de plus. Tout comme si les dirigeants syndicaux retiraient leur signature de l'accord signé avec la confédération patronale (CEOE).

La première chose, c'est de les jeter des mairies et des gouvernements autonomes. Dans cinq autonomies, la nomination d'un président du PSOE dépend du vote de Podemos. La même chose va se produire dans de nombreuses municipalités. Dans ces conditions, aucune considération ne doit permettre que le PP gouverne alors qu'il y a une majorité qui peut le jeter du pouvoir. Aucune des forces qui nous proposent un changement ne peut permettre, ni par son vote ni par son abstention ou absence, que le PP gouverne en minorité.

Qui plus est, dans les quatre communautés autonomes et les mairies où le gouvernement du PP dépend de Ciudadanos, une forte campagne politique peut rendre difficile à ce parti de loups déguisés en agneaux de donner son appui ouvert au PP.

Mais le renvoyer ne suffit pas, il faut mettre en route, à partir des municipalités, une autre politique, qui en finisse avec toutes les coupes budgétaires. Lorsque les municipalités seront constituées, les travailleurs attendent que les majorités ouvrières et populaires qui y sont représentées utilisent les mairies pour faire face au gouvernement du PP sans attendre le mois de décembre.

Dans tous les cas, les élections municipales et régionales, comme les européennes il y a quelques mois, démontrent que la crise du régime monarchique mis en place en 1978 est profonde. Le rejet des plans appliqués toutes ces années dans le cadre de l'Union européenne – même le dernier plan de stabilité 2015-2018 et ses séquelles syndicales, l'AENC – a blessé à mort le PP, mais a aussi frappé la politique des directions du PSOE et d'IU, attachées de la même manière au régime. Personne ne peut attendre aucune satisfaction aux revendications populaires dans ce cadre pourri. Par exemple, le

Tribunal constitutionnel vient d'annuler le décret du gouvernement andalou PSOE-IU qui voulait poser quelques limites réduites aux expulsions de logements.

La question immédiate est d'en finir avec Rajoy, l'expulser du gouvernement et de toutes les municipalités, pour organiser le combat contre toutes les contre-réformes et les coupes. Il prétend s'en tenir aux institutions monarchiques, pour lesquelles il a travaillé, pour rester au pouvoir.

Cette situation pose une exigence immédiate à tous ceux qui parlent au nom des travailleurs, des peuples et des droits sociaux, des services publics et de la démocratie : réaliser l'unité urgente pour en finir avec le régime monarchique corrompu et haï, pour en finir avec l'oppression contre les travailleurs et les peuples.

Cet immense rejet s'est exprimé par le vote pour les candidats ouvriers et populaires, incluant ceux qui sont présentés par Podemos et d'autres mouvements sociaux, mais ce rejet n'a pas d'issue dans les combinaisons électorales qui s'annoncent, toutes orientées sur le jeu au sein des institutions du régime.

L'exigence la plus immédiate est l'expression libre de la volonté populaire, pour en finir avec la monarchie par des élections libres qui proclameront la République, une république du peuple et pour le peuple, pour abroger toutes les contre-réformes, depuis la réforme du travail de Zapatero jusqu'à toutes les attaques de Rajoy, toutes les contre-réformes « recommandées » par l'Union européenne, le FMI et les institutions du capital financier.

Pour tous les militants ouvriers d'avant-garde se pose la nécessité de combattre pour l'unité des travailleurs et des peuples, qui force les organisations ouvrières et populaires à la rupture avec la politique de coupes budgétaires et de remise en cause des libertés prônée par l'Union européenne et la monarchie.

Le Comité pour l'alliance des travailleurs et des peuples, auquel les militants du POSI participent, prépare une conférence ouvrière d'Etat le 27 juin pour aider à forger cette alliance.

**Angel Tubau,  
3 juin 2015**



# Etats-Unis

## Les vents du changement et la deuxième conférence du Réseau de riposte ouvrière (Labor Fightback Network, LFN)

Par Alan Benjamin

Dans son discours introductif à la deuxième conférence du Réseau de riposte ouvrière, à Rutgers, dans le New Jersey, qui s'est tenue du 15 au 17 mai 2015, Carol Gay, présidente du conseil syndical des syndicats de l'industrie de l'Etat du New Jersey, a décrit de la façon suivante la récente intensification de la lutte des classes aux Etats-Unis :

*« Les vents du changement se sont mis à souffler ! Cela fait longtemps que nous n'avions pas vu plusieurs mouvements puissants rassemblant tant de monde.*

*Au cours des années récentes, nous avons été enthousiasmés par le soulèvement dans le Wisconsin, par les enseignants de Chicago, et par les "Lundis pour le respect moral" (Moral Mondays) en Caroline du Nord, pour ne citer que quelques exemples. Aujourd'hui, nous voyons surgir d'autres mouvements, comme celui pour un salaire minimum de 15 dollars tout de suite et le droit de se syndiquer. Partant de Seattle, il s'étend maintenant à tout le pays et voit les salariés de la restauration rapide et les employés de Walmart se battre pour la dignité et le respect.*

*Le mouvement "La vie des Noirs a de l'importance" (Black lives matter) se développe et progresse à pas de géant. A Ferguson, dans le Missouri, à Baltimore, dans le Maryland, à Newark, dans le New Jersey, la population se rassemble pour dénoncer avec force la brutalité, le racisme*

*et l'inégalité, et dire : "Ça suffit !", ainsi que : "Non à l'incarcération de masse et au nouveau Jim Crow (1) !" Les étudiants se révoltent et viennent grossir les rangs de ces mouvements, tout en organisant leur propre résistance contre l'augmentation des tarifs d'inscription et la dette étudiante.*

*Telles sont les conditions politiques dans lesquelles se tient notre conférence... Nous avons devant nous l'opportunité d'engager un travail de construction, à partir de ces soulèvements, de ces révoltes et de ces courageux combats pour la justice et la démocratie. L'audacieuse résistance unie et le développement d'un mouvement ouvrier indépendant — dans les rues, sur les lieux de travail et sur le terrain électoral — montrent la voie qui nous aidera à mettre en œuvre notre perspective de justice et d'égalité. »*

Les remarques de Carol Gay dans son introduction sont tout à fait appropriées.

- A Baltimore, des centaines de milliers de personnes, principalement des jeunes Noirs, sont sorties de leurs lycées et universités, sont descendues dans la rue durant une semaine entière pour manifester contre le meurtre de Freddie Gray par des policiers, en scandant : *« Sans justice, pas de paix. Non à la police raciste ! »*

---

(1) Jim Crow : surnom donné à la législation ségrégationniste dans les Etats du Sud.

Gray a succombé, après avoir eu les cervicales brisées, à l'intérieur d'un fourgon de police.

La mobilisation la plus puissante a eu lieu le 27 avril, lors des obsèques de Freddie Gray. C'est ce jour-là que la manifestation se transforma en rébellion. Une manifestation spontanée de la jeunesse et de la population locale à la fin des obsèques dut faire face à la répression de policiers en tenue anti-émeute. La situation s'aggravant, les manifestants lancèrent des pierres, des bouteilles et des briques en direction des policiers, les forçant parfois à reculer.

C'est cette révolte, faisant suite à des soulèvements de même nature à Ferguson, dans le Missouri, à New York, à Charleston, en Caroline du Sud, et à Cleveland, dans l'Ohio, qui contraignit la classe dominante à reculer et à inculper six policiers, accusés de la mort de Freddie Gray.

Le 2 mai, des milliers de manifestants ont exprimé leur satisfaction dans les rues de Baltimore après l'inculpation des policiers en lien avec la mort de Freddy Gray. Un policier a été inculpé de meurtre au deuxième degré, trois autres d'homicide involontaire et deux d'agression au deuxième degré.

Lors du rassemblement du 2 mai, les militants ont cependant fait valoir que justice n'avait pas encore été rendue. Le pasteur Jamal Bryant, l'un des dirigeants des manifestations massives, suscita les applaudissements assourdissants de la foule lorsqu'il déclara que les policiers assassins devaient être envoyés en prison pour leurs crimes :

*« Il nous faut être vigilants jusqu'au bout, jusqu'à ce que les six policiers échangent leurs uniformes bleus contre des uniformes de couleur orange »,* a lancé Bryant.

D'autres orateurs ont rappelé l'impact des manifestations de la droite, qui ont abouti à l'acquittement de George Zimmerman dans l'affaire de la mort de Trayvon Martin (2), soulignant le risque d'un long procès qui pourrait disculper les six policiers.

• La lutte des travailleurs à bas salaire pour obtenir « un salaire horaire minimum de 15 dollars et le droit de se syndiquer » s'est intensifiée ces derniers temps. Le 15 avril, des mobilisations en faveur d'une augmen-

tation du salaire minimum ont eu lieu dans plus de 200 villes, auxquelles ont participé jusqu'à 60 000 salariés. La population locale a très largement participé à ces actions organisées par le mouvement syndical.

Les manifestations revendiquant « un salaire horaire minimum de 15 dollars et le droit de se syndiquer » ont commencé en 2012 avec des grèves de salariés de la restauration rapide dans la ville de New York. Cette année, le mouvement a débordé le secteur de la restauration rapide pour s'étendre aux travailleurs des blanchisseries, aux agents de sécurité de la Brinks, aux aides à domicile, aux salariés de Walmart, aux auxiliaires de puériculture, aux salariés des aéroports, aux professeurs non titulaires et à d'autres salariés mal payés. A New York et à Portland (Oregon), des adhérents des syndicats du bâtiment se sont joints aux manifestations.

Il s'agit d'une lutte centrale pour le mouvement syndical : près de 3 millions de salariés sont payés au salaire minimum fédéral de 7,25 dollars l'heure ou parfois moins. Pour l'essentiel ce sont des Noirs ou des Latinos.

La revendication des syndicats visant à ce que le droit d'adhérer à un syndicat soit combinée à la revendication d'un salaire minimum de 15 dollars l'heure suscite en particulier l'intérêt de la jeunesse pour ce mouvement en plein essor, et indique la voie à suivre en vue de renforcer et donner une nouvelle vitalité au mouvement syndical.

• La nouvelle situation politique a également été marquée par une reprise des luttes dans les entreprises. En février, les travailleurs du pétrole à travers les États-Unis — tous les adhérents de la section pétrole du syndicat United Steel Workers (USW) — se sont mis en grève pour protester contre l'absence de sécurité au travail. Ce fut l'une des plus grandes grèves, à l'échelle de toute une industrie, depuis des dizaines d'années.

La déclaration syndicale officielle explique cette dynamique :

*« Cette grève porte sur le refus des employeurs d'assurer un niveau d'effectifs*

(2) Trayvon Martin : lycéen noir de 17 ans abattu en février 2012, à Sanford en Floride, par un vigile, qui a été ensuite acquitté.

*compatible avec la sécurité et sur l'imposition brutale et dangereuse d'horaires souvent manipulés en vue d'éviter le paiement des heures supplémentaires. Elle porte sur le refus des employeurs de considérer les problèmes de santé et de sécurité qu'engendre le transfert à des sous-traitants des tâches d'entretien quotidiennes dans les raffineries...*

*Elle porte sur la violation par les employeurs de nos droits à soutenir notre syndicat et les comités de négociation collective... L'industrie pétrolière est la plus riche au monde, mais sa rapacité paralyse toute tentative d'instaurer des changements significatifs par la négociation collective. Pour ces employeurs, l'augmentation des bénéfices est plus importante que les préoccupations de leurs salariés. »*

Le soutien massif apporté à la grève par les travailleurs du pétrole a forcé les employeurs à revenir à la table des négociations, dans lesquelles le syndicat a obtenu du patronat d'importantes concessions, ce qui a mis fin à la grève.

---

## LES OBSTACLES POLITIQUES SUBSISTENT ET RESTENT MENAÇANTS

---

Cette remontée des luttes n'est qu'un aspect de la situation. Bien que les possibilités soient plus importantes du fait du soulèvement massif de la jeunesse noire contre le renforcement de la terreur policière (nous n'avions pas vu un tel soulèvement depuis les années 1960), et bien que la combativité de la classe ouvrière dans son ensemble se soit amplifiée d'une manière significative (grève des travailleurs du pétrole, éruption à l'échelle nationale du mouvement pour « un salaire horaire minimum de 15 dollars et le droit de se syndiquer », révolte dans les syndicats enseignants à travers tout le pays contre la destruction de l'enseignement public, victoire de la liste pour la réforme dans le syndicat American Postal Workers Union, etc.)... Bien que tout cela soit vrai, les obstacles n'en sont pas moins significatifs.

Abordant l'attaque sans précédent contre le mouvement ouvrier américain que représente l'Accord de partenariat transpacifique (TPP), Ed Grystar, ancien président de l'union locale de l'AFL-CIO

dans le comté de Butler, en Pennsylvanie, a expliqué :

*« Parce que les dirigeants du mouvement syndical des États-Unis se sont liés à la désastreuse politique de partenariat entre le patronat et les syndicats et à une stratégie politique fondée sur le soutien aux démocrates, la façon dont ils entendent faire échec à ces accords de "libre-échange" manque dès le départ de vigueur et a peu de chances de réussir. Ce qui est nécessaire, ce qui manque, c'est la mobilisation des adhérents et un mouvement syndical indépendant.*

*Tant que le principe de l'harmonie entre les syndicats et le patronat restera le fondement de la stratégie des syndicats, leur programme en vue de défendre les travailleurs et de rejeter ces accords commerciaux sera par nature médiocre, voire totalement voué à l'échec. »*

Aujourd'hui, un mouvement syndical indépendant devrait mobiliser des centaines de milliers de syndicalistes et de militants dans la rue à travers les États-Unis pour exiger la fin du Fast Track (3) et du TPP. Hier, un mouvement syndical indépendant aurait dû appeler à une marche sur Madison (Wisconsin) pour exiger le droit à la négociation collective. Jerry Gordon, secrétaire du Réseau de riposte ouvrière, a souligné cette question centrale dans son intervention lors de la deuxième conférence du Réseau de riposte ouvrière :

*« Lorsque les travailleurs du Wisconsin ont occupé le Capitole et sont descendus dans la rue par centaines de milliers en février et mars 2011 pour défendre leurs syndicats et leur niveau de vie, leur action eut un effet galvanisant. Les travailleurs dans tous les États-Unis et dans le monde furent remplis de joie en voyant les travailleurs américains mener des actions si militantes, rappelant les années 1930. Les messages de solidarité affluèrent. "Nous sommes tous le Wisconsin !" retentit autour du globe. Les masses de travailleurs américains rejoignaient enfin le combat contre la répression antisyndicale et l'austérité. Mais dès le début de cette lutte, les dirigeants syndicaux, à quelques notables exceptions près, se sont orientés vers une stratégie acceptant les exigences économiques du gouverneur Scott Walker, à savoir que les salariés du secteur public*

---

(3) Fast Track : disposition qui autorise l'exécutif à utiliser une procédure accélérée pour faire ratifier les traités de libre commerce.

devraient payer une part significative de l'addition sur les prestations de leurs régimes de santé et de retraite, tandis que le budget de Walker accordait une réduction d'impôts de 2,3 milliards de dollars en faveur des riches sur les dix prochaines années. Ces reculs furent annoncés publiquement — sans un vote des salariés concernés — et s'élevèrent à une perte de plus de 100 millions de dollars.

Mais Walker refusa de considérer que c'était là une base suffisante pour parvenir à un règlement du conflit avec les syndicats intéressés. Son appétit ayant été aiguisé, il continua à exiger que les syndicats du secteur public acceptent en outre que les droits de leurs syndiqués à la négociation collective soient liquidés, sauf pour la police et les pompiers.

L'occupation du Capitole et les gigantesques manifestations aboutissant à une épreuve de force, il fallait que ça lâche quelque part. La South Central Federation of Labor de l'AFL-CIO dans le Wisconsin adopta une résolution appelant à explorer l'idée d'une grève générale comme prochaine étape possible.

Si, à ce moment-là, le mouvement syndical s'était uni sur une base nationale et avait appelé à une véritable journée de solidarité, à une "marche sur Madison", cela aurait pu encourager des actions d'une portée beaucoup plus vaste à l'initiative du mouvement syndical dans le Wisconsin, y compris un arrêt de travail dans tous les secteurs et une désobéissance civile de masse. En l'absence d'un tel soutien, la législation de Walker fut adoptée et la lutte déviée vers des voies électorales par les dirigeants syndicaux et le Parti démocrate. Comme on pouvait s'y attendre, la tentative de révoquer Walker et d'élire au poste de gouverneur le candidat démocrate Tom Barrett se solda par un échec patent.

Comme maire de Milwaukee, Barrett avait essayé d'obtenir des syndicats des reculs bien supérieurs à ceux que stipulait la loi de Walker sur la négociation collective. Dans un débat avec Walker, il fit comprendre qu'il n'était pas le candidat des syndicats. Il déclara de plus qu'il n'augmenterait pas les impôts sur les sociétés et les riches.

Le mouvement syndical du Wisconsin fut profondément divisé dans cette campagne pour la révocation.

Selon des sondages effectués à la sortie des bureaux de vote, 38 % des ménages de syndiqués ont voté pour Walker, de même que 67 % des hommes exerçant un travail manuel.

Pour le mouvement syndical, changer d'objectif en passant de l'action de masse indépendante dans la rue à un soutien aux responsables politiques du Parti démocrate était le moyen le plus sûr d'aller à la défaite.

Imaginez ce qui aurait pu se passer s'il y avait eu un fort Réseau de riposte ouvrière, avec des sympathisants dans les villes du pays au moment du soulèvement dans le Wisconsin ? Nous aurions été en mesure de faire pencher la balance au sein du mouvement syndical en faveur de cette marche sur Madison de dimension nationale, et peut-être de la prolonger par des grèves puissantes et des actions de masse. Des centaines de milliers d'adhérents des syndicats ne sont qu'à quelques heures de Madison et auraient répondu à un appel à se joindre à la marche. »

---

## “LE MOUVEMENT OUVRIER N’A PAS D’EXPRESSION POLITIQUE”

---

La nécessité d'affirmer l'indépendance du mouvement syndical sur les lieux de travail et dans les rues de ce pays doit aller de pair avec l'affirmation de l'indépendance du mouvement ouvrier sur le terrain politique. C'est ce qu'expliquait l'appel à la deuxième conférence du Réseau de riposte ouvrière.

« Au centre de la crise du mouvement ouvrier, il y a cette réalité : nous n'avons pas d'expression politique réelle, comme en témoigne le fait qu'un budget de 1 100 milliards de dollars (avec ses crédits de guerre démesurés et ses coupes massives dans les programmes sociaux) a été adopté par une majorité bipartisane (4). Le même phénomène s'est produit en ce qui concerne d'autres mesures d'importance capitale pour la classe ouvrière qui ont été approuvées par les démocrates et les républicains, d'un même élan des deux côtés de la Chambre. »

Et la raison principale qui fait que les travailleurs n'ont pas d'expression politique, c'est que les dirigeants syndicaux restent inextricablement liés au Parti démocrate.

Les plus hauts dirigeants de l'AFL-CIO ont accueilli avec ferveur l'annonce de la candidature d'Hillary Clinton à la présidentielle, s'empressant d'offrir leur soutien, malgré le fait qu'Hillary Clinton soutienne

---

(4) Bipartisane : commune aux deux partis qui se partagent le pouvoir, le Parti républicain et le Parti démocrate.

## La conférence du Réseau de riposte ouvrière (LFN) sur la procédure accélérée du Fast Track et l'accord de partenariat transpacifique (TPP)

« Le mouvement syndical a œuvré pour que les syndicats acceptent de faire passer les accords de libre-échange concernant l'ALENA. Notre mot d'ordre doit être : *“Plus jamais ça !”* Les revendications d'un mouvement syndical indépendant ne sont ni amendables ni négociables : pas de procédure accélérée, pas de TPP sous quelque forme que ce soit, quelle que soit son appellation ! Ce doit être le cri de ralliement du mouvement syndical. Pour notre part, nous devons nous montrer les défenseurs les plus résolus de cette position à l'intérieur du mouvement syndical : quand d'autres peuvent hésiter, nous, nous devons dire fermement non au TPP, sous quelque forme que ce soit !

Et pour renforcer notre message, nous pouvons faire largement circuler la résolution adoptée le 11 mai 2015 par l'union locale de San Francisco intitulée : *“Pas d'argent du syndicat pour ceux qui défendent la procédure accélérée du Fast Track et le TPP”*, et militer pour qu'elle soit adoptée. (...)

Voici ce que dit, entre autres, la résolution de l'union locale de San Francisco :

*“Considérant que le président du United Food & Commercial Workers International, Marc Perrone, déclarait dans un communiqué en mars 2015 : “A un moment où nos dirigeants élus devraient concentrer tous leurs efforts pour obtenir des augmentations de salaire, la création d'emplois et résoudre le problème des inégalités de revenus, le TPP va très exactement dans la direction inverse. C'est pourquoi les syndicats dans tout le pays rassemblent leurs forces pour cesser de financer ceux qui défendent cet accord néfaste.” Perrone a déclaré que l'UFCW, fort de ses 1,3 million d'adhérents, cessera de donner de l'argent à “tout responsable fédéral qui soutient la procédure accélérée et le TPP ou qui refuse de prendre position. Sauf à avoir clairement pris position contre ces deux projets de loi, tout membre du Congrès se verra refuser notre soutien financier.””*

Et la résolution se conclut ainsi :

*“En conséquence, l'union locale de San Francisco demande aux syndicats affiliés, aux unions locales de la Bay Area, à la Fédération des travailleurs de Californie, à l'AFL-CIO et à tout le mouvement syndical, de refuser que les syndicats ou les comités de soutien politiques financent de quelque façon tout membre du Sénat ou du Congrès qui soutient la procédure accélérée et le TPP ou “refuse de prendre position”. Sauf à avoir clairement pris position contre ces deux projets de loi, un membre du Sénat ou un membre du Congrès se verra refuser le soutien financier de la part des syndicats. Ces politiciens se verront aussi refuser toute prestation et toute aide matérielle de la part des syndicats telle que mailings, campagne d'appels téléphoniques ou porte-à-porte et distribution de tracts.” »*

avec ardeur les principes du « libre commerce » cher au patronat et l'Accord de partenariat transpacifique que combat le mouvement syndical. C'est, du point de vue militaire, un « faucon », et rien en pratique ne la différencie des républicains en ce qui concerne la « guerre sans fin » au Moyen-Orient. Elle soutient l'aggravation des

mesures de sécurité qui foulent au pied les droits démocratiques fondamentaux et défend avec ferveur la loi et l'ordre contre la jeunesse noire et latino. Et on pourrait allonger la liste.

Il ne fait aucun doute qu'Hillary Clinton est la candidate préférée de l'aile dominante de la classe dirigeante américaine — bien

que son arrogance dans l'affaire de ses courriels et les graves problèmes, peut-être même des infractions à la loi, liés au financement de sa fondation, puissent causer sa perte. Si cela devait se confirmer, ce qui n'est pas le scénario le plus probable (bien qu'on ne puisse l'écarter), cela créerait

une crise majeure pour la classe dirigeante, puisque les républicains sont toujours en plein désarroi –, le seul candidat possible étant Scott Walker, le spécialiste de la répression antisyndicale dans le Wisconsin, qui pourrait unir les différentes composantes du Parti républicain.

## La crise de l'impérialisme américain se poursuit et ne donne aucun signe d'apaisement

Cette crise au sommet de la classe dirigeante n'a montré aucun signe d'apaisement ; au contraire, elle continue à s'approfondir. Voici quelques-unes de ses caractéristiques :

- La crise profonde de la classe dominante à propos des négociations avec l'Iran sur le désarmement nucléaire, mais plus généralement en relation avec l'Iran dans la situation au Moyen-Orient dans le cadre de la guerre impérialiste contre l'Etat islamique, ISIS (« Daech » dans les médias français). Cette crise a atteint récemment un point culminant avec la lettre ouverte de quarante-sept membres républicains du Congrès dénonçant les négociations d'Obama avec l'Iran — ce qui est sans précédent. Des leaders démocrates ont accusé les républicains de « trahison ».

- Le fossé qui s'élargit entre Obama et les républicains à propos de l'Etat d'Israël, comme on l'a vu avec les républicains qui ont invité Netanyahu à s'adresser au Congrès à la veille des élections israéliennes, malgré les objections d'Obama et du département d'Etat. Si les démocrates comme les républicains ne faiblissent pas dans leur soutien à l'Etat d'Israël, Obama et une aile de la classe capitaliste comprennent que la politique promue par Netanyahu ne peut qu'augmenter les tensions dans la région et rendre la « Pax Americana » plus compliquée. Des dizaines de démocrates ont refusé d'écouter Netanyahu et ont boycotté son discours.

- Les débats très vifs au Congrès à propos de la nouvelle « autorisation de l'emploi de la force armée » au Moyen-Orient. Il y a toujours une opposition largement répandue dans la population des Etats-Unis à l'augmentation des dépenses de guerre, et il y a même une opposition plus forte à une intervention terrestre américaine pour combattre Daech. Les gens se rendant compte que cela n'amènera que plus de guerres et de désastres. Cela a été affirmé et réaffirmé à maintes reprises dans tous les sondages d'opinion et dans les actions permanentes contre la guerre qui, bien qu'en ordre dispersé, sont une expression de la crainte de cette « guerre sans fin ».

- Les conflits publics avec les leaders européens à propos des sanctions contre la Russie (concernant son rôle en Ukraine). Tous les groupes anti-guerre aux Etats-Unis s'opposent aux sanctions, quels que soient leurs points de vue sur la situation en Ukraine, car ils comprennent que seul le peuple russe sera touché par les sanctions, et pas les héritiers de la nomenklatura qui font la loi en Russie.

- Les conflits publics avec les leaders européens à propos de la manière de gérer la dette grecque, avec les craintes grandissantes pour Wall Street, qui redoute que le château de cartes tout entier de la finance s'effondre à propos de la dette grecque, et plus généralement, la crise financière qui s'approfondit ailleurs en Europe.

Ce ne sont là que quelques exemples : d'autres points de tension importants existent avec la Chine, il y a l'impasse militaire avec le Japon, et d'autres encore.

A peine avait-elle annoncé sa candidature qu'Hillary Clinton essaya de se positionner en candidate populiste, commençant par dénoncer « *l'inégalité économique* » (qui sera le leitmotiv des démocrates durant toute la campagne), puis se prononçant pour une « *augmentation conséquente* » du salaire minimum.

Les démocrates essaient depuis un certain temps de s'insérer dans le mouvement de plus en plus puissant en faveur du salaire minimum de 15 dollars. Ils essaient de limiter les dégâts en disant qu'ils soutiennent une augmentation, tout en œuvrant à en limiter l'impact. Cela s'est exprimé dans le soutien qu'apportent des démocrates de premier plan à une augmentation du salaire minimum horaire de 10,10 dollars, ce qui ne suffit pas à sortir les travailleurs de la pauvreté.

D'autre part, une semaine après avoir annoncé sa candidature, Hillary Clinton prononça un discours-programme à Las Vegas, en vue de courtoiser les électeurs latinos, en promettant de ressusciter le projet d'Obama en faveur d'une réforme globale de l'immigration. Il s'agit d'un projet de loi qui s'engage, de manière limitée, à ne pas expulser des immigrés sans papiers (s'ils remplissent de nombreux critères et attendent plus de treize ans), avec, comme contrepartie, un renforcement de la sécurité aux frontières et un accroissement de la militarisation dans les entreprises, dans le but de mettre fin à l'arrivée de nouveaux immigrés.

---

### **ELIZABETH WARREN ET BERNIE SANDERS : RAMENER LES MÉCONTENTES AU BERCAIL DU PARTI DÉMOCRATE**

---

L'appui sans faille apporté par Wall Street et le grand patronat aux visées présidentielles d'Hillary Clinton explique pourquoi Elizabeth Warren, la sénatrice démocrate populiste du Massachusetts, a décidé de ne pas se lancer dans la course des primaires du Parti démocrate — bien qu'un million d'électeurs, par l'intermédiaire du site MoveOn.org, l'aient incitée à le faire (sans parler des appels du *Boston Globe* et du Parti des familles travailleuses). Ed Ott,

ancien dirigeant de l'union locale centrale des syndicats de New York, a expliqué qu'intégrer Elizabeth Warren aux primaires du Parti démocrate « *contribuerait à redonner quelque vigueur au Parti démocrate* ».

Mais Elizabeth Warren s'en est remise au Comité national démocrate (DNC), qui l'a poussée à ne pas se présenter, par crainte que, dans ce climat politique de haine accrue envers Wall Street et les milliardaires, elle ne vole la vedette à Hillary Clinton avec son message populiste, et en fin de compte, ne nuise à sa capacité à obtenir la nomination et finalement la présidence.

Entre alors en scène Bernie Sanders, le sénateur indépendant du Vermont qui, depuis des années, n'a pas arrêté de se réunir avec les démocrates. Sanders a annoncé qu'il se présenterait aux primaires du Parti démocrate dans le but de soulever des questions qui pourraient aider à ré-ancrer le Parti démocrate au centre gauche. Ils étaient nombreux à vouloir qu'Elizabeth Warren joue ce rôle, mais le Comité national démocrate la considérait comme un facteur potentiel de déstabilisation dans le Parti démocrate. Cependant, ce n'est pas le cas de Sanders, qui ne représente pas une véritable menace susceptible d'éclipser Hillary Clinton.

Mais une condition a été posée à ce rôle. Sanders devait annoncer d'avance — ce qu'il a fait — qu'il ne jouerait pas le trouble-fête et ne se présenterait pas comme candidat indépendant contre Hillary Clinton, après que cette dernière a gagné son investiture par le Parti démocrate. Il ne serait pas un nouveau Ralph Nader, qui obtint 5 % des voix à l'élection présidentielle de 2000 et que de nombreux démocrates « libéraux » (5) tiennent pour responsable de l'échec d'Al Gore et de l'élection de George W. Bush.

Le rôle de Sanders est dès lors très clair : ramener au Parti démocrate, grâce à son programme populiste, les jeunes et les électeurs désabusés pour les livrer sans coup férir à la candidate désignée par le parti : Hillary Clinton. Comme l'a écrit Bruce A. Dixon dans le *Black Agenda Report*, Sanders est un « *chien de berger* » pour le Parti démocrate :

---

(5) Libéraux : aux Etats-Unis, les « libéraux » représentent l'aile gauche du Parti démocrate.

*« Bernie Sanders est le chien de berger démocrate dans cette élection. Ce chien de berger est une carte que joue le Parti démocrate chaque fois qu'ont lieu les primaires sans qu'un démocrate de la Maison-Blanche ne se représente. Le chien de berger est un candidat à la présidentielle se situant ostensiblement à gauche du démocrate institutionnel, à qui les milliardaires décerneront la nomination. Les chiens de berger rassemblent le troupeau et le candidat chien de berger est chargé de ramener au bercail démocrate les militants et les électeurs qui, sinon, risqueraient de dévier vers la gauche et de s'éloigner du Parti démocrate, soit en restant à la maison, soit en essayant de construire quelque chose à l'extérieur de la bergerie bipartisane. »*

Cela étant dit, la candidature de Sanders a suscité un large écho parmi les secteurs progressistes du mouvement ouvrier des Etats-Unis. Pour ses partisans, Sanders offre une « possibilité de construire des coalitions autour d'un grand nombre de sujets auxquels nous tenons » — y compris concernant le combat pour un système d'assurance maladie universelle fondé sur le salaire différé, contre l'Accord de partenariat transpacifique et pour la défense de Medicare, Medicaid et de Social Security (6) ; tous ces sujets bénéficient du soutien total de Sanders.

Un grand nombre de ces militants sont inquiets du fait que Sanders n'ait pas pris parti pour la révolte de la jeunesse noire contre la terreur policière, de son bilan peu brillant au sujet des guerres et interventions américaines à l'étranger, en particulier au Moyen-Orient, et des questions de « sécurité nationale ».

Sanders a soutenu la campagne de bombardement de l'administration Clinton dans l'ex-Yougoslavie et a voté l'autorisation d'utiliser les forces militaires américaines après les attaques terroristes du 11 Septembre. Il a d'abord voté contre l'autorisation d'envahir l'Irak, mais plus tard, il a voté en faveur du financement de l'occupation du pays ainsi que de l'Afghanistan. C'est un partisan déclaré du nouvel avion de combat F-35.

Sanders a commencé par voter contre le Patriot Act et a œuvré à retirer certains des aspects les plus révoltants de cette loi, mais, en 2006, il a accepté par son vote de rendre permanents les quatorze autres articles de

cette loi. Il a voté le financement du département de la Sécurité intérieure, après avoir d'abord voté contre sa création, et a approuvé les écoutes itinérantes du FBI.

C'est la position pro-israélienne de Sanders qui pose le plus de problème à ses partisans au sein du mouvement ouvrier. Sanders a voté en faveur des aides et des prêts à l'Etat israélien d'apartheid (même après le bombardement génocidaire de Gaza) et il a soutenu les colonies en Cisjordanie.

---

## LA SIGNIFICATION DE LA DEUXIÈME CONFÉRENCE DU RÉSEAU DE RIPOSTE OUVRIÈRE

---

Plus de cent militants des syndicats et des organisations populaires (principalement des organisations de Noirs, de Latinos et de jeunes) ont participé à la conférence, sur le campus de l'université de Rutgers, à New Brunswick dans le New Jersey. C'était une conférence sur invitation, et tous les objectifs de participation fixés par les organisateurs ont été atteints.

Le syndicat des personnels soignants National Nurses United (NNU, à laquelle la California Nurses Association est affiliée) a envoyé des délégations du Minnesota, du Massachusetts, de New York, de Pennsylvanie et de Floride. Le syndicat Communications Workers of America a envoyé des dirigeants de haut niveau de New York et du New Jersey.

USLAW, la coalition du mouvement ouvrier américain contre la guerre, a envoyé son organisateur national. Ce fut aussi le cas de la coalition du mouvement ouvrier pour un système d'assurance maladie universelle (Labor for Single Payer).

Des dirigeants du syndicat United Electrical Workers (UE) — qui sont aussi des organisateurs des Moral Mondays (« Lundis pour le respect moral ») — vinrent de Caroline du Nord. Etaient également présents des responsables des instances de l'AFL-CIO,

---

(6) Ce qui, aux Etats-Unis, s'appelle « Social Security » correspond à la part de la retraite garantie par l'Etat fédéral à tous les assurés sociaux. Medicare est la couverture des dépenses de santé pour les personnes âgées en retraite. Medicaid est l'aide aux familles les plus pauvres pour faire face aux dépenses de santé.

au niveau local et de l'Etat, de Géorgie, Caroline du Sud et Pennsylvanie. Ont aussi participé des dirigeants et des militants de base des syndicats : American Federation of Teachers (AFT), National Education Association (NEA), Teamsters Union (syndicat des camionneurs), United Steelworkers of America (USWA), Service Employees International Union (SEIU), United Food and Commercial Workers (UFCW), Labor Council for Latin American Advancement (LCLAA-AFL-CIO), International Longshore and Warehouse Union.

On notait d'autre part une présence significative d'organisations de Noirs et de Latinos : People's Organization for Progress (basée à Newark, New Jersey), Black lives matter (New York), Moral Mondays (Caroline du Nord), Freedom Party (New York), et Black is Back (Minnesota). Etaient aussi présents le Frente de Mexicanos en el Exterior, MEChA, East Bay Immigrant Youth Coalition, Newark Students Union, et d'autres encore.

---

## RELEVÉ DE CONCLUSIONS DE LA CONFÉRENCE

---

Huit commissions se sont tenues durant la conférence. Leur but était d'aboutir à des propositions concertées pour l'action. Les intitulés des commissions étaient les suivants : Attaques contre les syndicats : élaborer une stratégie de riposte ; Action politique indépendante des syndicats ; Crise de l'enseignement ; Réaffectation des crédits de guerre pour satisfaire les besoins humains ; En finir avec les guerres et les occupations iniques ; Droits des immigrants ; Combat des Noirs pour la liberté ; Sécurité sociale ; Comment organiser le Sud. Ces propositions d'action ont ensuite été proposées en session plénière, où elles ont été discutées, développées et adoptées.

Cependant, parmi toutes les initiatives proposées, la conférence du Réseau de riposte ouvrière a décidé de concentrer toute son énergie sur la préparation de deux campagnes dans les semaines et mois qui viennent. Il s'agit :

**1/ De la manifestation populaire d'un million de manifestants le 25 juillet contre les exactions de la police, l'injustice**

**raciale et les inégalités économiques, à Newark, New Jersey.**

La conférence du Réseau de riposte ouvrière a décidé de mener, dans le mouvement syndical, une large campagne de promotion de l'appel à la manifestation du 25 juillet, manifestation populaire d'un million de manifestants le 25 juillet, contre les exactions de la police, l'injustice raciale et les inégalités économiques. Cette manifestation se déroulera à Newark, dans le New Jersey, à l'initiative de « People Organization for Progress (POP) » (Organisation du peuple pour le progrès) et d'un ensemble d'organisations populaires noires.

Dans ce but, les organisateurs de la conférence ont préparé une résolution-type soumise aux syndicats et aux organisations populaires dans tout le pays pour adoption. Cette résolution-type définit ainsi la situation actuelle :

*« Les exactions de la police constituent un problème récurrent et croissant aux Etats-Unis d'Amérique, elles provoquent la mort.*

*Elles se caractérisent par le meurtre sans raison ni justification de personnes non armées, l'emploi immodéré de la force, la violation des droits constitutionnels, des pratiques racistes et discriminatoires, des actions criminelles, la corruption et des manquements aux obligations professionnelles, une militarisation accrue des forces de police et l'incapacité du système judiciaire à faire rendre des comptes à la police pour les crimes qu'elle commet.*

*Les brutalités policières ne sont pas un problème isolé. C'est un problème historique qui plonge ses racines dans ce qui sous-tend toute la société de ce pays. Il faut les mettre en perspective et les rapprocher du contexte d'injustice et des inégalités raciales et économiques.*

*Alors que ceux qui sont victimes des brutalités policières appartiennent à tous les groupes raciaux de la société, l'immense majorité appartient aux groupes afro-américain, latino-américain, indien et autres groupes de couleur. Dans leur immense majorité, ils sont pauvres et appartiennent à la classe ouvrière. »*

La résolution-type met ensuite en avant une série de revendications pour traiter ce problème brûlant, comme les poursuites judiciaires et la révocation des officiers de police impliqués dans le meurtre injustifiable de civils sans arme, dans l'emploi de

la force et dans la violation des droits constitutionnels des citoyens ; l'instauration d'un conseil civil habilité à recevoir les plaintes contre la police, doté de pouvoirs de révocation et de discipline à l'égard des forces de police, qui permette à la communauté noire d'exercer une surveillance sur les actions de la police ; l'arrêt immédiat de toute tentative de militariser encore davantage la police de ce pays, avec l'arrêt immédiat du programme fédéral 1033 qui fournit à la police municipale des équipements et du matériel militaire, ainsi que d'autres revendications similaires.

L'importance de cet appel à l'action du 25 juillet a été soulignée par une lettre à la conférence de la part de Saladin Muhammad, dirigeant du mouvement Black Workers for Justice (Les ouvriers noirs pour la justice) qui, pour raison de santé, n'a pas pu assister à la conférence. Voici, entre autres, ce qu'écrit Muhammad :

*« Il faut que le mouvement syndical reprenne des mots d'ordre comme : "La vie des noirs a de l'importance" et "Non à la guerre contre les Noirs d'Amérique"... La résistance menée aujourd'hui par les Noirs contre la politique néolibérale du capitalisme pose au mouvement syndical la question suivante : de quel côté êtes-vous ? Comme le mouvement syndical est le cadre le plus large et le mieux organisé disposant des ressources les plus grandes de la classe ouvrière américaine, c'est devenu une question décisive à l'égard de toute stratégie à long terme pour organiser et mobiliser un pouvoir de résistance et de transformation... »*

*L'appel à l'autodétermination et à la libération des Noirs est un appel à l'organisation du pouvoir noir pour assurer que sont remises en question de fond en comble les politiques structurelles économiques, sociales et politiques nécessaires pour amener une véritable transformation de la société dont toute la classe ouvrière pourra bénéficier sans aucun privilège. »*

Les participants à la conférence ont approuvé et largement applaudi la lecture de la lettre.

## **2/ Campagne pour une politique indépendante mouvement ouvrier-organisations populaires**

Lors de la première conférence nationale du Réseau de riposte ouvrière, en mai 2013, les participants se sont fixés comme but de construire un mouvement syndical indépen-

dant, dans la rue et sur le lieu de travail, dans tout le pays, sur la revendication : *« Aucune coupe budgétaire ! »*

Deux ans plus tard, avec un changement de la situation objective, l'attention se tourne vers l'élargissement du message pour l'indépendance des syndicats sur le terrain électoral. C'est le résultat des élections de mi-mandat de 2014, qui ont vu la déroute des démocrates alors qu'une immense majorité des électeurs de la classe ouvrière ont choisi de rester chez eux et qu'un nombre non négligeable de travailleurs ont voté pour les candidats républicains. Ce mouvement est aussi encouragé par l'élection d'une liste indépendante composée de militants ouvriers syndicalistes, soutenue par l'union locale centrale de la ville de Lorain, Ohio.

Le relevé de conclusions de la conférence, publié par le Réseau de riposte ouvrière, explique ainsi cette campagne :

*« Il faut que le mouvement syndical canalise la colère politique et l'amertume, qui n'arrêtent pas de grandir depuis des années au sein de la classe ouvrière, vers une issue positive, la présentation de candidats indépendants syndicats-organisations populaires, en commençant par le niveau local, sinon, toute cette colère risque d'être dévoyée et conduite dans l'impasse par des forces hostiles au syndicalisme et à la démocratie. »*

*A la veille de l'élection présidentielle de 2016, beaucoup, dans le mouvement ouvrier, vont être tentés de se ranger aux côtés de Bernie Sanders, dont le programme reprend plusieurs des éléments du programme électoral que nous défendons — bien que son silence sur bien d'autres questions vitales que nous défendons (en particulier, les guerres menées par les Etats-Unis au Moyen-Orient et le soulèvement de la jeunesse noire dans tout le pays contre la terreur organisée par la police) soit tout aussi manifeste.*

*La conférence du Réseau de riposte ouvrière (LFN) ne soutient aucun candidat des principaux partis. Ce qui nous unit depuis le début, c'est ce qui figure dans la déclaration du LFN, à savoir que le patronat dispose de deux partis et que les travailleurs ont besoin d'un parti à eux. Celui qui nous inspire sur ce point central est Tony Mazzocchi, qui nous a quittés, notre mentor du syndicat Oil Chemical and Atomic Workers et du Labor Party.*

*Ce qui unit le LFN, ce qui nous unit tous ici dans cette conférence, c'est l'idée qu'il*

*est plus urgent que jamais de rompre avec les deux partis du patronat et que, dans tout le pays, la tâche la plus urgente est de présenter des candidats mouvement syndical-organisations populaires, issus du mouvement syndical et du mouvement populaire des opprimés.*

*Depuis deux ans, nous disons et répétons dans nos nombreux messages que multiplier le nombre de telles candidatures jetterait les bases de la fondation d'un parti de, et pour la majorité laborieuse, basé sur les syndicats et les organisations des Noirs, des Latino-Américains et des autres groupes d'opprimés.*

*Nous travaillerons aux côtés des partisans de Bernie Sanders sur toutes les grandes campagnes de front unique avec lesquelles nous serons d'accord — en organisant les manifestations de célébration du 50<sup>e</sup> anniversaire de Medicare, le 30 juillet, où nous revendiquerons le maintien, l'amélioration et l'extension de Medicare. Nous serons dans les rues aux côtés des partisans de Bernie Sanders pour dire : "Non au Fast Track, Non au TPP." Ce ne sont là que deux points parmi de nombreux autres.*

*Le LFN est un réseau. Les syndicalistes et militants sympathisants de notre réseau sont libres d'apporter leur soutien à tout candidat qu'eux (ou leur organisation) veulent soutenir mais, ce faisant, ils ne peuvent pas se réclamer du LFN, du Réseau de riposte ouvrière.*

*Donc, que proposons-nous de faire ? Comment pouvons-nous commencer à nous libérer de ce système de deux partis, dominé par les partis des affaires ?*

*Nous proposons de nous servir de notre blog LFN ([laborfightback.wordpress.com](http://laborfightback.wordpress.com)) et d'instaurer la publication d'une lettre électronique (qui fera partie de ce que le LFN poste régulièrement sur le Net et sera également diffusée en version imprimée) pour susciter un dialogue ouvert sur cette perspective très nécessaire et pour soutenir des initiatives concrètes vers une politique indépendante mouvement syndical-organisations populaires.*

*Disons-le encore, le climat politique a changé — et même les sommets du mouvement syndical ne sont pas épargnés par ces changements... Des discussions ont eu lieu aux plus hauts niveaux de l'AFL-CIO sur la question de concentrer les énergies du mouvement syndical dans un certain nombre d'Etats sur des campagnes ciblées, y compris des référendums, en dehors des campagnes portant sur les élections.*

*Lors d'une récente réunion de structures de l'AFL-CIO au niveau des localités et au*

*niveau des Etats, l'opinion dominante était qu'il fallait que le mouvement syndical présente ses propres candidats, car seuls les candidats issus du mouvement syndical peuvent bien connaître et développer complètement nos revendications, au lieu de soutenir des candidats qui, à les entendre, ont eu des membres de leur famille qui étaient syndiqués.*

*Le revers de la médaille est bien sûr que ces candidats du mouvement syndical vont se retrouver candidats du Parti démocrate. Mais là encore, dans le LFN, nous pouvons faire avancer la discussion un peu plus loin : oui, il nous faut nos candidats à nous, car ce sont seulement des gens venus de nos rangs qui peuvent véritablement défendre et promouvoir nos revendications. Mais en même temps est-il possible d'accepter qu'ils soient candidats pour un parti financé, dirigé et contrôlé par les patrons ?*

*C'est là qu'intervient notre proposition : dialogue ouvert pour une politique indépendante mouvement syndical-organisations populaires. Nous pouvons prendre le temps de discuter sur ces sujets, et d'autres. Par exemple, nous pouvons mettre en route une discussion approfondie sur le bilan des Labor Party Advocates (7) et sur le Labor Party. Quels ont été leurs points forts, leurs points faibles, aurions-nous pu faire les choses différemment, et si ça avait été le cas, qu'aurions-nous fait ?*

*Nous pouvons discuter du bilan des dernières élections municipales à Chicago. Quel rôle a joué le syndicat des enseignants de Chicago lors de ces élections ? Quels obstacles se sont présentés ?*

*Et on peut espérer que grâce à ces discussions, nous pouvons motiver les sections de base, et peut-être même les structures à l'échelle des villes, pour suivre l'exemple de ce que l'union locale centrale de Lorain (Ohio) a fait en présentant ses propres candidats indépendants pour les élections municipales — ou pour mettre en place des alliances syndicats-organisations populaires centrés sur les syndicats, qui peuvent susciter des congrès syndicat-organisations populaires décidant de présenter des candidats dûment mandatés par ces congrès et devant qui ils doivent rendre des comptes. On peut espérer remporter des succès qui peuvent servir d'exemple.*

*L'heure est propice à l'ouverture de ce dialogue. »*

---

(7) Labor Party Advocates : organisation fondée en 1991 par Tony Mazzochi en vue de prendre la tête du combat pour construire un Labor Party.

---

## DÉFENDRE LE COMBAT POUR UNE ACTION POLITIQUE OUVRIÈRE INDÉPENDANTE

---

Socialist Organizer, section de la IV<sup>e</sup> Internationale aux États-Unis, est un membre actif du Réseau de riposte ouvrière et, en tant que tel, nous sommes engagés à défendre le combat pour une action politique ouvrière indépendante.

Nous avons parfaitement compris que le Parti démocrate — avec Obama aujourd’hui ou Hillary Clinton demain — aurait été incapable de mener toutes ses offensives contre les travailleurs et tous les opprimés s’il n’avait pas eu le soutien des directions des syndicats de ce pays.

Avec la crise de la domination impérialiste sur le monde entier qui s’accélère et la montée de la lutte de classe aux États-Unis aujourd’hui, la classe dominante des États-Unis a plus que jamais besoin du Parti démocrate pour étouffer toute la colère et toute la résistance qui fermentent et qui commencent à jaillir ici et là.

C’est pourquoi, aujourd’hui plus que jamais, nous avons besoin que les syndicats — la seule expression organisée de la classe ouvrière comme classe pour soi — rompent avec le Parti démocrate, tant sur le plan de la construction d’un mouvement indépendant sur le lieu de travail que de la construction d’un mouvement politique indépendant sur le plan électoral.

Comme nous l’avons écrit dans la préface de la résolution politique de notre XIII<sup>e</sup> Congrès :

*« Notre stratégie d’ensemble doit se centrer sur le combat pour nous réapproprier les organisations ouvrières (et d’abord les syndicats) comme instruments permettant aux travailleurs de résister et de se battre. »*

*Même si les syndicats ont perdu de leur force, ils sont le résultat des luttes stratégiques pour construire la classe comme classe pour soi. C’est pourquoi nous devons chercher à nous impliquer dans les combats syndicaux — en mettant l’accent sur la nécessité de l’action de la classe indépendante et l’action politique ouvrière indépendante, la construction de regroupements à la base, mais aussi en faisant appel à la politique de front unique, à la fois d’en bas mais aussi à partir du sommet, cons-*

*ciants à chaque instant que nous nous servons des fractures qui apparaissent dans les sommets des appareils au fur et à mesure que la crise se développe afin d’aider à mobiliser la base.*

*Le combat pour l’indépendance politique de la classe ouvrière ne peut être distinct de notre stratégie : nous devons nous assurer que les syndicats jouent pleinement leur rôle d’instruments pour la résistance militante et démocratique pour leurs adhérents et pour la classe ouvrière dans son ensemble (contre l’austérité, les attaques racistes, le recul sur les droits des femmes, etc.)*

*Le combat pour que les syndicats rompent avec les démocrates, et pour un Labor Party basé sur les syndicats est une tâche centrale de Socialist Organizer. La subordination aux démocrates constitue l’obstacle majeur auquel est confronté le mouvement ouvrier aux États-Unis. »*

**Alan Benjamin**

## Quelques autres décisions adoptées par la conférence de Rutgers

**En plus des deux campagnes centrales décrites ci-dessus, le comité directeur du Réseau de riposte ouvrière (LFN) a relevé le fait que certains points importants avaient été évoqués dans les commissions, points sur lesquels une action immédiate doit être entreprise. Ces points sont les suivants :**

- Envoyer une lettre au nom de la conférence du LFN en solidarité avec les organisateurs de la journée d'action du 1<sup>er</sup> juin à Haïti contre l'occupation d'Haïti par les forces des Nations Unies-Minustah. La conférence apporte son soutien à leurs revendications et demande aussi aux syndicalistes et aux militants d'organiser des forums de discussion le 1<sup>er</sup> juin, ou dans les jours qui précèdent ou suivent, pour soutenir les revendications contenues dans l'appel d'Haïti.

- Envoyer une lettre aux Caravana Yaqui (*les peuples Yaqui indigènes du nord du Mexique organisent trois déplacements séparés en direction de Mexico pour exiger l'arrêt du projet de construction de l'aqueduc « Independencia » et pour la défense de leur droit aux ressources en eau — NdT*), à l'Organisation politique des travailleurs et du peuple (OPT) et au Congrès national du peuple à Mexico, pour soutenir les cinq revendications avancées par la rencontre nationale des mouvements de résistance (Encuentro de las resistencias), qui s'est tenue en décembre 2014 à l'initiative du syndicat des électriciens du Mexique (SME), et qui ont été ratifiées lors du Congrès national du peuple en février 2015, qui s'est tenu à Ayotzinapa (Guerrero). Ces cinq points se déclinent comme suit :

- réapparition en vie des étudiants disparus ;
- ceux qui ont perpétré les actes criminels doivent être jugés ;
- libération de tous les prisonniers politiques ;
- abrogation des « contre-réformes » du gouvernement (énergie, éducation, syndicats, santé, etc.) ;
- Enrique Peña Nieto doit démissionner !

- rédiger un projet de résolution de la conférence et envoyer une lettre à la direction de Alianza de Organizaciones Nacional, Estatal y Municipal por la Justicia del Valle de San Quintin — c'est-à-dire l'Alliance des ouvriers agricoles de la Vallée de San Quintin (Mexique) en solidarité avec leur lutte pour obtenir une augmentation de leur salaire journalier de 100 à 200 pesos (soit une augmentation de 8 à 16 dollars par jour), pour une journée de travail de huit heures, pour la Sécurité sociale et pour que soit reconnu leur syndicat indépendant comme interlocuteur dans les négociations représentant les 70 000 travailleurs en grève depuis la mi-mars. La résolution ainsi que la lettre permettront d'établir le lien entre la lutte à San Quintin et la lutte des ouvriers agricoles de Sakuma, dans l'Etat de Washington, où se déroule un boycott des entreprises agricoles de Driscoll ;

- poster d'urgence un message de la part de LFN aux syndicalistes et aux militants pour leur demander d'envoyer des mails, de téléphoner aux autorités de Pennsylvanie pour réclamer la libération de Mumia Abu-Jamal et que des soins urgents nécessités par son état de santé lui soient prodigués ;

- promouvoir activement la campagne organisée par USLAW (« *le mouvement ouvrier américain contre la guerre* ») contre l'administration Obama et le Congrès des Etats-Unis pour exiger :

- 1/ l'abrogation des sanctions contre le Venezuela ;

- 2/ que soit mis fin au financement des forces à l'intérieur du Venezuela qui sont organisées en vue de déstabiliser le gouvernement de Nicolás Maduro ;

- 3/ que le Venezuela soit retiré de la liste des pays représentant une menace à la sécurité des Etats-Unis ;

- 4/ que soit pleinement reprises les relations diplomatiques avec le gouvernement du Venezuela démocratiquement élu.

Le gouvernement des Etats-Unis s'acharne à faire tomber le gouvernement Maduro et trouve tous les prétextes pour aboutir à cette fin.

## **Les syndiqués de base de Cleveland demandent à l'union locale centrale de présenter aux élections des candidats indépendants, issus du mouvement syndical**

*La lettre ouverte ci-dessous aux délégués de la fédération des travailleurs de l'AFL-CIO de North Shore (Ohio) a été contresignée par dix-neuf syndicalistes de l'agglomération de Cleveland et distribuée aux délégués de cette union locale centrale de Cleveland. Le Réseau de riposte ouvrière a envoyé cette lettre qui peut servir de modèle pour des militants syndicaux dans tout le pays pour obtenir que leurs sections et leurs unions locales ouvrent avec leurs adhérents cette discussion cruciale sur la question d'une action politique ouvrière indépendante.*

### **Lettre ouverte aux délégués de la fédération des travailleurs de l'AFL-CIO de North Shore**

Quand on prend la mesure de la cinglante défaite subie par le mouvement ouvrier lors des élections du 4 novembre, la nécessité de réviser notre stratégie électorale se fait impérieusement sentir. Nous pensons qu'il faut que le mouvement syndical — ainsi que nos alliés dans les organisations populaires — présente ses propres candidats indépendants aux élections et cesse de compter sur un quelconque parti politique pour faire à notre place ce que nous devons faire pour nous-mêmes.

En résumé, voici le problème. Nous comptons sur les politiciens de Washington pour faire progresser les intérêts de la majorité ouvrière. Mais ces politiciens, à leur tour, dépendent de leurs grands donateurs pour se faire élire, puis réélire. Les gros capitaux ont toujours joué un rôle important dans les élections aux Etats-Unis, mais les décisions de la Cour suprême dans les affaires Citizens United et McCutcheon, qui ont levé toutes les barrières pour les millionnaires et les milliardaires — comme les frères Koch — accordant aux candidats des possibilités de financement illimitées, ont encore aggravé une situation déjà malsaine.

Même les responsables politiques les plus progressistes, favorables à la classe ouvrière, peuvent quelquefois voter ce qui va à l'encontre des intérêts des travailleurs. En

voici deux exemples : en 2014, le Congrès a adopté une loi approuvée par les deux partis qui a retranché 8,6 milliards de dollars du financement des bons d'aide alimentaire. Les « libéraux » (1) de Washington ont voté pour ces coupes budgétaires. De même, en 2013, le Congrès a adopté un budget approuvé par les deux partis supprimant des allocations chômage pour les chômeurs de longue durée. Les « libéraux » ont aussi voté pour cela.

Se présenter comme candidat au Congrès coûte une fortune, et les politiciens font des compromis pour obtenir de l'argent auprès des grosses fortunes. Mais des candidats indépendants du mouvement syndical et des organisations populaires pourraient tenir tête à Wall Street. Ces candidats indépendants devraient rendre des comptes à leurs mandants et voter pour nous. Le camp opposé a peut-être davantage d'argent, mais nous avons pour nous le nombre et, en dernière analyse, c'est ce qui compte.

Et n'oubliez pas que pour chaque élection, les syndicats donnent des centaines de millions de dollars aux candidats des deux grands partis, et au lieu de cela, cet argent pourrait servir à financer des candidats issus de nos rangs.

(1) L'aile gauche du Parti démocrate (NDLR).

A l'heure actuelle, au Congrès, il n'y a pas un seul travailleur de l'automobile, de la sidérurgie, de la santé, du bâtiment ou de la construction, ni des transports. Il n'y a que des gens du monde des affaires et de la finance, quelques riches entrepreneurs dans le domaine de l'agriculture et quelques autres. N'y a-t-il pas là quelque chose qui ne va pas ?

Nous demandons aux syndicats de prendre l'initiative d'organiser une grande coalition politique et militante qui pourrait véritablement représenter les intérêts de la classe ouvrière. Ce serait un mouvement basé sur les syndicats et constitué des travailleurs actifs et chômeurs, des Afro-Américains, des Latino-Américains, des Asiatiques et autres communautés de couleur ; des femmes, des seniors, des étudiants et des jeunes, des travailleurs agricoles et de tous nos alliés dans les organisations progressistes, y compris les mouvements de défense des droits des immigrés, de la paix, des mouvements concernés par la défense de l'environnement ou le changement climatique.

Cette alliance ancrée dans le mouvement ouvrier serait à l'opposé du Parti démocrate, où tout vient d'en haut, qui est financé à 70 % par Wall Street, les grandes entreprises, et qui est sous le contrôle des intérêts et de l'argent. Nous n'avons rien gagné de significatif, alors que les syndicats n'ont cessé de soutenir le Parti démocrate.

En 2008, l'élection de Barack Obama à la présidence, avec une majorité de démocrates dans les deux chambres du Congrès, a fait naître beaucoup d'espoirs. Et pourtant, aucune loi n'a été votée pour la création d'emplois, pour financer les infrastructures, pour réformer le Code du travail, sur la possibilité de choisir son syndicat, pour un système de Sécurité sociale universelle fondée sur le salaire différé, appuyé par les syndicats (permettant de se débarrasser du parasitisme des compagnies d'assurances privées), pour l'augmentation du salaire minimum ou des décisions permettant d'assurer un environnement sain et non pollué. Cette liste ne s'arrête pas là.

Au lieu de cela, l'administration n'a eu de cesse de faire pression pour faire adopter des lois sur le commerce anti-ouvrières, qualifiées de « *ALENA dopée à l'EPO* » par un

délégué du syndicat des métallurgistes lors de la réunion des délégués le mois dernier.

De plus, au cours des dernières années, ce pays a vu les inégalités de revenu s'accroître et une diminution sensible des retraites, ce qui pousse de plus en plus de gens vers la misère.

Les sondages montrent que 60 % de la population des Etats-Unis sont favorables à la construction d'un nouveau parti politique indépendant. Seuls 36 % des électeurs inscrits ont voté lors des dernières élections de mi-mandat. Les gens en ont assez des deux grands partis, et ils ont durement sanctionné le Parti démocrate le 4 novembre, un parti que nous continuons à soutenir, lors de chaque élection, avec notre argent et notre activité sur le terrain. Il est temps d'œuvrer à une solution qui donne des résultats !

Comme aucune voix ne s'élève de la part du mouvement syndical ni de ses alliés sur le terrain des élections, ce sont les grandes entreprises et leurs valets politiques qui exercent un monopole sur le pouvoir, et Wall Street a sablé le champagne après les élections du 4 novembre.

Des temps difficiles attendent le mouvement syndical. A notre avis, ce dont nous avons vraiment besoin maintenant, c'est que le débat s'instaure dans tout le mouvement syndical sur ce qu'il faut faire pour réussir à nous imposer sur la scène politique et électorale. Que ceux qui pensent qu'il faut rester avec les démocrates (ou se tourner vers le Parti républicain anti-ouvrier) disent ce qu'ils ont à dire. Mais que ceux qui défendent une action politique indépendante syndicats-organisations populaires puissent aussi se faire entendre.

C'est pourquoi nous demandons et espérons que la fédération des travailleurs AFL-CIO North Shore organise un tel débat dans les jours qui viennent. Parmi les sujets dont nous pensons qu'il faut discuter :

— La nécessité pour le mouvement syndical de développer sa propre stratégie électorale indépendante.

— Les élections comme l'aboutissement d'actions de masse et de construction d'alliances sur des points essentiels et pas comme une activité à part.

— Construire un comité pour représenter le mouvement syndical afin de former les

syndicalistes (et les dirigeants des organisations populaires) pour leur permettre de se dégager comme candidats syndicats-organisations populaires.

— Mettre en place une stratégie qui jette les bases d'un programme pour présenter des candidats indépendants syndicats-organisations populaires, dans le but de construire une organisation politique à l'échelle

locale et de l'Etat qui pourrait devenir un parti politique militant indépendant.

— Décider quel programme et quels points doivent être d'une importance primordiale pour le mouvement syndical et ses alliés des organisations populaires pour mieux motiver et créer le changement afin d'améliorer le sort de la classe ouvrière et sa capacité à agir.

# L'Union européenne entraînée dans une crise de dislocation

Par Marc Lacaze

Au moment où cet article est écrit, le « feuilleton grec » — pour reprendre le qualificatif méprisant utilisé par le journal *Le Monde* —, qui a occupé le devant de la scène européenne ces dernières semaines, approche de son dénouement.

Le « bras de fer », mis en scène pour tenir en haleine tous les peuples d'Europe et tenter de les convaincre des limites qui ne peuvent être franchies dans une confrontation du type de celle qui oppose les « créanciers » et les représentants du gouvernement Tsipras, arrive à son terme.

À la veille du G 7 (7 et 8 juin en Bavière), les représentants des sept principales puissances économiques mondiales ont fait pression sur les dirigeants européens pour qu'ils trouvent un « compromis » avant cette échéance, afin de leur permettre de consacrer leurs discussions aux décisions à prendre de toute urgence face aux menaces qui pèsent sur tout le système financier mondial.

Larry Summers, l'ancien secrétaire au Trésor américain, s'est invité dans le débat. Il a déclaré le 4 juin (*Les Echos*) :

*« Il ne faut pas croire que l'économie européenne a rebondi. Elle bénéficie surtout des prix bas du pétrole et de l'adrénaline générée par une devise qui a été affaiblie (...). Une sortie de la Grèce serait tout simplement catastrophique pour l'économie grecque et poserait de vrais risques pour l'économie européenne comme pour l'économie globale (...). Il faut se rappeler que les déboires du fonds spéculatif LTCM ont fait courir un risque grave au système bancaire international, tout comme la crise des "subprimes" s'est achevée avec la faillite de Lehman Brothers. C'est comme*

*tirer le fil d'un pull qui se détricote peu à peu. Autoriser un "Grexit" reviendrait à tirer sur le fil. »*

Dans le « feuilleton » à épisodes qui a tenu l'Europe en haleine, chacun a joué sa partition.

Du côté des « créanciers » — c'est le nom qui est donné aux représentants du capital financier — le FMI a affiché « l'inflexibilité » que les grands de ce monde attendaient de lui. Une inflexibilité qui lui serait imposée par le devoir de ne pas violer les règles auxquelles il soumet, sur tous les continents, tous les pays qui, pour « bénéficier de son aide », doivent subir les effets dévastateurs de ses plans d'ajustement — dont témoignent les centaines de milliers de « damnés de la terre » qui tentent, au péril de leur vie, la traversée de la Méditerranée.

La BCE, terrifiée par les réactions imprévisibles des « marchés » devant la menace d'un défaut de l'Etat grec, ainsi que par l'ampleur des pertes qu'un tel défaut entraînerait pour elle, lui a emboîté le pas.

Du côté des poids lourds de l'Union européenne, Angela Merkel a manifesté, comme on pouvait s'y attendre, une orthodoxie qui a du mal à cacher les véritables raisons de son attitude. N'en déplaise à ceux qui voient dans la politique de l'Union européenne l'expression de la domination insolente de l'impérialisme allemand, c'est la crainte devant la révolte qui, dans cette situation de brusque ralentissement de la « croissance » allemande, gronde au sein de son propre parti qui guide Merkel, une crainte aggravée par l'incertitude pour ce qui pourrait se produire dans l'enceinte du Bundestag auquel il lui est

fait obligation de soumettre toute décision d'accorder une nouvelle aide à la Grèce.

Hollande, tout heureux de jouer à l'extérieur un rôle qu'il a de plus en plus de mal à jouer à domicile, a emboîté le pas à Merkel, pour pouvoir s'afficher, avec l'inénarrable commissaire Moscovici, dans le camp des orthodoxes, afin de se gagner les bonnes grâces de la Commission européenne qui est en train d'examiner le programme que lui a transmis son gouvernement.

Juncker, président de la Commission européenne, s'est, lui, coulé dans le rôle de « négociateur de la dernière chance », avant tout préoccupé de sauver la cohésion d'une zone euro menacée d'implosion.

Quant à Tsipras, le Premier ministre porté au pouvoir en Grèce à l'issue des élections du 25 janvier dernier, marquées par l'expression d'un immense rejet du mémorandum et de la troïka, il s'est affirmé dans la dernière ligne droite de ce « bras de fer » comme l'adversaire le plus résolu de « *la stratégie* (des institutions de l'Union européenne) *qui inaugure un processus d'incertitude économique et politique qui pourrait transformer de fond en comble les équilibres dans l'ensemble du monde occidental* ». Son ministre délégué à la Fonction publique, Katougalos, a expliqué ce qu'il voulait dire en précisant qu'il se prononçait contre toutes les « *solutions déraisonnables* » et contre tout « *aventurisme qui déstabiliserait la zone euro avec des conséquences imprévisibles* ». Tsipras est allé jusqu'à détailler dans la tribune qu'il a livrée, le 31 mai, au journal *Le Monde* les concessions auxquelles il était prêt, tant sur les privatisations que sur le dossier chaud des préretraites.

A quelques jours de la date fatidique du 5 juin, date à laquelle la Grèce était tenue de rembourser une première tranche de 300 millions au FMI, les principaux protagonistes s'annonçaient, comme par miracle, « confiants » dans leur capacité d'aboutir à un « compromis ».

Bref, la gigantesque partie de « poker menteur » qui se termine (ce qui ne veut pas dire qu'elle ne connaîtra pas de prolongations) s'est jouée entre des partenaires soucieux, avant toute chose, de ne pas tirer sur le « fil » qui détricoterait l'ensemble du dispositif institutionnel de l'Union européenne.

---

## QUE LA GRÈCE FASSE DÉFAUT, OU NON...

---

Que la Grèce fasse défaut et qu'elle soit contrainte de sortir de la zone euro, ou bien qu'elle y reste, le problème demeure entier. La zone euro n'en sera pas sauvée pour autant, le château de cartes est en train de s'effondrer, ou, si l'on préfère, le pull est en train de se détricoter.

L'Union européenne été la tentative la plus sérieuse, entreprise dans les années 19,50 sous le patronage des secteurs dominants du capital financier américain vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, pour offrir à ses groupes un champ d'expansion qui ne soit pas bridé par les frontières des vieux Etats nationaux européens. Elle a été la tentative de mettre en place des institutions supranationales imposant aux gouvernements de chacune des nations européennes — avec leur accord — de renoncer, au nom de l'intérêt supérieur de la paix et de la défense de la civilisation européenne, à l'essentiel de leurs prérogatives régaliennes et de faire de cette soumission l'instrument majeur du combat pour la destruction de toute velléité d'exercer leur souveraineté pour les peuples — comme vient d'en témoigner spectaculairement la façon dont a été traité le vote du peuple grec.

C'est ce dispositif, victime des coups de boutoir provenant des développements violents de la crise mondiale, qui est en train de se désintégrer.

Dans la préface à l'édition française de *La Révolution permanente*, Trotsky écrit :

*« L'évolution du capitalisme — si on la considère dans sa réalité historique et non dans les formules abstraites du second tome du Capital, qui conservent pourtant toute leur importance comme phase de l'analyse — s'est faite de toute nécessité par une extension systématique de sa base. Au cours de son développement et, par conséquent, au cours de la lutte contre ses propres contradictions intérieures, chaque capitalisme national se tourne de plus en plus vers les réserves du "marché extérieur", c'est-à-dire de l'économie mondiale. L'irrésistible expansion qui engendre les crises permanentes et internes du capitalisme constitue sa force progressive, avant de devenir mortelle pour lui. »*

De 1930 à aujourd'hui, beaucoup d'eau a passé sous les ponts... les processus de « l'irrésistible ascension du capitalisme » devenue « mortelle pour lui » décrits par Trotsky ont pris des proportions gigantesques. Les exigences insatiables des groupes capitalistes en position dominante dans tous les domaines de l'activité humaine se jouent des frontières nationales et des intérêts nationaux, à plus forte raison au moment où la crise de tout le système fondé sur la propriété privée des moyens de production s'aggrave.

Commentant le discours prononcé par Nixon le 15 août 1971 — qui annonçait la décision prise par les Etats-Unis de s'engager dans la voie d'une vaste déréglementation financière à l'échelle internationale dont les conséquences sont, aujourd'hui, d'une brûlante actualité — l'OCI (pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale) écrivait, dans sa déclaration :

*« Le capitalisme américain a “trop produit de marchandises de toutes sortes, y compris militaires”. Il en est des USA comme de tous les autres impérialismes. Tous les pays ont à la fois “trop exporté”, “trop importé”. Les crises monétaires et financières qui se succèdent depuis des années viennent d'éclater en crise majeure. Ces crises ont une seule cause : le marché mondial ne peut absorber les marchandises produites, malgré l'économie d'armement, il y a surabondance mondiale de capitaux sous forme de marchandises et de moyens de production. »*

Quarante-cinq ans de déréglementation des marchés financiers a rendu chaque segment du marché mondial encore plus intimement dépendant de la « puissante réalité indépendante créée par la division internationale du travail et par le marché mondial ». La pression dislocatrice qui s'exerce sur les institutions de l'Union européenne ne peut être comprise que comme l'expression, sur le continent européen, de la crise de tout le système fondé sur la propriété privée des moyens de production, qui pose avec plus d'acuité que jamais la question d'inscrire le combat de la classe ouvrière en Europe contre les diktats de l'Union européenne comme un segment du combat de la classe ouvrière mondiale pour son émancipation.

---

## LA SIGNIFICATION DU SOMMET DE RIGA

---

Le sommet de Riga (22 mai) marque le franchissement d'une étape. Officiellement convoqué pour discuter de l'élargissement à l'Est de l'Union européenne, il a spectaculairement annoncé qu'il renonçait purement et simplement à cette ambition.

Entraînés dans la spirale de la crise qui menace la zone euro, paniqués par l'annonce faite par la Réserve fédérale américaine envisageant de procéder à une hausse anticipée des taux d'intérêt, et donc paniqués par les conséquences qu'aurait une telle décision sur le programme engagé par la BCE d'injection sur les marchés de milliards d'euros (planche à billets), les dirigeants de l'Union européenne ont tout bonnement décidé de ne pas répondre à la demande qui leur avait été adressée par le FMI et par les Etats-Unis de renflouer, au nom de la « solidarité européenne » et du « maintien de l'ordre mondial », le trou abyssal des banques ukrainiennes.

L'Union européenne qui n'a cessé, depuis la chute du Mur et la réunification allemande, de proclamer sa vocation à rassembler toute l'Europe, à commencer par les pays de l'ex-Europe de l'Est, renonce à ces ambitions, se jugeant incapable d'assumer le poids du renflouement de l'Ukraine et, se profilant derrière elle, celui de la Bulgarie, la Roumanie... Juncker, Merkel, Hollande... ont décidé de présenter leur renoncement comme un acte politique destiné à ne pas « froisser » Poutine, promu de ce fait — par ceux qui ne cessent d'en appeler à des sanctions contre lui — au rôle d'élément « stabilisateur » de l'ordre régional.

Ce faisant, les dirigeants de l'Union européenne n'ont fait que calquer leur attitude sur les oscillations de leurs maîtres, l'impérialisme américain, qui négocie avec l'Iran, tout en encourageant la coalition militaire constituée autour de l'Arabie Saoudite, déchaînant la guerre et aggravant encore le chaos dans tout le Moyen-Orient.

L'inquiétude devant la menace de contamination que le développement de ce chaos fait peser sur le cœur de l'Europe est en train de gagner du terrain. Le journal patronal *Les Echos* s'en alarme, bien évidemment à sa manière.

« Depuis plusieurs années — remarquait-il — l'Europe se lamentait, de l'extérieur, sur l'instabilité de certaines zones du monde. La crise palestinienne était un sujet récurrent auquel est venu s'ajouter l'implosion du monde arabo-musulman, tandis que quelques foyers de violences ethno-mafieuses incendiaient par épisodes, à l'Est comme à l'Ouest, plusieurs régions africaines. Or voici que le Vieux Continent est à son tour menacé. Certes, les conflits armés n'y font pas rage comme en Syrie, en Irak, en Somalie ou, c'est à craindre de nouveau, dans la région des Grands Lacs. Encore qu'il ne faille oublier ni la terrible guerre civile serbo-bosniaque d'il y a vingt ans et qui couve encore autour de frontières improbables, ni les violences séparatistes que l'Ukraine ne parvient pas à éteindre.

Mais, désormais, c'est de l'intérieur que l'Europe observe l'instabilité gagner du terrain. Vaccinée des conflits à grande échelle par les 60 millions de morts de sa dernière guerre fratricide, l'Europe et les nations qui la composent se défoulent sur le terrain politique et institutionnel. Le cas typique est ce référendum que la reine vient de confirmer sur la proposition de son Premier ministre, qui n'a rien trouvé de mieux, ou de pire, pour sortir des contradictions atlantico-souverainistes que le Royaume-Uni traîne par-devers lui depuis son adhésion à la Communauté européenne, en 1973. A cette initiative, qui crée une lourde hypothèque en surplomb des deux ou trois ans à venir, s'ajoute la décomposition de forces politiques qui assuraient la stabilité institutionnelle de plusieurs grands pays membres. »

---

### LA SIGNIFICATION DE L'OFFENSIVE ENGAGÉE PAR CAMERON POUR LA RÉFORME DE L'UNION EUROPÉENNE

---

S'il n'a pas été question, en effet, à Riga, de l'élargissement de l'Union européenne à l'Est de l'Europe, Cameron et Tsipras ont en revanche occupé le devant de la scène.

Tsipras s'est invité, comme nous l'avons vu, pour tenter de convaincre Merkel et Hollande de réaliser le « compromis » indispensable au sauvetage de la zone euro... et de l'Etat grec.

Quant à Cameron, si l'offensive diplomatique qu'il a engagée pour « renégocier » les relations du Royaume-Uni avec les institu-

tions européennes et pour revendiquer la « renationalisation » d'un certain nombre de prérogatives relevant, en vertu des traités, de domaines communautaires, relève d'une volonté de reprendre la main sur les phénomènes de dislocation politique qui se sont exprimés lors des élections législatives, elle ne se limite pas à cela.

Au moment où la guerre que se mènent les principaux groupes financiers pour la domination des principaux secteurs de l'économie mondiale sur un marché menacé de récession, la City (une des principales places financières mondiale et une porte d'entrée sur l'Europe pour les banques américaines) signifie au monde que, dans cette période de grandes incertitudes, il n'est pas question pour elle de soumettre ses décisions à une quelconque « réglementation européenne » ou à la bureaucratie bruxelloise. Héritage de sa splendeur passée, l'industrie financière britannique est tout aussi dépendante (si ce n'est plus) de ses relations avec Wall Street, l'Afrique et l'Asie que de l'économie européenne.

Il faut voir dans la menace de Grexit et de Brexit aux deux extrémités opposées du continent une expression de la pression grandissante des forces centrifuges à l'œuvre, d'Athènes à Londres en passant par Berlin et Paris..., dans toute l'Union européenne.

L'Union européenne, en effet, n'a pas réussi à avoir raison de la contradiction qui la mine depuis sa création. Elle a beau avoir piétiné (cf. le référendum de 2005), au compte des intérêts dominants du capital financier international, toutes les prérogatives essentielles de l'Etat national, les survivances du passé incarnées dans ce qui reste du cadre de l'Etat national ne cessent de fournir des points d'appui à la résistance qui se manifeste dans tous les domaines à sa politique meurtrière.

Parce que les exigences du maintien de l'ordre impérialiste échoient encore, en Europe, à l'instrument d'oppression (perfectionné durant des siècles par la bourgeoisie) que représentent les gouvernements nationaux chargés d'exécuter les exigences du capital financier formulées dans les diktats de l'Union européenne, il en résulte que la résistance de la classe ouvrière est appelée à converger pour défaire ces mêmes gouvernements nationaux pour les contraindre à ne

pas appliquer les diktats de l'Union européenne et rompre, dans les faits, avec l'Union européenne et ses traités.

L'aggravation de la crise qui déchire les sommets de l'Union européenne, nourrie par la résistance croissante des peuples, pousse à son tour cette résistance à s'élargir et à s'orienter vers un choc avec des gouvernements sans lesquels les directives de Bruxelles n'auraient aucune valeur. Une vague, nourrie par la crise de décomposition des sommets et qui dépassera tout ce que nous avons connu avec les grèves générales grecques, espagnoles et italiennes... s'apprête à déferler. Elle se dirigera contre la politique meurtrière de l'Union européenne, contre ses institutions construites par le capital financier pour exercer sa dictature et condamner le continent au chaos, et contre tous les instruments qui les servent, à commencer par les gouvernements nationaux.

Le combat sous toutes ses formes pour la « rupture avec l'Union européenne » doit s'ordonner sur le combat pour aider la classe ouvrière à se rassembler pour défaire les gouvernements qui en sont les instruments, et contraindre, dans les faits, à la « rupture » ouvrant à la classe ouvrière la voie à son intrusion révolutionnaire dans les fondements de la propriété capitaliste.

---

### **“CHANGER NOTRE RÊVE EUROPÉEN POUR LE SAUVER...” (FEDERICA MOGHERINI)**

---

Le cri d'alarme lancé le 25 mai par Federica Mogherini (chef de la diplomatie européenne) au lendemain des élections espagnoles et polonaises dit l'impasse dans laquelle s'enfonce le dispositif institutionnel chargé d'imposer aux peuples du continent la loi du capital financier. En indiquant, avec une insistance qui ne relève pas du langage diplomatique, pour dire :

*« Ce que nous disent les résultats des élections présidentielle en Pologne et municipales en Espagne, bien que d'une façon totalement différente (...) est la nécessité de changer notre rêve européen si nous voulons le sauver »,*

la chef de la diplomatie européenne sait, comme ils savent tous, qu'il n'existe aucune possibilité de « changer le rêve européen ».

L'effondrement et la dislocation des principaux partis politiques qui ont vertébré depuis la guerre (ou depuis la « transition démocratique » en Espagne) la vie politique nationale est un phénomène majeur. Il est évidemment l'expression, pour les partis qui se réclament de la classe ouvrière et de la démocratie (à des degrés divers et en rapport avec les liens qu'ils continuent à entretenir avec le mouvement ouvrier de leurs pays), du rejet par les masses de la soumission totale de ces partis au capital financier, symbolisée par leur subordination à l'Union européenne. Et si le Labour Party et le SPD s'en tirent mieux, à ce stade, que le PASOK grec et le PSOE espagnol, ils sont tous touchés.

Plus fondamentalement, l'effondrement de partis (de droite comme de gauche) qui ont organisé la vie politique depuis plus d'un demi-siècle est l'expression de l'impasse qui frappe les représentations politiques de toutes les classes sociales dans le cadre de l'Etat national, malmené et piétiné par les exigences de « réorganisation » permanente (encore aiguës par la crise) des principaux groupes capitalistes qui délocalisent, ferment et restructurent, sans égard pour les conséquences sur la vie politique nationale qui est, pour eux, irrémédiablement dépassée.

---

### **LA TENTATIVE DE CONSTITUER UNE COALITION POUR “DÉMOCRATISER” L'UNION EUROPÉENNE... POUR SAUVER LES GOUVERNEMENTS EN PLACE**

---

Depuis des mois, en particulier en France, on assiste de la part des directions du PCF, du PG ou même des « frondeurs » du PS... à la tentative d'aller jusqu'au bout de la destruction de toute notion de parti ouvrier (à plus forte raison de parti révolutionnaire). Comme s'il fallait, à tout prix et de toute urgence, priver la puissante vague de luttes de classe qui s'annonce sur tout le continent de toute expression politique indépendante indispensable à l'affrontement avec le pouvoir politique en place. Ils invitent — eux qui revendiquent leur appartenance au camp du gouvernement Hollande pour contrer le danger d'extrême droite — les militants déçus des vieux partis ouvriers traditionnels à inventer autre chose et à se fondre dans la société civile pour participer à la formation

d'un vaste front d'organisations européennes prenant Syriza et Podemos pour drapeaux.

Il semble que la cruelle épreuve du pouvoir en Grèce doive contrarier cette perspective de rassemblement d'une « gauche alternative » et offrir l'occasion d'une clarification devant les travailleurs et les militants avec tous les tenants d'une « *Union européenne réformée et démocratisée* ».

À l'échelle de tout le continent s'ouvre une période de brusques rebondissements, dans lesquels la classe ouvrière va être poussée, plus que ce ne fut le cas jusqu'à aujourd'hui, dans ce contexte politique de décomposition des États et de toutes les formations politiques qui se sont compromises avec le pouvoir, à se tourner en priorité vers les organisations capables de la rassembler en masse pour organiser sa lutte défensive et faire face à la politique de destruction totale de toutes ses conquêtes sociales et politiques entreprise par le capital financier.

C'est dans cette lutte défensive que se reconstruiront les liens de confiance de l'avant-garde ouvrière dans le parti dont ils ont besoin pour aider la classe ouvrière à résoudre la question du pouvoir. Un parti qu'ils construiront eux-mêmes, pas à pas, avec l'aide des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale engagées, dans chaque pays — sous des formes spécifiques — dans la bataille pour la construction du parti révolutionnaire par la méthode de la transition. Aucune classe ouvrière — malgré les coups subis — n'a été vaincue, comme les classes ouvrières l'avaient été avant la guerre. Pas plus la classe ouvrière grecque que la classe ouvrière espagnole, ni aucune autre.

Jamais l'unité des questions politiques posées à la classe ouvrière n'a été aussi grande dans toute l'Europe. Jamais la question du combat commun, à l'échelle de toute l'Europe, pour abattre des gouvernements inféodés au capital financier en décomposition et ouvrir la voie à la reconstruction par la classe ouvrière de l'appareil productif européen dans le cadre d'États unis socialistes d'Europe ne s'est posée de cette manière.

C'est l'objet de la discussion préparatoire à la conférence des sections européennes de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui se tiendra les 29 et 30 août. Au centre de cette réunion : la question de la convocation d'une conférence de militants et cadres ouvriers engagés dans

la bataille pour rassembler leur classe sur son propre plan, pour affronter et vaincre leurs gouvernements respectifs, les contraignant à la rupture effective avec l'Union européenne.

Les sections européennes de la IV<sup>e</sup> Internationale s'inspireront de la méthode avec laquelle Lénine abordait, alors que la guerre ravageait le continent, la préparation (à cinq mois de la conférence de Zimmerwald), la réunion des véritables internationalistes des pays belligérants.

*« Au cours de ces huit mois de guerre, disait-il, tous les centres, groupes, tendances et nuances sociales-démocrates ont déjà eu toutes sortes de conférences, selon leurs moyens et leurs désirs ; ils ont déjà fait des "déclarations", c'est-à-dire proclamé leur opinion à tous les échos. Aujourd'hui, la tâche est différente, plus proche des actes. Il nous faut montrer plus de défiance envers les déclarations et conférences pour la galerie, apporter plus d'énergie à l'élaboration de réponses et de conseils assez précis, à l'intention des journalistes, des propagandistes, des agitateurs et de tous les ouvriers conscients, pour que ces conseils ne puissent pas ne pas être compris. Il faut plus de clarté et de précision dans la mobilisation des forces en vue du long travail nécessaire par la mise en pratique de ces conseils » (1<sup>er</sup> mai 1915).*

Lénine, sans écarter aucune possibilité, mettait néanmoins l'accent sur le franchissement d'une étape dans le nécessaire regroupement des internationalistes. Il mettait l'accent sur des tâches *plus proche des actes* et il ajoutait un mois plus tard :

*« La seule politique de rupture réelle, et pas seulement verbale, de l'"union sacrée" et de reconnaissance de la lutte de classe, c'est celle où le prolétariat met à profit les difficultés de son gouvernement et de sa bourgeoisie pour les renverser. Et l'on ne peut y arriver, l'on ne peut œuvrer dans ce sens si l'on ne souhaite pas la défaite de son gouvernement, si l'on ne concourt pas à cette défaite. »*

Les militants des sections européennes de la IV<sup>e</sup> Internationale, combattant pour construire dans chacun de leurs pays, sous des formes adaptées aux conditions politiques — avec des militants ouvriers de toutes origines — d'authentiques partis ouvriers, sauront tirer profit de ce conseil et gagner à la préparation d'une telle conférence les militants et les cadres œuvrant concrètement à la *défaite de son gouvernement*.

**Marc Lacaze**

# Palestine

## L'ordre mondial au Moyen-Orient et la solution des "deux Etats"

Par François Lazar

**Un peu moins d'un an après l'agression meurtrière israélienne de l'été 2014 contre la population palestinienne de Gaza, la page semblerait tournée. En réalité, toutes les conditions pour voir surgir une nouvelle opération militaire israélienne sont en place. Rien n'a changé, si ce n'est dans le sens d'une aggravation constante des conditions d'existence du peuple palestinien dans son ensemble. La faillite de la prétendue solution à deux Etats est camouflée avec difficulté par l'impérialisme. Il s'agit de sa propre faillite, d'un acte d'accusation pour tous ceux qui, depuis soixante ans, prétendent, au nom du réalisme, imposer à tous les peuples de la région la séparation, la division, l'écrasement de ceux qui n'acceptent pas.**

L'offensive israélienne de l'été 2014 a été marquée par la mort de 2 220 Palestiniens, dont 600 enfants, par la destruction de 100 000 bâtiments, des infrastructures publiques pulvérisées, un déchaînement de violence, froid et calculé contre les civils, pour tuer et terroriser les survivants. Élément majeur, elle a également vu se lever contre l'Etat israélien une vague internationale de réprobation sans précédent. Le cynisme, la brutalité de l'armée israélienne, sa politique de punition collective du peuple palestinien, dont le principal crime est de résister à la dislocation depuis plus de soixante-sept ans,

apparaissent en effet à de très larges masses dans le monde entier de plus en plus pour ce qu'ils sont.

Depuis l'été 2014, la situation sur le terrain n'a quasiment pas évolué. Le cessez-le-feu est toujours en vigueur, le blocus, tenu conjointement avec l'armée égyptienne du maréchal Sissi et la complicité des grandes puissances et de l'Union européenne, maintient le territoire de Gaza dans le même état de désolation qu'à la fin des bombardements.

Tel un rituel, l'agression militaire a de nouveau donné lieu à la convocation d'une conférence de donateurs (en octobre 2014) pour reconstruire la bande de Gaza. Il s'agissait de la troisième conférence de ce type en six ans. Après chaque opération israélienne de destruction, une conférence est convoquée, dans laquelle des dons sont promis pour reconstruire. Il s'agit, ni plus ni moins, d'une reconnaissance internationale des destructions et de la politique de purification ethnique menée par l'Etat israélien. C'est le ministre israélien des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman, qui a applaudi pendant l'offensive de l'été à l'annonce de chaque nouveau mort palestinien, qui a le mieux précisé de quoi il s'agit :

*« Il ne peut y avoir de reconstruction de Gaza sans la coopération israélienne et sa participation. »*

Dans ce bal des grandes puissances impérialistes et de leurs supplétifs, où le cynisme est le mode normal de fonctionnement, on a enregistré des promesses de dons d'un montant de 5,4 milliards de dollars, en provenance en grande partie des pays du Golfe (en mars 2015, à peine 10 % des sommes annoncées avaient été versés). Dans le discours d'ouverture de cette conférence, John Kerry, secrétaire d'Etat américain, louait le « partenariat » qui existe entre l'Egypte du maréchal Sissi et l'Etat israélien, qui se partagent le contrôle total des accès à la bande de Gaza, montrant bien que l'objectif essentiel de l'opération était d'accentuer le contrôle de la bande de Gaza.

Selon un universitaire de Gaza, Mkhaimar Abusada, qui participait à la conférence, c'est l'Etat israélien qui en fut le principal bénéficiaire, dans la mesure où « 60-65 % des sommes données retourneront en Israël comme c'est lui qui fournira les matériaux pour permettre les constructions », en veillant particulièrement à ce que rien ne puisse servir à fabriquer des armes. Autrement dit, des constructions sans tuyauteries, sans système électrique, sans câbles... Selon l'association israélienne Gisha, moins de 10 % du matériel de reconstruction nécessaire avait pu entrer dans Gaza fin mars 2015.

Pour l'économiste américaine Sara Roy, spécialiste de la bande de Gaza, la reconstruction de Gaza est impossible dans le cadre spécifié par la conférence des donateurs. Elle indiquait (article publié sur le site de Norman Finkelstein) :

*« La question demeure : qu'est-ce qui devrait être reconstruit ? S'agit-il seulement des destructions de 2014 ou va-t-on inclure les dommages résultant des opérations militaires de 2000, 2003, 2005, 2006 et ainsi de suite ? Aujourd'hui, la destruction causée fin 2008, début 2009 par l'opération Plomb durci est toujours visible. »*

Pour Sara Roy,

*« la communauté internationale doit faire pression pour une solution politique (...). Cela inclut la levée du blocus, parce que c'est seulement si la population et les biens peuvent circuler librement que la bande de Gaza a une chance de se remettre. »*

On sait à quoi s'attendre de la part de la « communauté internationale », à commen-

cer par le gouvernement français, qui accompagne depuis le début l'enfermement des Palestiniens et le surarmement israélien.

Sara Roy expliquait :

*« Les Palestiniens sont devenus un problème humanitaire. La majorité de la population compte sur l'aide alimentaire et la charité. Quelque 450 000 individus n'ont pas accès à l'eau potable et au moins 370 000 enfants sont traumatisés. Ces problèmes ne peuvent être résolus avec des infusions d'argent, des conférences de donateurs ou une assistance à la reconstruction (...). La population de Gaza n'a pas besoin d'aide humanitaire, elle a besoin de liberté. »*

Depuis cette date, rien n'a changé. Les ruines sont toujours visibles. Les sommes collectées travaillent dans les banques israéliennes. La destruction de la Palestine est devenue un business international, une expression synthétique de toute la barbarie de l'impérialisme, qui est la réaction sur toute la ligne : après les destructions, on parle de reconstruction, mais on ne reconstruit pas, on réarme, et de nouveau, on détruit.

---

## LA SITUATION DU PEUPLE PALESTINIEN S'AGGRAVE PARTOUT OÙ IL SE TROUVE

---

En Cisjordanie, l'Etat israélien poursuit sa politique de purification ethnique à l'appui de procédures juridiques taillées sur mesure pour la justifier. Dans la zone C issue des accords d'Oslo (zone sous contrôle total des Israéliens, tant sur le plan sécuritaire qu'administratif, recouvrant 60 % de la totalité du territoire de Cisjordanie), selon une dépêche de l'AFP publiée le 10 mai 2015, quelque 298 000 Palestiniens, groupés dans 532 zones résidentielles, vivent sous contrôle exclusif de l'armée israélienne, ainsi que 341 000 Israéliens, dans 235 implantations, dont 100 considérées comme illégales. Moins de 1 % de la zone C est réservé au développement palestinien, contre 70 % sous contrôle direct des implantations. Dans les 29 % restants, les constructions palestiniennes sont quasiment impossibles. Depuis les accords d'Oslo en 1993, précise la dépêche, 14 600 ordres de démolition ont été émis par l'administration israélienne et 2 925 ont été réalisés. Dans le

même temps, depuis 1996, la force d'occupation a accordé moins de 300 permis de construire à des Palestiniens (un seul en 2014). Selon un rapport de l'Union européenne,

*« au moins 33 % des habitations palestiniennes à Jérusalem-Est manquent de permis de construire, exposant plus de 93 000 Palestiniens — sur 300 000 — au risque de voir leur maison détruite et d'être déplacés ».*

Dans toute la Cisjordanie, un système complexe de contrôle englobe la vie quotidienne des Palestiniens. Des checkpoints, des barbelés, la présence du mur, les harcèlements militaires quotidiens maintiennent une pression permanente, tandis que le système des routes réservées rend les déplacements très fluides pour les Israéliens, qui peuvent parfaitement ignorer ce qui se passe à cent mètres de leur lieu de passage.

Appropriation de terres considérées comme abandonnées ou nécessaires à la « sécurité d'Israël », destructions de maisons, restriction de la circulation, extension intensive des implantations sionistes... Ces mesures sont accompagnées d'une politique de harcèlement, de discrimination, de violences perpétrées au nom de la religion par des colons fanatiques constitués en groupes paramilitaires et agissant en toute impunité, en fait avec la complicité des autorités. Là encore, le harcèlement quotidien, l'impossibilité de se déplacer, de communiquer sans être contrôlé, visent à briser toute velléité de résistance de la population qui vit sous le joug de l'occupation.

Partout la situation ne cesse de s'aggraver. L'image de ce qui se passe en Syrie, où le camp de réfugiés palestiniens de Yarmouk, dans la banlieue de Damas, a été quasiment détruit par les forces de l'Etat islamique et les dommages collatéraux des bombardements des forces du régime, évoque les images de la destruction de Gaza et montre ce que les grandes puissances réservent au peuple palestinien. A Yarmouk, plus de 10 000 Palestiniens ayant le statut de réfugiés ont dû fuir de nouveau pour sauver leur vie. La répression du peuple palestinien, son écrasement par toutes les forces militaires dans la région (Etat d'Israël, Daech, Egypte...) visent à préserver « l'ordre » pour empêcher, dans un chaos dislocateur, l'avènement du règlement de la question

nationale palestinienne, qui bouleverserait toute la région et les régimes inféodés à l'impérialisme américain. Dans ce cadre, que penser de la solution dite des deux Etats ?

---

## QU'Y A-T-IL DERRIÈRE L'ORIENTATION SUR LES DEUX ÉTATS ?

---

Peu après la tenue de la dernière conférence pour la reconstruction de Gaza, les Parlements de plusieurs pays européens ont mis à leur ordre du jour la question de la reconnaissance d'un pseudo-Etat palestinien. Il est à noter que dans le débat parlementaire en France, pas un seul député n'a évoqué la question de la levée du blocus de Gaza, où près de 2 millions de femmes, d'hommes et d'enfants subissent toujours, selon les termes mêmes des agences de l'ONU, une catastrophe humanitaire. Dans le débat qui s'est mené au Parlement britannique, si des critiques plus pointues se sont élevées contre les discriminations que l'Etat d'Israël fait subir à la population palestinienne, l'objectif était le même : sauver l'Etat d'Israël lui-même. C'est ce qu'a résumé l'ancien ambassadeur israélien à Paris, Elie Barnavi, instigateur d'une pétition qui recueillit alors 700 signatures de personnalités israéliennes, en indiquant que

*« sans Etat palestinien, c'est l'avenir même d'Israël qui est compromis ».*

L'insistance à vouloir reconnaître un « Etat palestinien », sans que personne ne soit capable de dire à quoi pourrait ressembler un tel Etat, si ce n'est une entité privée de tous les attributs des Etats existants, en dit long sur le contenu de la manœuvre.

Depuis plus de dix ans, les rapports des émissaires de l'Union européenne comme de l'ONU, d'Alvaro de Soto à Robert Serry, alertent sur le recul de la « solution à deux Etats » avec les mêmes arguments : si la colonisation israélienne se poursuit en Cisjordanie, etc. Pour le journaliste franco-israélien Charles Enderlin, interrogé le 25 novembre dernier dans la revue *Télérama* :

*« Lorsque je rencontre des dirigeants palestiniens, je leur demande : croyez-vous que vous aurez un Etat avec 380 000 colons ? (...). Ils me répondent :*

“Nous savons très bien qu’on n’aura pas d’Etat. La Cisjordanie est devenue une peau de panthère, il n’est plus possible de créer un Etat qui ait une continuité territoriale.” (...) *Je n’arrive pas à imaginer que les analystes des chancelleries, en Europe et même aux Etats-Unis, ne soient pas conscients qu’on n’évacuera pas 380 000 colons et pas même 10 000. L’idée de deux Etats est morte.* »

Malgré les faits, malgré cette réalité incontournable, les grands de ce monde et leurs laquais poursuivent de leur côté, avec les mêmes arguments, leurs incantations sur le nécessaire Etat palestinien, « facteur de paix et d’avenir dans la région ». La « revendication » de l’Etat palestinien, le maintien de la partition de la Palestine (1947), élément de l’ordre mondial édicté au sortir de la Seconde Guerre mondiale — l’un des actes fondateurs de l’ONU —, concentrent toute la politique de l’impérialisme contre les droits des peuples à disposer d’eux-mêmes, contre le droit à toute souveraineté nationale.

Comme nous l’avons vu, le prétendu « Etat palestinien » est le meilleur gage pour assurer la sécurité de l’Etat d’Israël, conformément à « l’esprit » des accords d’Oslo auquel les dirigeants du monde entier se disent toujours attachés. Rappelons que les accords d’Oslo, qui ont conduit à la création de l’Autorité palestinienne, ont eu pour effet essentiel de constituer une administration et surtout une police palestinienne supplétives des forces israéliennes d’occupation et collaborant étroitement avec ces dernières. Les accords d’Oslo préfiguraient ainsi la seule forme que pourrait prendre, pour l’impérialisme, un Etat palestinien.

On parle du « droit du peuple palestinien à se doter d’un Etat », mais qu’est-ce que le peuple palestinien ? Le peuple palestinien, spolié depuis 1947-1948, est partagé en quatre groupes : les Palestiniens de l’intérieur, que l’on appelle officiellement les Arabes israéliens, citoyens de seconde zone considérés comme des ennemis intérieurs ; les réfugiés, qui sont disséminés dans des dizaines de camps dans plusieurs pays arabes, en Cisjordanie et à Gaza ; les habitants des territoires occupés depuis 1967 ; et les Palestiniens de la diaspora. Quel Etat pourrait les représenter tous ? Un Etat constitué d’îlots reliés par des tunnels ? A moins que l’on ne considère pas le peuple

palestinien, tel que nous venons de le décrire, comme un seul et même peuple.

La « solution des deux Etats » est donc généralement présentée comme devant passer par un compromis. Pour les Palestiniens, ledit « compromis » reviendrait à renoncer au droit au retour et à plus de 80 % du territoire historique de la Palestine. Comment défendre le droit du peuple palestinien à disposer de lui-même dans un Etat palestinien en indiquant que ce serait là le moyen de réaliser le droit au retour des réfugiés ? Le droit au retour deviendrait une référence historique pour l’immense majorité, symboliquement réalisable pour quelques-uns. Le droit au retour exprime l’identité même du peuple palestinien, qui est un peuple de réfugiés, un peuple dont les familles, expulsées de leurs terres, ont été brutalement séparées il y a plus de soixante ans. C’est pourquoi les multiples tentatives des dirigeants de l’Autorité palestinienne pour le remettre en question ont toujours été vouées à l’échec.

La solution des « deux Etats » est depuis longtemps un cadre qui permet aux gouvernements israéliens de faire retomber l’échec des « négociations » sur les Palestiniens, et de poursuivre la politique de spoliation des terres palestiniennes. Tous savent très bien que la seule forme que pourrait prendre un pseudo-Etat palestinien à côté de l’Etat israélien, à l’instar de ce qui existe déjà en Cisjordanie, est celle d’une vaste prison à ciel ouvert constituée d’enclaves sans continuité territoriale. L’Etat palestinien, c’est aussi, dans « l’esprit des accords d’Oslo », un cadre pour briser l’unité du peuple palestinien, pour l’encamisoler, écraser toute possibilité d’évolution démocratique qui remettrait nécessairement en cause l’ordre établi.

---

## LES DEUX ÉTATS ET LE “PROCESSUS DE PAIX”

---

En fin d’année 2014, Laurent Fabius, ministre français des Affaires étrangères, prenant le relais des dirigeants américains, annonçait une « *relance des négociations de paix entre Israéliens et Palestiniens en vue d’un accord final sous deux ans* », avec la préparation d’une nouvelle conférence internationale. Le même Fabius vient d’annon-

cer, mi-mai 2015, qu'il se donnait dix-huit mois pour trouver « une solution de paix entre Israël et les Palestiniens ». Déjà, en 2003, George Bush s'était donné deux ans pour aboutir à des négociations sur un statut final. En 2010, Barack Obama annonçait la création d'un Etat palestinien deux ans plus tard. Le plan Fabius n'est rien d'autre qu'une reprise de « l'initiative de paix » saoudienne de 2002, qui proposait la normalisation des relations entre l'Etat d'Israël et les pays de la Ligue arabe, en échange d'un retrait israélien des territoires conquis en 1967 et d'une « solution juste » au problème des réfugiés. L'ancien Premier ministre israélien Ehud Barak (qui s'est vanté d'être l'Israélien qui avait le plus de sang palestinien sur les mains, membre, comme Fabius, de l'Internationale socialiste, a indiqué alors qu'il convenait d'explorer ce plan « *malgré les difficultés à prévoir dans les négociations avec les Palestiniens* » (*Haaretz*, 6 décembre 2014). Barak précisait que, pour lui,

*« Il y aura des hauts et des bas — les Palestiniens ne sont pas des interlocuteurs faciles, comme je le sais bien. Des accords intermédiaires peuvent être nécessaires, et même des étapes unilatérales en coordination avec les Etats-Unis et le quartet. »*

Encore et toujours, avant même de commencer de nouvelles négociations, la messe est dite : « Les Palestiniens ne sont pas des interlocuteurs faciles ». Les grandes puissances, à commencer par l'impérialisme américain, voudraient régler définitivement la situation en faveur de leur allié israélien, mais elles ne le peuvent pas en raison de la résistance du peuple palestinien et du soutien dont il dispose dans les classes ouvrières et dans les milieux démocratiques dans le monde entier. Après la profusion de discours racistes et belliqueux pendant la campagne électorale des législatives israéliennes, Netanyahu a indiqué à la chaîne américaine MSNBC :

*« Je n'ai pas changé de politique (...). Je ne veux pas d'une solution à un seul Etat. Je veux une solution à deux Etats, pacifique, durable. Mais pour cela il faut que les conditions changent. »*

Et c'est certainement pour aider au changement de ces « conditions », à savoir la résistance du peuple palestinien autour de ses droits, qu'Obama a précisé que la

« coopération militaire avec Israël » serait maintenue. Dans les faits, la position de Netanyahu n'a pas changé, et reste bien dans le cadre du « processus de paix », véritable manipulation diplomatique, dont l'objectif est de gagner du temps. Netanyahu a seulement dit que l'Etat dit palestinien ne verra pas le jour pendant son mandat. Le président américain a alors répondu :

*« C'est pour cela que nous devons explorer d'autres options afin d'empêcher que la région ne sombre dans le chaos. »*

Mais qui est responsable du chaos dans la région ?

L'Etat israélien, qui est l'un des principaux consommateurs mondiaux de l'industrie de guerre américaine de haute technologie, cherche à entretenir les conflits pour son propre compte, et pour le plus grand profit d'une fraction de l'impérialisme américain, les deux éléments étant liés. Pour autant, l'impérialisme américain est très divisé sur la conduite à tenir dans la région, et se trouve dans l'incapacité de maîtriser les effets de sa politique ou de prévoir quoi que ce soit. Ainsi, en soutenant l'Iran — où l'on assiste à une multiplication de grèves ouvrières, notamment pour les salaires — la Maison-Blanche tend les relations avec les pays du Golfe, à commencer par l'Arabie Saoudite. Cette dernière, principal pays importateur d'armes du monde entier, voudrait s'imposer comme le seul facteur d'ordre dans la région. Tous arment et utilisent les groupes « djihadistes » qui pullulent dans la région. Tous cherchent à défendre leurs propres intérêts et à être l'interlocuteur indispensable des Etats-Unis. C'est maintenant au tour du Yémen d'être menacé de démantèlement par une guerre meurtrière, après l'Irak et la Syrie, alors même que la pression de la guerre s'exerce sur la Jordanie et le Liban. Les dirigeants sionistes n'échappent pas à la règle, et cherchent eux aussi à profiter de la crise qui divise les sommets de l'impérialisme américain.

L'Etat israélien, qui est en préparation permanente d'une prochaine guerre, cherche à faire durer les négociations, qui n'ont de « négociation » que le nom. Ce qui compte dans l'affaire, c'est le *processus*, surtout pas la paix.

Qui peut sérieusement penser que l'idée de deux Etats « démocratiques » pourrait un jour aboutir dans un tel cadre ? Quelles conditions devraient être mises en œuvre pour y parvenir ? La première serait que l'Etat oppresseur israélien accorde des droits au peuple palestinien qui serait placé sous l'administration de cet Etat. Mais tout le monde sait que l'Etat israélien n'accordera aucun droit au peuple palestinien, même minime. Au nom de quoi le peuple palestinien et les populations juives qui vivent dans l'Etat d'Israël ne pourraient-ils pas vivre ensemble, avec les mêmes droits, si ce n'est au nom d'une position raciste qui ne peut profiter qu'à la petite minorité des expropriateurs ?

Le rêve sioniste, fondé sur la négation de l'existence même du peuple palestinien, est toujours celui d'une Palestine sans Palestiniens. Une expulsion massive des Palestiniens comme celle organisée en 1948 n'est plus envisageable aujourd'hui. Alors, la préoccupation est d'enfermer les Palestiniens. Récemment, les médias israéliens ont fait état d'un plan pour constituer un Etat à Gaza, et un autre en Cisjordanie, le but étant de diviser encore davantage le peuple palestinien, d'affaiblir toute capacité de résistance collective.

---

## IL N'Y A QU'UNE SEULE SOLUTION DÉMOCRATIQUE

---

Il y a quelques années, Avraham Burg, personnalité israélienne, ancien président de la Knesset déclarait :

« (...) Une barrière de sécurité le long de la frontière, une barrière autour de nos colonies pour assurer leur sécurité, une barrière pour assiéger leurs villes et leurs villages, une barrière le long du Jourdain. Le pays tout entier n'est plus qu'une gran-

*de barrière, à l'intérieur de laquelle un peuple effrayé est emprisonné. Est-ce cela que l'on signifie par sécurité ? »*

Les faits sont là : entre la mer Méditerranée et le Jourdain vivent environ 13 millions d'individus, dont la moitié ont moins de droits que les autres parce qu'ils ne sont pas juifs. Pour l'impérialisme, il s'agit de tout faire pour interdire aux peuples de se libérer de leurs chaînes, de démontrer par leur action pratique qu'ils ont les mêmes intérêts. Dans ce cadre, la guerre, et dans la guerre, la guerre civile, est l'expression la plus brutale du maintien, par tous les moyens, de l'ordre mondial.

Mais des fissures apparaissent de plus en plus, qui s'élargissent au cœur même de l'Etat d'Israël, des Etats-Unis, des pays européens. Elles sont à mettre en relation avec le profond sentiment d'unité et de résistance qui soude le peuple palestinien, par-delà les frontières, contre toute normalisation de l'occupation. La campagne menée dans le monde entier pour faire croire que deux Etats prétendument démocratiques pourraient cohabiter vise désespérément à colmater ces fissures, qui peuvent faire vaciller puis tomber tout l'édifice, et surtout à sauver l'Etat israélien, pilier de l'ordre mondial. La revendication du droit au retour et sa réalisation sont au centre du règlement démocratique de toute la situation. Ce droit au retour n'est pas une revendication symbolique : il est possible, pratiquement, mais implique l'égalité des droits de tous dans un seul et même Etat, une seule et même nation. C'est là la position de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui depuis avant même la proclamation de l'Etat israélien, défendait la perspective de l'Etat laïque et démocratique, dans lequel toutes les composantes, arabe et juive, de la nation palestinienne en constitution, auraient les mêmes droits.

**François Lazar**

# Avril 1974 : une révolution prolétarienne a éclaté au Portugal

Par Andreu Camps

Nous venons de célébrer le 41<sup>e</sup> anniversaire de la révolution portugaise. L'un des produits de cette révolution a été l'élection d'une Assemblée constituante, un an après, en 1975. Ces événements ont eu une importance majeure pour l'avenir de la nation portugaise, mais aussi un impact international dans tous les pays européens, particulièrement en Espagne, encore soumise à la dictature de Franco.

L'ordre mondial assuré par la collaboration entre les impérialismes, sous l'égide de l'impérialisme américain et de la bureaucratie stalinienne qui détenait le pouvoir en Union soviétique, a été ébranlé.

Mais ses forces se sont conjuguées pour essayer d'empêcher que la révolution portugaise devienne une nouvelle étape d'une révolution prolétarienne qui embrase toute l'Europe. C'est dans ces conditions qu'a eu lieu la conférence d'Helsinki pour renouveler les accords contre-révolutionnaires et agir pour que toutes les forces politiques, au Portugal, se disposent pour rétablir l'ordre bourgeois remis en cause par la chute de la dictature salazariste.

Quelques mois après avril 1974, une brochure a été publiée en France par l'Organisation communiste internationaliste (OCI), tirée :

*« 25 avril : la dictature fasciste s'effondre à Lisbonne. Problèmes de la révolution portugaise ».*

Quarante et un ans après, on peut encore constater l'actualité des éléments contenus dans cette brochure. Et tout d'abord, la

définition du caractère de la révolution portugaise et des acteurs de cette révolution.

Ainsi, à la question : « *Qui a déclenché le 25 avril ?* », la réponse était claire. Le régime salazariste était aux abois. L'armée, disloquée à cause d'une longue guerre coloniale au Mozambique, en Angola, au Cap-Vert, etc., sans possibilité de l'emporter, poussait d'autre part vers l'exil des dizaines de milliers de jeunes qui fuyaient cette guerre. L'autarcie salazariste avait mené le pays à la catastrophe économique, et des secteurs de plus en plus importants de la bourgeoisie se posaient la question d'un changement de régime. Le coup d'Etat organisé par un groupe d'officiers regroupés dans le Mouvement des forces armées (MFA) a déclenché, malgré lui, une véritable révolution.

Comme le dit la brochure :

*« En haut, dans les sommets du grand capital, on pensait dénouer la crise pour aboutir à un simple changement de la forme du régime bourgeois. Mais en bas, les milliers et milliers d'exploités ont fait éruption par les failles de la crise politique des classes dominantes. »*

Dans les premiers jours qui ont suivi le 25 avril, à travers tout le pays, les travailleurs présentent leurs revendications. Dans de nombreux secteurs, les patrons et les directions cèdent sans qu'il soit nécessaire de débattre. La brochure explique :

*« Ainsi, dans les banques, les directions donnent satisfaction aux revendications, sans grève. Les employés des banques organisent des piquets de contrôle sur les aéroports pour interdire*

*la fuite des capitaux ; ils élisent leurs représentants, qui constituent les commissions des délégués élus des travailleurs des banques. C'est ainsi que, le 14 mai, les travailleurs de la Banque du Portugal exigent en même temps la nationalisation de la banque... »*

Le même processus a lieu dans les grandes entreprises comme Lisnave (grand chantier naval). Les exploitations agricoles sont occupées par les paysans sans terre. Les mairies sont prises d'assaut et les dirigeants fascistes éjectés.

Les casernes de la police politique subissent le même sort. Le 1<sup>er</sup> mai 1974, un million de personnes défilaient à Lisbonne. Travailleurs, jeunes, soldats, marins... ensemble. L'Etat s'était effondré, aucune force ne semblait pouvoir s'opposer au torrent révolutionnaire. C'est en effet une révolution prolétarienne qui était en marche. Mais face à cela, s'est constituée, avec l'aide et la participation, notamment, du Parti communiste portugais (qui suivait au pied de la lettre les ordres du Kremlin) et du Parti socialiste, une « Junte de salut national », présidée par le général Spínola.

L'objectif était de contenir l'éruption des masses et d'essayer de remodeler l'Etat bourgeois. Toute l'année 1974 a été marquée par cette contradiction entre, d'un côté, l'action et la mobilisation des masses — qui aspiraient à la satisfaction des revendications sociales et politiques, donc à l'établissement d'institutions du peuple pour le peuple — et, de l'autre côté, toutes les forces de la contre-révolution, qui essayaient simplement de réorganiser l'Etat bourgeois. Dans ce mouvement de constitution de commissions, de comités et de reconstitution de syndicats libres, le combat pour la Constituante a occupé une place majeure. Ce n'est pas un hasard si la direction du Parti communiste portugais (PCP), présidée par Álvaro Cunhal, a pesé de toutes ses forces pour soutenir l'autoproclamation du « Conseil de la révolution » (formé par les membres dirigeants du MFA) — instance qui voulait se placer au-dessus de toute élection et qui cherchait à intégrer les comités, les commissions et les syndicats dans un cadre néocorporatiste.

C'est dans cette situation que l'on peut comprendre l'objectif fixé de transformer de l'intérieur le vieux syndicat salazariste en

syndicat omniprésent, au nom de « l'unité », c'est-à-dire pour préserver au maximum l'ancien appareil syndical de la dictature.

C'est pour cela que la direction du PCP et le Conseil de la révolution ont essayé d'empêcher l'élection d'une Assemblée constituante et se sont attaqués, dès le début, au plein exercice des libertés démocratiques.

La Junte de salut national a évidemment essayé, dans toutes les institutions publiques, de nommer des « représentants officiels » pour empêcher que les commissions de travailleurs n'en prennent le contrôle. Pendant quelques mois, une véritable dualité de pouvoir s'est établie.

A l'occasion du 41<sup>e</sup> anniversaire du 25 Avril (40<sup>e</sup> anniversaire de l'Assemblée constituante), nous nous sommes entretenus avec un militant qui a été député à la Constituante.

Exilé en France, il rentrait au Portugal quelques jours après le 25 avril 1974. Il s'agit du camarade Antonio Aires Rodrigues.

---

## LA CÉLÉBRATION DE L'ANNIVERSAIRE D'AVRIL

---

Chaque année, plusieurs manifestations sont organisées pour fêter l'anniversaire de la révolution de 1974 et l'anniversaire de l'Assemblée constituante.

Une de ces manifestations est une séance solennelle dans le cadre de l'Assemblée de la République. Cette année encore, l'association « 25 Avril », qui regroupe des anciens officiers qui ont participé au coup d'Etat contre la dictature, a appelé à boycotter cette séance officielle, en accusant le gouvernement PSD-CDS (les partis de droite) d'avoir porté atteinte à la souveraineté nationale en signant et en appliquant le mémorandum de la troïka (FMI-Commission européenne-Banque centrale européenne) en 2011.

Plusieurs personnalités ayant participé à la révolution — telles que les socialistes Mário Soares et Manuel Alegre — ont également boycotté les festivités officielles.

Dans plusieurs villes, des meetings sont organisés pour fêter ces anniversaires.

Ainsi, dans le district de Leiria, la fédération socialiste de ce district a organisé une conférence pour commémorer l'Assemblée constituante. Le camarade Aires Rodrigues a pris la parole à la fédération socialiste et a expliqué comment s'est constituée l'Assemblée, et quelles étaient les discussions qui ont amené à l'élaboration de la Constitution de la République.

Nous donnons la parole au camarade Aires Rodrigues.

**Andreu Camps**

**Andreu Camps (A. C.) : Tu as été exilé en France avant la révolution. Quelles ont été tes activités et expériences politiques ?**

**Aides Rodrigues (A. R.) :** Je suis arrivé en France en 1966. J'ai été obligé de quitter le pays après ma participation aux différents mouvements des étudiants qui ont eu lieu au début des années 1960. J'ai travaillé chez Renault et dans le bâtiment, notamment dans la construction de l'université de Jussieu, la faculté de sciences. Avant Mai 68, il y a eu toute une série de grèves pour nos revendications, et j'étais syndiqué à la CGT. Contrairement à ce qu'on dit, la France n'était pas un oasis de paix. Toute une série de conflits ont existé comme signes avant-coureurs de la grève générale de mai 1968.

J'ai fait partie du comité de grève, et nous avons accueilli avec sympathie des groupes d'étudiants qui distribuaient des tracts soutenant notre grève. Il faut dire que les responsables du Parti communiste français, qui dirigeaient la CGT, s'opposaient au mouvement de solidarité entre les étudiants et nous, les travailleurs. Avec d'autres camarades, nous avons combattu ces diktats des staliniens. C'est à ce moment-là que je suis entré en contact avec les communistes internationalistes de l'OCI. Lors de la grève de 1968, j'ai retrouvé ces camarades avec lesquels je me suis identifié.

**A. C. : Mais quand tu es rentré au Portugal après le 25 Avril, tu as rejoint le PS. Pourquoi ?**

**A. R. :** Tout d'abord, je dois expliquer que j'ai vécu Mai 68, et que j'ai vu comment les dirigeants du PCF ont tout fait pour casser la

grève, pour empêcher la constitution d'un comité central de grève. En réalité, ils ont aidé à sauver le régime gaulliste. Parmi mes amis à Paris, il y avait un ancien membre du comité central du Parti communiste portugais (PCP), Francisco Ramos da Costa. Il avait rompu avec le PCP en 1956, lors de l'insurrection ouvrière de Budapest, et il est devenu plus tard fondateur du Parti socialiste. J'ai appris, par mon expérience et par celle de ces camarades, le rôle et la politique du stalinisme.

Quand je suis rentré au Portugal, quelques jours après le 25 Avril, je suis arrivé dans mon village natal et j'ai constaté qu'une bonne partie des travailleurs et des jeunes adhéraient massivement au Parti socialiste qui était en train de se construire. Ce mouvement de construction du PS n'était pas seulement dirigé vers le démantèlement de ce qui restait de la dictature, mais contre la politique de la direction du PCP, qui essayait de constituer un Etat néocorporatiste à travers l'autoproclamé Conseil de la révolution.

Avec d'autres camarades, nous avons rejoint le PS, dans le même mouvement dans lequel les travailleurs constituaient les commissions dans les entreprises et dans les services publics, et les paysans occupaient les terres. Pour nous, à ce moment-là, le PS représentait un instrument pour approfondir le processus révolutionnaire, permettant d'amener les travailleurs au pouvoir contre la Junte de salut national et, après, contre les gouvernements Vasco Gonçalves (gouvernements de coalition, mais sous la tutelle du Conseil de la révolution).

Toute la fin de l'année 1974 a été une bataille quotidienne pour essayer d'empêcher que le gouvernement porte atteinte aux libertés démocratiques et aux conquêtes de la révolution. Il faut dire que, sous l'impulsion du PCP, une campagne a été menée pour essayer d'empêcher les élections pour une Assemblée constituante. Finalement, ces élections ont eu lieu en avril 1975, c'est-à-dire une année après l'éclatement de la révolution.

**A. C. : Tu as été candidat sur la liste du PS ?**

**A. R. :** Les listes étaient par districts (départements). J'étais numéro 2 dans le

département de Leiria. Le numéro 1 était le camarade Jorge Campinos. Ce camarade était d'origine angolaise. Je le souligne, car un des aspects centraux de la révolution a été la lutte pour l'indépendance des colonies. Les peuples coloniaux avaient engagé, depuis des années, la lutte armée contre la métropole. Cette lutte a été un des facteurs majeurs de la décomposition de la dictature, et le nouveau gouvernement a essayé de différer, reporter et détourner l'exigence de l'indépendance. Mais le combat commun entre les peuples coloniaux et les travailleurs portugais a aidé à imposer l'indépendance de ces pays. Et nous, dans la campagne pour l'Assemblée constituante, avons posé cette question comme une question majeure.

**A.C : Mais l'Assemblée constituante a rencontré d'énormes difficultés. Que s'est-il passé ?**

**A. R. :** En effet, le gouvernement Vasco Gonçalves a essayé d'empêcher que la Constituante mène à terme ses travaux dans l'élaboration d'une Constitution démocratique. Il voulait, avec l'aide du PCP, imposer un régime militaire, chapeauté par le Mouvement des forces armées. Le tournant a été la manifestation du 18 juillet 1975, à laquelle nous avons participé, ce qui a provoqué la chute du quatrième gouvernement Vasco Gonçalves. J'insiste. Ce gouvernement a essayé de s'attaquer aux libertés démocratiques fraîchement conquises. Par exemple, il a essayé de faire fermer le journal *Republica*. Il faut reconnaître que dans cette bataille, on a marché la main dans la main avec Soares et la direction du PS.

Cela n'empêche pas qu'une bataille très importante au sein même du Parti socialiste se menait par rapport à la place que le PS prenait dans la situation révolutionnaire que nous vivions (aux élections à la Constituante, le PS a obtenu 38 % des voix, le PCP n'a obtenu que 12 %, et les deux partis de la droite n'ont obtenu que 34 %).

En effet, il faut comprendre que les débats dans la Constituante avaient lieu dans une situation tumultueuse. Rappelons que :

— Nous vivions une période où les masses populaires, après une dictature féroce de quarante-huit ans, sortaient dans

les rues et cherchaient à s'organiser de manière autonome.

— La population procédait à l'assainissement des conseils municipaux, tous compromis avec l'ancien régime, et les remplaçait par des hommes qui avaient son entière confiance.

— Ce même mouvement d'assainissement touchait les grandes entreprises, dont les administrations étaient complices du régime salazariste, donnant ainsi les Commissions des travailleurs (CT) élus par les assemblées, réunissant tous les travailleurs, pour exercer le contrôle de gestion ; l'élection des CT s'est ensuite étendue à tout le pays et à tous les secteurs, de l'industrie à la banque.

— Dans les quartiers se constituaient les Commissions de résidents destinées à résoudre les problèmes de logement, logements dont la population manquait.

— Dans les campagnes du sud du pays, on procédait à l'expropriation des premières grandes propriétés et, dans le nord, s'organisaient des réunions de constitution de petites coopératives agricoles.

— De la même manière, dans les écoles et les hôpitaux, on essayait, dans la pratique, de jeter les bases d'une gestion démocratique de l'enseignement et de la santé, tout comme de la Sécurité sociale.

J'étais responsable de la construction et de l'enracinement du Parti socialiste dans la zone centre du pays, et c'était cela l'orientation de la campagne.

**A. C. : Qu'avez-vous fait dans la Constituante ?**

**A. R. :** Avec d'autres camarades (dont Carmelinda Pereira), nous étions dans différentes commissions, telles que la Commission du travail et la Commission d'agriculture. Nous avons bataillé, de pied ferme, pour que toute une série de droits sociaux et de libertés soient inscrits dans la Constitution. Notamment sur les aspects suivants : les libertés syndicales, l'existence et le pouvoir des Commissions des travailleurs (qui exerçaient un certain contrôle ouvrier), le droit à la santé publique pour tous, à l'enseignement, à la Sécurité sociale,

à la nationalisation des secteurs stratégiques de l'économie (70 % de l'économie ont été nationalisés). Notre travail dans la Constituante a été une simple prolongation de ce qui découlait de la lutte des classes — directement, des revendications des travailleurs et de la population — et nous sommes fiers de cela.

C'est à ce moment-là que Mário Soares, principal dirigeant du PS, déclare que nous sommes allés plus loin que ce que nous voulions (en se référant au PS).

**A. C. : Après la Constituante s'est tenue la première Assemblée de la République. Quel rôle a été le tien ?**

**A. R. :** En effet, après l'adoption de la Constitution, l'Assemblée constituante a été dissoute et, au début de 1977, ont eu lieu les élections législatives à l'Assemblée de la République. J'ai été nommé tête de liste dans le district électoral de Setúbal, zone ouvrière au sud de Lisbonne.

Mais au début de 1978, Soares, Premier ministre, a accepté le plan d'ajustement dicté par le Fonds monétaire international (FMI). Cela a été un véritable tournant. Soares a présenté un budget à l'Assemblée de la République qui représentait une attaque contre les conquêtes des travailleurs et parallèlement renforçait le budget octroyé aux forces armées.

Soares a déclaré qu'il fallait « *mettre le socialisme dans le tiroir* ». Il y a eu un débat très vif dans le Parti socialiste. Carmelinda Pereira et moi-même avons mené une bataille pour que le groupe socialiste vote contre, et avons en tout cas annoncé que nous allions voter contre. De nombreux camarades députés nous ont déclaré leur accord sur le fond avec nous, mais nous ont conseillé de ne pas rompre avec la discipline, car cela impliquerait notre exclusion du PS.

A tort ou à raison, nous n'avons pas suivi ce conseil, nous avons voté contre le budget du FMI et, quelques mois après, lors d'un congrès extraordinaire du PS, nous avons été exclus avec un groupe de camarades.

En 1979, avec l'organisation trotskyste, nous avons constitué le Parti ouvrier d'unité socialiste (POUS), dans lequel nous continuons aujourd'hui le combat.

**A. C. : Des décennies ont passé. Que reste-t-il de la révolution d'Avril et que se passe-t-il actuellement ?**

**A. R. :** Depuis 1979, la Constitution (n'oublions pas que cette Constitution, même très démocratique, reste la Constitution d'un Etat bourgeois) a été révisée sept fois, et toujours afin de réduire les droits ouvriers et démocratiques qui y sont inscrits.

Et cela a toujours été fait avec la participation de la direction du PS. Et pourtant, dans cette Constitution subsistent des conquêtes (école, santé, Commissions des travailleurs) incompatibles avec les exigences du capital financier et de la troïka.

C'est pour cela que l'accord signé en mai 2011 entre la troïka, la direction du Parti social-démocrate (PSD) et le PS a été considéré aussi comme une attaque contre la Constitution.

Cet accord a donné lieu au mémorandum qui cadrerait les élections législatives du 5 juin 2011.

Le gouvernement issu de ces élections (deux partis de droite, PSD et CDS) a appliqué ce mémorandum, avec le soutien de la direction du PS.

Quatre ans après, le pays est exsangue. Tout ce qui restait d'entreprises nationalisées a été privatisé ou est en train de l'être, comme par exemple la Compagnie aérienne (la TAP). L'école, une des conquêtes majeures de la révolution, est aux abois. Les conditions de travail ressemblent à celles de l'époque de la dictature. Et pourtant, les travailleurs et le peuple portugais sont debout.

Le gouvernement minoritaire est haï et sait parfaitement qu'il va perdre les élections convoquées en octobre. Du FMI et de l'Union européenne, on cherche une alternance.

C'est à partir de là qu'on peut comprendre que le secrétaire général actuel du PS, Antonio Costa, a présenté un programme électoral qui n'est que la continuité du mémorandum.

La contradiction est évidente entre les aspirations des travailleurs et du peuple portugais de se débarrasser de ce gouver-

nement et de la politique imposée par l'Union européenne et le défaut d'alternative sur le terrain électoral.

Nous restons convaincus que c'est seulement à partir de la mobilisation des travailleurs que nous pourrions imposer l'unité des organisations de la classe ouvrière pour aider à constituer un gouvernement qui réponde aux intérêts de la majorité.

Jamais, dans l'histoire de l'Europe, les sorts des peuples européens n'ont été aussi liés entre eux. Il s'agit aujourd'hui, face à la barbarie et à la destruction imposées par le capital financier, ses institutions (le FMI et l'Union européenne) et les gouvernements qui s'y soumettent, d'aider à organiser le combat pour l'union des travailleurs et des peuples d'Europe pour se libérer de l'exploitation et de l'oppression.

# 1945-2015 : révolution et contre-révolution en Europe

Par François Forgue

**Il y a soixante-dix ans, le 8 mai 1945, la capitulation sans conditions des représentants du Troisième Reich face aux puissances alliées (les Etats-Unis, l'URSS, la Grande-Bretagne et la France) mettait fin à la Seconde Guerre mondiale en Europe. Cet anniversaire a été l'occasion de bien des cérémonies, articles et commentaires commémoratifs. Etait-il nécessaire de se joindre à ce concert, même pour faire entendre une note discordante ? Il était en tout cas utile de revenir à cette occasion, à partir des écrits de Léon Trotsky en particulier, sur le caractère de la Seconde Guerre mondiale et ses spécificités, comme élément indispensable pour saisir le contenu des bouleversements qui sont en cours et qui s'annoncent.**

Le 8 mai 1945, la population se rassemble et manifeste dans plusieurs villes d'Algérie. On vient d'annoncer la fin des hostilités en Europe. On proclame partout que la paix rétablie signifie la démocratie, donc le droit des peuples à librement décider de leur sort. Pour les masses algériennes, cela signifie la fin de l'oppression coloniale, l'indépendance.... Des banderoles se lèvent, qui réclament l'indépendance, des drapeaux algériens sont brandis.

C'est le cas à Sétif. Un commissaire de police abat un manifestant, donnant le signal de la fusillade. La révolte gagne alors toute la région. La répression sera effroyable. Aux forces de police aux ordres du ministre de l'Intérieur, Adrien Tixier, membre du Parti socialiste, se joint l'armée — y compris l'aviation dépendant du ministre de l'Air,

Charles Tillon, alors membre du bureau politique du PCF — qui bombarde et rase les « villages rebelles ». Il y aura de quarante à cinquante mille morts. Rétrospectivement, nombre d'analystes ou d'historiens traitant de la lutte pour l'indépendance du peuple algérien ont daté de ces événements tragiques le commencement de la guerre révolutionnaire contre le colonialisme français.

*La Vérité*, journal de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, publie, sous le titre : « *Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* », un article dénonçant la répression de la révolte des Algériens, qui

*« eut le même caractère de bestialité que la destruction par les SS du ghetto de Varsovie »* (1).

Ce même 8 mai, dans le monde entier, des millions de femmes et d'hommes descendaient dans les rues, comme à Sétif, pour célébrer la fin des combats meurtriers, des massacres, des bombardements. Pour ces millions, la chute du nazisme signifiait le début d'une ère où la démocratie s'imposerait à tous les hommes, où la reconstruction se ferait sur les ruines du système d'exploitation qui avait été la cause des destructions et d'un carnage sans précédent de vies humaines. Dans les métropoles impéria-

---

(1) Cet article est reproduit dans le numéro spécial de *La Vérité*, n° 38-39 (août 2004) consacré aux soixante-quinze ans de sa parution. L'article est daté du mois de juillet 1945. La raison de ce décalage entre mai et juillet vient de ce que *La Vérité* paraissait alors irrégulièrement, ayant été le premier journal à paraître clandestinement en 1940, car elle était toujours illégale, par décision du gouvernement où siégeaient ministres communistes et socialistes.

listes, les gouvernements diffusaient une rhétorique à base de « fraternité universelle », de « paix éternelle » et « d'abondance à venir ».

Dans les faits, pourtant, la classe dominante défendait son système, ses bases, son Etat, même si elle était obligée de faire les plus grandes concessions. Elle les défendait en s'appuyant sur les dirigeants des partis issus de l'histoire du mouvement ouvrier (partis communistes et socialistes) que les travailleurs considéraient comme « leurs » partis, qu'ils chargeaient de leurs aspirations, qu'ils avaient rendus plus forts que jamais. Mais les directions de ces partis, loin de mettre cette force et cette confiance au service de la volonté révolutionnaire des masses, les utilisaient contre cette volonté pour en faire un rempart du système capitaliste.

Si nous avons choisi, en parlant du 8 mai 1945, de commencer par évoquer la sanglante répression exercée contre le peuple algérien, ce n'est pas, à la recherche d'un effet journalistique, en en faisant un contrepoint aux défilés pacifiques de Paris et d'ailleurs. C'est parce que ce qui se passe en Algérie ce 8 mai 1945 illustre la **réalité mondiale** à cette période — et pas seulement à cette date.

Elle manifeste qu'au moment où s'achèvent — sur le continent européen tout au moins — les « opérations militaires », c'est-à-dire au moment où la défaite de l'impérialisme allemand et du régime nazi est consacrée par sa capitulation inconditionnelle, l'impérialisme s'insère dans ce mouvement d'ensemble. C'est une composante de la lutte internationale des classes fondamentales, bourgeoisie et prolétariat.

Si la répression qui s'abat alors sur le peuple algérien frappe par son ampleur et sa violence, elle n'est pas unique. Partout où les vieilles puissances coloniales reprennent pied dans leurs « empires », elles agissent de même. C'est le cas de la Hollande en Indonésie, des forces britanniques en Inde et

en Malaisie, de la France encore en Indochine (Vietnam) après la capitulation japonaise. Et sur le continent européen lui-même, en décembre 1944 et janvier 1945, ce sont les troupes « libératrices » britanniques qui massacrent les travailleurs d'Athènes. Il s'agit bien, liés aux derniers épisodes du conflit entre grandes puissances, d'expressions de la guerre civile internationale entre exploités et opprimés, oppresseurs et opprimés.

---

## LE CARACTÈRE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

---

La position fondamentale de la IV<sup>e</sup> Internationale quant à la guerre mondiale qui allait se déchaîner à partir de 1939 — position qui la distingue de tous les autres courants — c'est qu'il s'agit d'une guerre **impérialiste**. C'est-à-dire qu'elle correspondait à la définition donnée par Lénine de la Première Guerre mondiale : une guerre qui sera faite, « *quel que soit l'endroit où elle ait commencé (...), non pour quelque "indépendance nationale", mais en vue du repartage du monde selon les intérêts des diverses cliques du capital financier* », comme l'écrit Léon Trotsky, le 10 octobre 1938.

La Seconde Guerre mondiale n'a pas été une guerre entre le « fascisme » et les « démocraties », en quelque sorte une guerre idéologique. Ce qui la détermine, ce ne sont pas les « idées » des uns ou des autres, mais les intérêts impérialistes qui entrent en collision. Ce qui ne veut pas dire que les « idéologies », les caractéristiques politiques des différents régimes soient sans importance, mais que ce qui est déterminant, c'est le caractère impérialiste de la guerre. La classe ouvrière ne peut s'en remettre à aucun Etat impérialiste pour défendre le droit des peuples, ceux des travailleurs, la démocratie : en aucun cas, au nom de la défense de la « démocratie », dans la guerre comme dans la paix, les travailleurs et leurs organisations ne peuvent renoncer à leur indépendance et se soumettre à l'Etat de la classe exploitée.

Comme lors du premier conflit impérialiste, la guerre tendra à se transformer en guerre civile : c'est de cette « transformation », donc de l'action révolutionnaire de la classe ouvrière, que se dégageront les

voies vers une issue. Cela ne signifie nullement, précisait Trotsky, que la Seconde Guerre mondiale fut la répétition de la première. Ce fut une « continuation », explique-t-il. Le contenu de cette « continuation », et non « répétition » réside dans des « particularités » du second conflit mondial qui n'étaient pas présentes dans le premier :

*« La guerre actuelle, comme nous l'avons dit plus d'une fois, est la continuation de la dernière guerre. Mais continuation n'est pas répétition. En règle générale, une continuation signifie un développement, un approfondissement, une accentuation. Notre politique, la politique du prolétariat révolutionnaire à l'égard de la deuxième guerre impérialiste, est une continuation de la politique élaborée pendant la dernière guerre impérialiste, avant tout sous la direction de Lénine. Mais une continuation ne signifie pas une répétition. Dans ce cas également, une continuation est un développement, un approfondissement, une accentuation. »*

L'entrée dans la guerre de l'URSS, de l'Etat qui, malgré le pouvoir réactionnaire de la bureaucratie, a pour base ce qui demeure des conquêtes de la révolution d'Octobre, ne change pas la nature de celle-ci. Le fait que l'URSS soit alliée avec l'un des « camps » impérialistes ne modifie pas cette donnée fondamentale — d'où la ligne de défense inconditionnelle de l'URSS fermement maintenue par la IV<sup>e</sup> Internationale.

Comme le souligne Trotsky, « aucune superstructure politique ne peut changer le fondement économique réactionnaire de l'impérialisme ». Fondamentalement, le nazisme est au service de l'impérialisme allemand, qui doit, par tous les moyens, s'assurer la prépondérance en Europe comme moyen d'une expansion mondiale. Mais les superstructures politiques — le type de régime, l'idéologie — ont une grande importance.

Les analyses de Trotsky, ses pronostics témoignent à ce sujet d'une rare lucidité :

*« Par ses victoires et ses actes pleins de bestialité, Hitler a provoqué la haine des ouvriers du monde entier. » « Dans les pays vaincus, la position des masses sera extrêmement aggravée. A l'oppression sociale s'ajoute l'oppression nationale dont le fardeau principal est supporté par les ouvriers. De toutes les formes de dictature, la dictature totalitaire d'un conquérant étranger est la plus intolérable (...). Il*

*est impossible de mettre un soldat armé d'un fusil près de chaque ouvrier et paysan polonais, norvégien, danois, néerlandais, belge ou français. »*

Ces lignes sont écrites en 1940 (2).

A partir de juin 1941, elles vaudront pour les ouvriers et les paysans des parties de l'URSS occupées par les nazis. Les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale en Europe, sans jamais renoncer à la défense de l'indépendance des travailleurs et de leurs organisations à l'égard de leur bourgeoisie, saisissent le caractère révolutionnaire des mouvements de résistance populaire.

Tout cela signifie que les éléments de « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile », et d'une manière plus générale les développements révolutionnaires, éclatent alors que la guerre se poursuit encore et se poursuivent après sa fin, en Europe puis en Asie.

Ce qui est en marche en Europe, alors que la guerre mondiale bat son plein, c'est la révolution prolétarienne — composante majeure de la vague révolutionnaire mondiale dans laquelle s'inscrira la révolution chinoise. Et la révolution européenne se poursuivra après le dénouement du conflit inter-impérialiste.

Dans les ultimes notes dictées en août 1940, Trotsky disait :

*« La Seconde Guerre mondiale pose la question du changement de régime de façon plus impérieuse, plus pressante que la première. »*

C'est ce qui s'affirmait dans le cours même de la guerre, dans la lutte révolutionnaire des travailleurs et des peuples, mettant pratiquement à l'ordre du jour la tâche qu'en cette même année 1940, Trotsky définissait comme une question « de vie et de mort » :

*« L'unification économique est pour l'Europe une question de vie ou de mort. L'accomplissement de cette tâche appartient toutefois non aux gouvernements actuels, mais aux masses populaires conduites par le prolétariat. L'Europe doit devenir les Etats-Unis socialistes d'Europe, si elle ne veut pas devenir le tombeau de la vieille civilisation. »*

(2) L'ensemble des citations de Trotsky rassemblées ici proviennent de ses écrits de 1939-1940.

---

## LA RÉSISTANCE DES PEUPLES

---

La guerre menée par les peuples de l'Union soviétique ne se réduit pas à n'être qu'une composante — même majeure — d'une guerre mondiale impérialiste. Même si les « buts de guerre » de la bureaucratie stalinienne s'inscrivirent pleinement dans le cadre de ce conflit et n'ont rien à voir, en dépit des proclamations, avec la liberté des peuples ou l'émancipation sociale, la résistance des peuples de l'URSS, malgré la bureaucratie stalinienne, a comme contenu la défense même des conquêtes de la révolution d'Octobre. Elle est en cela, potentiellement, en dernière instance, un élément majeur de la guerre civile internationale, la guerre entre la classe ouvrière mondiale unissant autour d'elle tous les exploités et les opprimés, et le capitalisme.

On le sait, l'invasion de l'URSS commencée le 22 juin 1941 se solde d'abord par de spectaculaires succès militaires de la machine de guerre nazie. A l'automne 1940-1941, 40 % de la population soviétique se trouvent dans les territoires occupés par les armées allemandes. Deux millions de soldats soviétiques ont été fait prisonniers. Ce désastre est la conséquence des crimes abominables du stalinisme. La « guerre à l'Est » est impitoyable. Elle est une guerre contre les peuples sous la forme directe d'une guerre contre la population civile. Pour la machine d'oppression nazie, les peuples de la région ne sont que des esclaves. C'est alors que s'enclenche l'effroyable mécanisme du génocide. Avant les chambres à gaz, c'est par des massacres comme celui de Babi Yar, près de Kiev, que commence l'extermination des populations juives.

C'est en avril 1943 qu'éclate l'insurrection du ghetto de Varsovie. Aucune des grandes puissances belligérantes, aucune institution ne portera — ou ne tentera de porter — le moindre secours à ceux que l'on massacre. Il demeure qu'au-delà du sacrifice de ceux qui choisissent de mourir en combattant, ce soulèvement, là même où l'oppression est la plus atroce, indique ce qui mûrit parmi des millions d'hommes et de femmes.

Dans les régions martyrisées de l'Europe de l'Est — y compris l'URSS —, dans les

Balkans, commence à s'affirmer un puissant mouvement de masse contre l'occupation, qui s'exprime dans la formation de groupes de partisans et qui se prolongera — certes à des niveaux différents selon les cas — dans toute l'Europe. Ce mouvement, qui ne peut être identifié aux « buts de guerre » des puissances impérialistes et de la caste bureaucratique, pose à travers sa lutte la question d'en finir avec le régime même dont l'existence est à l'origine du déchaînement de barbarie qui s'abat sur les peuples.

---

## YALTA ET POSTDAM

---

L'année 1943 a été qualifiée « *d'année tournante* » de la guerre. Certes, c'est alors que la victoire « change de camp ». En novembre 1942, les forces anglo-américaines ont débarqué en Afrique du Nord — qu'elles contrôlent totalement dès mars 1943. En février 1943, la titanesque bataille de Stalingrad s'achève par la capitulation de Von Paulus. Le 10 juillet, les Alliés débarquent en Sicile. Le 6 juin 1944, c'est le débarquement en Normandie.

Une intense activité diplomatique accompagne les succès militaires. Il s'agit, bien sûr, de préparer « l'après-guerre », de dessiner les lignes d'un nouveau partage du monde entre « puissances victorieuses ». Il s'agit aussi, préventivement, de faire barrage au mouvement révolutionnaire des masses qui, dans le chaos meurtrier de la guerre, se développe à l'échelle mondiale.

Le 30 novembre 1944, Staline, Roosevelt et Churchill se rencontrent à Téhéran. Auparavant, le Premier ministre britannique avait eu avec Staline des discussions en tête-à-tête, où avait notamment été fixée une répartition de l'Europe en « zones d'influence ». Par exemple : Grèce (Angleterre-Etats-Unis, 90 %, URSS, 10 %) ; Roumanie (URSS, 90 %, les autres, 10 %) ; Yougoslavie (Angleterre-Etats-Unis, 50 %, URSS, 50 %) (3).

---

(3) C'est à ce sujet que Churchill écrit dans ses Mémoires : « *Je dis finalement* : "Ne trouvera-t-on pas un peu cynique que nous ayons l'air d'avoir réglé ces problèmes dont dépendent le sort de millions d'êtres d'une façon aussi cavalière ? Brûlons ce papier." "Non, gardez-le", dit Staline. »

C'est le prélude à la conférence de Yalta (fin 1945), tenue alors que l'Allemagne se disloque, et à celle de Postdam (juillet 1945), trois mois après la cessation des hostilités.

Ces conférences sont souvent présentées comme des conférences de « partage du monde » entre deux grandes puissances, les États-Unis et l'URSS. C'est une formulation limitative, car ces conférences établissent un équilibre fondé sur le maintien de l'ordre impérialiste à l'échelle mondiale, et donc dans les centres essentiels de l'Europe. Toutes les dispositions de Yalta puis Postdam visent à sauver « l'ordre bourgeois », avant tout en Europe. Elles sont avant tout dirigées contre les peuples. C'est dans ce cadre que d'importantes concessions sont faites à la bureaucratie d'URSS pour qu'elle puisse jouer son rôle contre-révolutionnaire.

Si cet article se concentre sur les développements en Europe, il ne saurait omettre de signaler que le premier des « craquements profonds » révélant la marche à la transformation de la guerre impérialisme se produit en Inde en août 1942.

---

## LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE À L'ORDRE DU JOUR

---

En Europe, la question de la révolution sociale, c'est-à-dire du renversement du pouvoir de la bourgeoisie, est d'abord pratiquement posée par l'action des masses dans deux pays : la Yougoslavie et l'Italie.

En Yougoslavie s'est développé un mouvement de partisans unissant toutes les nationalités (Serbes, Croates, Monténégrins, Bosniaques, Slovènes, Macédoniens), dirigé par le Parti communiste yougoslave. Malgré la politique de ce dernier (4), ce mouvement, qui opposera la résistance des ouvriers des villes à la terreur des nazis et de leurs collaborateurs, et aussi la mobilisation de la paysannerie, se heurte à la « résistance nationale » contrôlée par le gouvernement de Londres. En 1943, se constitue le Conseil antifasciste pour la libération de la Yougoslavie (AVNOJ).

Malgré l'opposition de Moscou, en novembre 1943, l'AVNOJ assume le pouvoir exécutif et se constitue en gouvernement provisoire, déniait toute légitimité à ceux

qui représentent, en Yougoslavie, le gouvernement en exil en Angleterre et la monarchie. Ainsi, deux gouvernements se dressent l'un contre l'autre, l'un soutenu par les puissances impérialistes et reconnu par le Kremlin, l'autre diplomatiquement ignoré mais reposant sur la mobilisation nationale et sociale des peuples de Yougoslavie, et qui, de fait, entre en contradiction avec les plans des premiers.

En Italie, utilisant la monarchie que le régime fasciste avait préservée, l'essentiel de la bourgeoisie s'oriente vers une paix séparée avec les Alliés. Mussolini est déchu, et un gouvernement est formé sous le contrôle de Badoglio, haut dignitaire de l'armée fasciste. Mais « la transition » ne résiste pas à l'épreuve des faits. Alors que toutes les institutions fascistes sont détruites par les masses, celles-ci tendent à installer leur propre pouvoir. La révolution prolétarienne commence en Italie.

La chute même de Mussolini a été précédée par une vague de grèves. La dislocation du régime fasciste conduit à une situation de double pouvoir. D'un côté, le régime Badoglio, qui contrôle les forces armées régulières et la police, demeure formellement l'allié de l'Allemagne, tout en négociant avec les Alliés. De l'autre, tous les organismes ouvriers qui expriment la renaissance dans le combat du mouvement ouvrier — le Parti communiste, le Parti socialiste et d'autres formations qui se situent à leur gauche — se reconstituent, ouvrent des permanences, alors que le mouvement syndical reparait au grand jour. Se constituent, notamment à Milan, des « conseils d'ouvriers et de soldats ». Partout, surgissent des « comités de libération ». Dans les usines se forment des « commissions internes ». Les linéaments du pouvoir de la classe ouvrière se constituent. Pour tout le prolétariat, pour tout le peuple italien, la libération du pays signifiait d'abord et avant tout la liquidation de toutes les séquelles du régime fasciste. La collaboration avec la monarchie et le gouvernement décomposé qu'elle avait mis en place était purement et simplement inconcevable. Telle

---

(4) La direction du Parti communiste yougoslave cherche d'abord un accord avec les forces réactionnaires liées à la monarchie et entame une sanglante épuration antitrotskyste dans les unités de partisans.

était la position adoptée dès le début de l'hiver 1943-1944 par les deux partis ouvriers en voie de reconstitution ainsi que par le Parti d'action (organisation antifasciste petite-bourgeoise se réclamant de la tradition de Garibaldi) (5).

Si l'on insiste sur la révolution italienne, ce n'est pas seulement parce qu'elle est la première explosion de ce type dans l'une des puissances capitalistes occidentales, mais aussi parce qu'elle concentre les traits que l'on retrouvera — répétons-le, à des degrés d'acuité divers — dans toute l'Europe.

Le soulèvement des masses contre un régime failli ne vise pas à lui assurer une succession plus ou moins « démocratique » dans le cadre du maintien de l'Etat bourgeois. Il met en cause les fondements mêmes de cet Etat, et pratiquement, commence à lui substituer le pouvoir des travailleurs organisés. Il faudra la combinaison de la répression (que permet la situation de guerre) et de l'appui sans réserves du stalinisme aux forces politiques réactionnaires de la bourgeoisie italienne pour parvenir, non à écraser, mais à faire refluer le mouvement des masses.

C'est là le facteur déterminant. Le stalinisme — et donc la direction politique de la classe ouvrière et de ses principales forces — s'engage dans le soutien au gouvernement Badoglio et de la monarchie — qui sera plus tard sacrifiée (1946) pour que l'Etat bourgeois reste debout.

Le gouvernement Badoglio entre en fonction fin juillet 1943. L'armistice avec les Alliés ne sera signé qu'en septembre. Dans l'intervalle, l'aviation alliée ne s'attaquera pas à l'armée italienne, mais des bombardements meurtriers frapperont les concentrations industrielles du Nord.

Après septembre 1943, les forces allemandes occuperont le nord et le centre de l'Italie, les Alliés contrôlant le Sud. La guerre se poursuivra dans toute la péninsule jusqu'au bout, et ce n'est qu'en mai 1945 que les forces américaines atteignent Milan.

Dans la partie de l'Italie occupée se constitue et se développe une puissante force militaire de partisans, avant tout constituée par les cadres et les militants communistes. Dans le Sud, le mouvement surgi de l'explosion qui a jeté à bas le régime fasciste

ne s'identifie pas au gouvernement de Badoglio. Dans le Nord, lorsque le régime nazi entre dans sa phase d'écroulement, un réseau serré de comités d'usines et de comités de libération ressurgit et, localement, prend le pouvoir entre ses mains. Au point qu'un journaliste de l'époque parlera de « *révolution sociale* ». Dans le Sud, le conflit latent entre les organisations ouvrières et le régime monarchique prend un tour aigu. A Bari, en janvier 1944, se tient un congrès des comités de libération, dans lequel est exigé l'abolition de la monarchie. En hâte, on fait revenir d'URSS le dirigeant du Parti communiste, Palmiro Togliatti. Il est transporté par les bons soins de la US Air Force. Dès mars, il deviendra ministre du gouvernement monarchique...

On ne peut bien sûr que penser à ce qui se passe dans la même période de temps, en décembre 1944, au retour de Thorez en France, et à son discours : « *Un seul Etat, une seule police, une seule armée.* »

« *La victoire des masses populaires sur la tyrannie nazie constituera l'une des plus grandes explosions de l'histoire du monde et changera du jour au lendemain le visage de l'Europe* », écrivait Trotsky en août 1939.

Ce pronostic trouve sa confirmation dans la vague révolutionnaire mondiale et dans ses conséquences en Europe. Cette vague déferle aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest du continent. Partout, le pouvoir de la bourgeoisie est disloqué, est sur le point de s'effondrer ou vacille (6).

Et la question : « Quel régime va succéder au nazisme en Allemagne ? », n'est pas réglée par la capitulation du 8 mai. Un constat d'ensemble s'impose : plus le dénouement militaire approche, plus les opérations de guerre sont *avant tout* déterminées par des objectifs ouvertement contre-révolutionnaires.

(5) A ce sujet, voir l'article de R. Clément, « *Italie : crise politique, crise de l'Etat, crise révolutionnaire* » (*La Vérité*, n° 573, septembre 1976).

(6) Y compris dans les pays impérialistes victorieux, la mobilisation de la classe ouvrière tend à mettre en cause la domination de la bourgeoisie (Angleterre, Etats-Unis).

---

## ATHÈNES, VARSOVIE, DRESDE

---

En octobre 1944, les troupes britanniques entrent dans Athènes qui est aux mains de l'organisation de résistance militaire animée par le PC grec, l'ELAS. Ce dernier manifeste son accord pour entrer dans un gouvernement de coalition avec les forces réactionnaires rassemblées autour du gouvernement grec en exil. Mais la direction du PC grec ne peut faire accepter le désarmement préalable de l'ELAS. En décembre 1944, l'armée anglaise écrase dans le sang les unités de la résistance grecque. C'est directement une opération de guerre — au détriment de l'exploitation de la défaite allemande — une opération de guerre civile contre le peuple grec.

Quelques mois auparavant, en août 1944, les forces armées soviétiques atteignent les environs de Varsovie. C'est alors que la ville se soulève. L'insurrection répond à un appel lancé par le gouvernement de Londres, mais c'est la grande majorité du peuple qui répond. L'insurrection dure soixante-trois jours. Elle est finalement écrasée au prix d'un terrible massacre : on compte 200 000 morts. Varsovie est incendiée. Les forces nazies ne sont pas inquiétées. L'armée soviétique, à quelques kilomètres, reste l'arme au pied.

Elle ne recevra l'ordre de se mettre en mouvement que lorsque les ultimes îlots de résistance auront été liquidés. Cette complicité de fait avec les massacreurs du peuple de Varsovie résume ce qu'est le contenu contre-révolutionnaire de la politique de la bureaucratie stalinienne : partout, il faut mater les peuples pour que ceux de l'Union soviétique ne lui demandent pas des comptes. Dans tous les pays d'Europe de l'Est, d'où les armées soviétiques chassent la Wehrmacht, la première vague révolutionnaire — qui voit surgir des comités dans les usines dont les patrons ont fui, des comités locaux, où se réorganise dans sa diversité le mouvement ouvrier et populaire — est stoppée par les autorités russes. Ce n'est que plus tard, à son corps défendant, et comme condition de la « normalisation » de son contrôle des pays d'Europe de l'Est et comme consolidation nécessaire de sa position face à l'impérialisme (guerre froide), qu'elle « ajuste » la structure de l'économie

de ces pays à celle existant en URSS (l'assimilation structurelle) (7).

Même si les résultats finaux ne sont pas identiques (conquêtes sociales considérables de la classe ouvrière à l'Ouest, mais maintien de l'Etat bourgeois et de la propriété privée, expropriation bureaucratique achevée de la bourgeoisie, constitution d'extensions du pouvoir de la bureaucratie à l'Est), c'est le même mouvement du prolétariat — rassemblant autour de lui toutes les couches populaires —, qui est le moteur premier des bouleversements sociaux et politiques, à l'Est comme à l'Ouest.

Le lien est évident entre le sort des travailleurs de Varsovie abandonnés à leurs bourreaux, le sort des travailleurs d'Athènes écrasés par l'armée de libération, celui des ouvriers de Milan, victimes des bombardements ciblés de l'aviation alliée, et celui de la population de Dresde.

Le militant trotskyste allemand Werner Uhde écrit, dans *La Vérité* d'avril 2005 :

« Le bombardement systématique des villes allemandes, des zones peuplées et des quartiers ouvriers, par l'armée de l'air à partir de l'année 1943, s'est intensifié sans le moindre objectif militaire en 1945 ("Si vous ne pouvez pas toucher les usines, frappez les travailleurs", déclarait alors l'amiral Harris, de l'armée de l'air américaine). Le bombardement de Dresde les 13 et 14 février 1945, à quelques kilomètres de distance respectivement à l'est du front russe et à l'ouest du front américain, tous les deux victorieux, devait constituer le point culminant de la terreur contre le peuple allemand.

*Dans ces quelques mois, plus de bombes ont été lancées que durant toute la durée précédente de la guerre. La terreur par les bombes ne vise pas la dictature fasciste, elle vise à démoraliser et désespérer la population. Cette terreur vient compléter la terreur nazie contre le peuple. Les deux types de terreur se renvoient la balle, avec la même cible : enlever au peuple allemand toute volonté de disposer de son destin, d'être un peuple souverain ; enlever à la classe ouvrière allemande toute volonté révolutionnaire. Et cela, comme avertissement aux autres peuples et classes ouvrières d'Europe et même du monde. »*

---

(7) « L'assimilation structurelle » a été le terme employé par les trotskystes pour rendre compte du processus d'expropriation en cours sous le contrôle de la bureaucratie.

---

## «LE GRAND PROBLÈME»

---

Il est bien évident que 1945, du point de vue strict du déroulement de la Seconde Guerre mondiale impérialiste, marque la victoire totale des impérialismes — américain essentiellement et anglais — contre l'impérialisme allemand, pour qui le nazisme a abouti à une catastrophe. Elle est donc l'année d'un repartage du monde en faveur des vainqueurs, et principalement des Etats-Unis. Pourtant, en rester là, (comme c'est le cas pour bien des écrits commémoratifs), serait passer à côté d'un fait essentiel.

Certes, à la fin de l'année 1945, lorsque la capitulation du Japon mettra fin à la guerre en Asie, l'impérialisme américain occupera une place sans précédent comme « *maître de l'humanité capitaliste* » et protecteur, à l'échelle mondiale, de la continuation de ce système, pour reprendre l'expression utilisée par Trotsky dans *Europe et Amérique*. Mais de quel monde est-il le protecteur ? De quelle victoire tire-t-il sa position ?

La victoire militaire n'a été remportée qu'avec l'apport essentiel de l'URSS, les immenses sacrifices des peuples de l'Union soviétique. Si la guerre se termine en consacrant l'impérialisme américain comme la première puissance mondiale, elle fait de l'URSS non seulement le second « grand », pour user d'une formule conventionnelle, mais, de loin, la première puissance en Europe ; en même temps que par son « rayonnement » international — c'est-à-dire par le contrôle qu'elle exerce sur des partis qui ont la confiance de la majorité de la classe ouvrière, de ses couches les plus organisées dans toutes les parties du monde — la couche dirigeante de l'Union soviétique, la bureaucratie stalinienne, constitue le principal rempart social de la domination impérialiste mondiale au moment où celle-ci est menacée par l'irruption révolutionnaire des masses à l'échelle mondiale.

Le barrage contre-révolutionnaire constitué par les appareils installés au sommet du mouvement ouvrier ne pouvait être pleinement efficace sans que soient portés des coups à l'avant-garde organisée sur la base du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale. Oui, partout, et particulièrement dans l'Europe saccagée par la guerre, le prolétariat meurtri, saigné par la guerre, et qui avait perdu tout

ou partie de son avant-garde politique, s'est dressé, commençant la révolution en Europe. Dans les conditions existant alors, la volonté « instinctive », comme le dit Trotsky, de reconstruire la société sur des bases communistes, s'est affirmée dès le début de la révolution prolétarienne en Europe, posant, à un niveau jamais atteint jusque-là, la question des Etats-Unis socialistes d'Europe.

La révolution d'Octobre a trouvé sa continuation dans l'action révolutionnaire de la classe ouvrière, à l'échelle mondiale. Cette continuation n'a pu atteindre dans les pays les plus industrialisés ce qu'avait achevé la révolution d'Octobre en Russie, la prise du pouvoir.

Trotsky le soulignait à la veille de la guerre :

« *Le prolétariat des pays avancés n'a pas créé une direction à la hauteur des tâches de cette époque.* »

Cette tâche ne pouvait être réglée dans les années de guerre. Mais la puissance de la vague révolutionnaire modifia profondément, à l'échelle mondiale, les rapports entre les classes, les conditions mêmes du maintien de la domination capitaliste et du combat de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, les conséquences en réapparaissent au premier plan à travers la crise qui déchire tout le système.

Ces conquêtes sociales ne sont pas une sorte de « supplément » externe aux relations fondamentales entre les classes. Elles en font organiquement partie. Elles vont être, pendant plus d'un demi-siècle, l'un des facteurs du rapport de force entre les classes. Les bourgeoisies de tous les pays vont sans cesse chercher à remettre en cause ces conquêtes, qui sont à la fois facteur et enjeu de la lutte des classes. Rétablir les conditions d'exploitation qui ne seront plus limitées par ces conquêtes, c'est, en Europe occidentale, l'objectif de chaque bourgeoisie, et l'objectif commun des classes dominantes.

Il n'entre pas dans les ambitions de cet article d'aborder, même de façon concentrée, les développements de la lutte des classes mondiale des années de l'après-guerre à aujourd'hui.

« *La tendance instinctive et élémentaire de la classe ouvrière à reconstruire la*

*société sur des bases communistes* » s'est affirmée à chaque étape, aussi bien dans les mouvements qui ont détruit les vieux empires coloniaux que dans les luttes de la classe ouvrière des Etats-Unis et dans les développements révolutionnaires en Amérique latine.

En Europe, ce même combat a posé et reposé la question du pouvoir en France, en Allemagne, en Espagne, au Portugal et, au travers de la révolution politique, en Allemagne de l'Est, en Pologne, en Hongrie et en Tchécoslovaquie.

Ce mouvement de fond, c'est-à-dire la lutte de classe, n'a pas abouti au renversement du système capitaliste international, sans pour autant que ce dernier se montre capable de régler une quelconque de ses contradictions. La bureaucratie stalinienne est allée au terme de sa logique en précipitant l'effondrement de l'URSS.

A ce sujet, la résolution adoptée par le IV<sup>e</sup> Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale en 2009 soulignait :

*« L'effondrement de l'URSS a porté un coup majeur à la classe ouvrière dans le combat international qui oppose capital et travail. L'URSS représentait la conquête la plus élevée du prolétariat, et ce, malgré l'expropriation politique du prolétariat, car l'Etat ouvrier dégénéré matérialisait malgré tout dans son existence les conquêtes de la révolution d'octobre 1917. (...) L'impérialisme mondial a utilisé cette défaite pour tenter de passer à une offensive supérieure de remise en cause de tous les droits des travailleurs, des classes ouvrières elles-mêmes, des pays et des nations. »*

Dans le cas de l'Europe, cette offensive « supérieure », c'est avant tout la tentative de liquider l'ensemble des conquêtes arrachées par l'assaut révolutionnaire du prolétariat lors du dénouement de la Seconde Guerre mondiale. Le moyen que tous les Etats bourgeois, tous les gouvernements — quelle que soit l'étiquette politique qu'ils arborent — utilisent, c'est l'ensemble des « institutions européennes » qui ont commencé à être forgées dès que la bourgeoisie des principaux pays d'Europe eut rétabli un minimum de stabilité, grâce au concours des directions du mouvement ouvrier et au prix de l'acceptation temporaire de profondes conquêtes ouvrières.

En effet, compte tenu des conditions créées par la guerre et des bouleversements révolutionnaires, aucune bourgeoisie d'Europe n'est capable de faire face à cette tâche isolément. Il leur faut d'emblée le patronage américain (plan Marshall, OTAN), et dès le début, les plans de stabilité s'articulent dans chaque pays à un « projet européen ». Il ne trouvera sa forme la plus achevée qu'avec le traité de Maastricht (1992), l'une des réalisations réactionnaires les plus profondes contre tous les peuples et toutes les classes ouvrières du continent, prolongée et concentrée dans l'introduction de l'euro.

Aujourd'hui, cela se concentre dans ce que le camarade Andreu Camps résumait ainsi dans le dernier numéro de *La Vérité* :

*« Jamais, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la question de la reconstruction du continent dévasté ne s'est posée simultanément de cette façon à tous les pays du continent. »*

Au moment où s'ouvre cette nouvelle phase de la lutte des classes, elle va à nouveau poser ce que Léon Trotsky définissait dans le *Manifeste d'alarme* de mai 1940 comme « le grand problème » :

*« Le monde capitaliste n'a pas d'issue, à moins de considérer comme telle une agonie prolongée. Il faut se préparer pour des longues années, sinon des décennies, de guerres, de soulèvements, de brefs intermèdes de trêve, de nouvelles guerres et de nouveaux soulèvements. C'est là-dessus que doit se fonder un jeune parti révolutionnaire. L'histoire lui donnera suffisamment d'occasion et de possibilités de s'éprouver lui-même, d'accumuler de l'expérience et de mûrir. Plus vite les rangs de l'avant-garde fusionneront, plus l'époque des convulsions sanglantes sera raccourcie, moins notre planète aura à supporter de destructions. Mais le grand problème historique ne sera en aucun cas résolu jusqu'à ce qu'un parti révolutionnaire prenne la tête du prolétariat. La question des rythmes et des intervalles est d'une énorme importance, mais elle n'altère ni la perspective historique générale ni la direction de notre politique. »*

Citation dont l'actualité ne doit pas être appréciée d'une manière formelle, ou unilatérale.

La conception révolutionnaire qui anime les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale ne se

ramène pas à constater « *qu'il manque le parti révolutionnaire* », pas plus qu'elle ne peut se réduire à espérer que l'activité révolutionnaire des masses exploitées et opprimées réglera tout.

C'est la réalité de cette action révolutionnaire, la réalité même de la lutte des classes, qui est la base de la construction du

parti au travers de l'engagement dans cette lutte.

Ce qu'affirmait Trotsky au début de la Seconde Guerre mondiale prend tout son sens aujourd'hui, enrichi par l'expérience et les leçons de la continuation de la lutte des classes, qui n'est pas qu'une répétition.

**François Forgeue**

# La Vérité

Revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale

## Bulletin d'abonnement

• Six numéros : 28 euros

• Pli clos : 33 euros

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

Code postal :

Ville :

Complément d'adresse :

Chèques à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à :  
*La Vérité* (administration, service abonnements),  
 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

# Il y a 100 ans : la conférence de Zimmerwald

## Présentation

Il y a cent ans, du 5 au 8 septembre 1915, se tenait la conférence de Zimmerwald, première conférence rassemblant des militants socialistes et ouvriers s'opposant à la guerre impérialiste, à laquelle participent trente-huit délégués venus de onze pays, y compris les pays belligérants.

« *Un premier pas* », écrit Lénine, qui, dans ce regroupement hétérogène de militants — certes tous opposés à la guerre — a défendu sa position : refus de s'en tenir aux seules déclarations pacifistes et nécessité de travailler à transformer la guerre impérialiste en guerre civile.

Un point de vue qui ne ralliera pas la majorité de la conférence, dont le manifeste, rédigé notamment par Trotsky, constitue, certes, un pas dans cette direction, mais un pas seulement. Lénine votera le manifeste de la conférence, tout en en critiquant les insuffisances. Ce sera une première étape. Elle sera suivie par la conférence de Kienthal, l'année suivante.

Notons que lorsqu'à Moscou, en 1919, est proclamée la III<sup>e</sup> Internationale, il y est lu une déclaration des « *participants de Zimmerwald* », qui « *considèrent le groupement de Zimmerwald comme dissous et demandent au bureau de la conférence de Zimmerwald de remettre tous ses documents au comité exécutif de la III<sup>e</sup> Internationale* ». Cette déclaration est signée : Racovski, Lénine, Zinoviev, Trotsky, Platten.

Pour donner un aperçu, non seulement de la signification historique de cette conférence, mais de ses débats, nous publions ici quelques pages explicites du *Lénine. La révolution permanente*, de Jean-Jacques Marie, situant cette conférence ; puis le manifeste adopté par la conférence, un extrait d'un article de Trotsky au lendemain de la conférence et un article de Lénine. On lira avec intérêt les éléments communs, mais aussi les différences d'approche de ceux qui, deux ans plus tard, seront, ensemble, les principaux dirigeants de la révolution d'Octobre victorieuse.

## La conférence de Zimmerwald (Jean-Jacques Marie)

« En mai 1915, le Parti socialiste italien convoque en Suisse une conférence internationale de partis ou fractions de partis socialistes, dont le socialiste suisse Robert Grimm assure la difficile organisation. Pour la préparer, Lénine rédige *La Faillite de la II<sup>e</sup> Internationale*. Il voit la source de cette faillite dans la victoire du “courant opportuniste”, à savoir la bureaucratie ou aristocratie ouvrière, couche qui s'est détachée de la masse des ouvriers en

ramassant les miettes tombées de la table des capitalistes. En se ralliant à son Etat national, cette aristocratie a défendu ses intérêts étroits et interdit toute réaction de la classe ouvrière qu'elle organise (ou désorganise !) du sommet des partis et syndicats, à la préparation, puis à la déclaration de la guerre.

Lénine attaque surtout Kautsky, le théoricien social-démocrate qu'il a tant

admiré et dont les sophismes alambiqués visent à justifier les sociaux-patriotes... sans se compter dans leurs rangs. Il lui consacra une brochure, *Le Renégat Kautsky*, l'année suivante. Sa violence verbale contre le pape du marxisme est le revers de son ancienne admiration. Mais lorsqu'il traite Kautsky de "prostituée", il ne fait que reprendre un mot de Rosa Luxemburg et de Franz Mehring !

Le 5 septembre enfin, Grimm entasse dans quatre voitures à cheval les 38 délégués venus de 11 pays (10 Allemands, 8 Russes, dont encore Inessa Armand, la seule participante aux quatre conférences contre la guerre, un Letton, 3 Polonais, 5 Italiens, un Roumain, un Bulgare, 2 Norvégiens-Suédois, une Hollandaise, 2 Français et 4 Suisses). Il les emmène au village de Zimmerwald, à une dizaine de kilomètres au-dessus de Berne, au milieu des pâturages et des vaches. Il loge à l'hôtel Beau-Séjour les délégués, officiellement enregistrés comme membres d'une société d'ornithologues.

Lénine tente aussitôt de rassembler une aile gauche. Il propose, par la bouche de Radek, un projet de résolution et de manifeste. Le premier texte appelle les socialistes à lutter pour *"refuser tout crédit militaire, quitter aussitôt les ministères, démasquer de la tribune parlementaire, dans la presse légale, et, si c'est impossible, dans la presse illégale, le caractère capitaliste et antisocialiste de la guerre actuelle, mener la lutte la plus intransigeante contre le socialisme patriote, tirer parti de tout mouvement du peuple découlant des effets mêmes de la guerre (tels que la misère, les pertes en hommes, etc.) pour organiser des manifestations antigouvernementales, propager la solidarité internationale dans les tranchées, soutenir toute grève économique et chercher à la transformer en cas de circonstances favorables en grève politique"*.

Lénine lie la définition des objectifs de la lutte contre la guerre à la formation d'une organisation politique indépendante. Son projet de manifeste, encore plus net, appelle les prolétaires d'Europe à l'action selon ces objectifs, en préparant la *"formation d'une Internationale puissante qui mette fin à la guerre et au capitalisme"*. La définition des objectifs a plus pour fin de préciser les contours de l'organisation indépendante à construire que de constituer une véritable

plate-forme d'action à mettre en œuvre sans tarder.

Les débats sont souvent houleux, le ton vif et les accrochages nombreux. Lénine attaque vivement la délégation allemande lors de la discussion de son projet d'appel. Soucieux de voir traduire les intentions et les phrases en actes, il a interpellé le social-démocrate allemand Georg Ledebour : *"En rentrant [en Allemagne], vous allez voter contre les crédits de guerre, n'est-ce pas ?"* Ledebour, qui ne veut pas s'y engager, lui rétorque : *"C'est trop commode de lancer des appels révolutionnaires aux masses, après s'être réfugié à l'étranger."* Lénine lui répond qu'arrêté pour la première fois en Russie il y a vingt-neuf ans, il n'a *"cessé de jeter dans les masses des appels révolutionnaires [...] de sa prison, de Sibérie, ensuite de l'étranger"*. Il s'attendait, dit-il, à trouver d'autres arguments chez Ledebour.

Les délégations italienne, allemande et française rejettent les deux volets de l'action proposée par Lénine. Une sous-commission prépare un texte de synthèse dont elle confie la rédaction à Trotsky. La discussion est violente. A un moment, exaspéré par les sarcasmes de Lénine, Christian Racovski se jette sur lui, il faut les séparer. Trois ans plus tard, Racovski présidera le gouvernement soviétique ukrainien.

Le manifeste adopté à l'unanimité dénonce l'impérialisme comme fauteur de la guerre, les responsabilités des dirigeants socialistes et l'union sacrée, mais reste vague sur l'action. Axé sur la lutte *"pour la paix sans annexions ni indemnités de guerre"*, il n'évoque pas la perspective d'une nouvelle Internationale. Lénine le juge *"inconséquent et timoré"*, mais il le vote ; il y voit en effet un pas en avant et un cadre de regroupement au sein duquel la gauche se battra pour défendre ses positions. La conférence s'achève le 8 septembre. Dès le lendemain, Lénine réunit les 8 membres de "la gauche de Zimmerwald" dont Zinoviev, Radek et le Suisse Fritz Platten. La réunion désigne un bureau et charge Radek de publier une brochure en allemand comprenant l'appel de la conférence et la position de la gauche critiquant ses demi-mesures et ses insuffisances. Le budget de la publication s'élève à 96 francs, sur lesquels Lénine verse 20 francs.

Dans les quatre conférences, Lénine a poursuivi inlassablement le même objectif et tapé sur le même clou : la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile car une vraie paix durable ne peut venir d'un accord entre les Etats engagés dans le conflit, mais de l'action des masses opprimées pour les renverser.

A dater de Zimmerwald, le principal sujet de désaccord entre Lénine et Trotsky est le choix que fait ce dernier de l'unité de tous les courants hostiles à la guerre alors que Lénine exige la rupture avec le "centre" pacifiste de Kautsky-Longuet qui invite aimablement les gouvernements en guerre à faire la paix, au lieu de mobiliser les peuples contre eux pour les renverser. Pour Lénine, ce refus de rompre avec le "centre" signifie la main tendue, à travers les "pacifistes" du centre, aux socialistes bellicistes au pouvoir. S'il juge sévèrement le manifeste de Zimmerwald, c'est parce qu'il ne prône pas

la lutte contre ce "centre" et ne prépare pas la rupture avec lui.

Dans sa correspondance, il réitère les mêmes arguments. Ainsi, dès le 5 mai 1915, dénonçant "les opportunistes et Kautsky", il affirme : "*La principale erreur de Trotsky c'est qu'il n'attaque pas cette bande.*" En juillet 1915, il vitupère Trotsky, "*en principe résolument contre la défense de la patrie, en pratique pour l'unité avec la fraction Tchkéidzé à la Douma russe [...], c'est-à-dire avec les meilleurs amis des social-chauvins russes*". En décembre 1916, il souligne que Trotsky lutte contre les mencheviks patriotes "mais [...] sans prononcer encore de parole décisive", c'est-à-dire sans affirmer qu'il faut rompre avec eux. »

(Passage extrait de  
*Lénine. La révolution permanente,*  
Jean-Jacques Marie)

## Manifeste de la conférence de Zimmerwald

### « Prolétaires d'Europe !

Voici plus d'un an que dure la guerre ! Des millions de cadavres couvrent les champs de bataille. Des millions d'hommes seront, pour le reste de leurs jours, mutilés. L'Europe est devenue un gigantesque abattoir d'hommes. Toute la civilisation créée par le travail de plusieurs générations est vouée à l'anéantissement. La barbarie la plus sauvage triomphe aujourd'hui de tout ce qui, jusqu'à présent, faisait l'orgueil de l'humanité.

Quels que soient les responsables immédiats du déchaînement de cette guerre, une chose est certaine : la guerre qui a provoqué tout ce chaos est le produit de l'impérialisme. Elle est issue de la volonté des classes capitalistes de chaque nation de vivre de l'exploitation du travail humain et des richesses naturelles de l'univers. De telle sorte que les nations économiquement arriérées ou politiquement faibles tombent sous le joug des grandes puissances, lesquelles essaient, dans cette guerre, de remanier la carte du monde par le fer et par le sang, selon leurs intérêts.

C'est ainsi que des peuples et des pays entiers comme la Belgique, la Pologne, les Etats balkaniques, l'Arménie, courent le risque d'être annexés, en totalité ou en partie, par le simple jeu des compensations.

Les mobiles de la guerre apparaissent dans toute leur nudité au fur et à mesure que les événements se développent. Morceau par morceau, tombe le voile par lequel a été cachée à la conscience des peuples la signification de cette catastrophe mondiale.

Les capitalistes de tous les pays, qui frappent dans le sang des peuples la monnaie rouge des profits de guerre, affirment que la guerre servira à la défense de la patrie, de la démocratie, à la libération des peuples opprimés. Ils mentent. La vérité est qu'en fait, ils ensevelissent, sous les foyers détruits, la liberté de leurs propres peuples en même temps que l'indépendance des autres nations. De nouvelles chaînes, de nouvelles charges, voilà ce qui résultera de cette guerre, et c'est le prolétariat de tous les pays, vainqueurs et vaincus, qui devra les porter.

Accroissement du bien-être, disait-on, lors du déchaînement de la guerre.

Misère et privations, chômage et renchérissement de la vie, maladies, épidémies, tels en sont les vrais résultats. Pour des dizaines d'années, les dépenses de la guerre absorberont le meilleur des forces des peuples, compromettent la conquête des améliorations sociales et empêcheront tout progrès.

Faillite de la civilisation, dépression économique, réaction politique, voilà les bienfaits de cette terrible lutte des peuples.

La guerre révèle ainsi le caractère véritable du capitalisme moderne qui est incompatible, non seulement avec les intérêts des classes ouvrières et les exigences de l'évolution historique, mais aussi avec les conditions élémentaires d'existence de la communauté humaine.

Les institutions du régime capitaliste qui disposaient du sort des peuples : les gouvernements — monarchiques ou républicains —, la diplomatie secrète, les puissantes organisations patronales, les partis bourgeois, la presse capitaliste, l'Eglise : sur elles toutes pèse la responsabilité de cette guerre surgie d'un ordre social qui les nourrit, qu'elles défendent et qui ne sert que leurs intérêts.

### **Ouvriers !**

Vous, hier, exploités, dépossédés, méprisés, on vous a appelés frères et camarades quand il s'est agi de vous envoyer au massacre et à la mort. Et aujourd'hui que le militarisme vous a mutilés, déchirés, humiliés, écrasés, les classes dominantes réclament de vous l'abdication de vos intérêts, de votre idéal, en un mot une soumission d'esclaves à la paix sociale. On vous enlève la possibilité d'exprimer vos opinions, vos sentiments, vos souffrances. On vous interdit de formuler vos revendications et de les défendre. La presse jugulée, les libertés et les droits politiques foulés aux pieds : c'est le règne de la dictature militariste au poing de fer.

Nous ne pouvons plus ni ne devons rester inactifs devant cette situation qui menace l'avenir de l'Europe et de l'humanité.

Pendant de longues années, le prolétariat socialiste a mené la lutte contre le militarisme ; avec une appréhension croissante, ses

représentants se préoccupaient dans leurs congrès nationaux et internationaux des dangers de guerre que l'impérialisme faisait surgir, de plus en plus menaçants. A Stuttgart, à Copenhague, à Bâle, les congrès socialistes internationaux ont tracé la voie que doit suivre le prolétariat.

Mais, partis socialistes et organisations ouvrières de certains pays, tout en ayant contribué à l'élaboration de ces décisions, ont méconnu, dès le commencement de la guerre, les obligations qu'elles leur imposaient. Leurs représentants ont entraîné les travailleurs à abandonner la lutte de classe, seul moyen efficace de l'émancipation prolétarienne. Ils ont accordé aux classes dirigeantes les crédits de guerre ; ils se sont mis au service des gouvernements pour les besoins divers ; ils ont essayé, par leur presse et par des émissaires, de gagner les neutres à la politique gouvernementale de leurs pays respectifs ; ils ont fourni aux gouvernements des ministres socialistes comme otages de l'"Union sacrée". Par cela même, ils ont accepté, devant la classe ouvrière, de partager avec les classes dirigeantes les responsabilités actuelles et futures de cette guerre, de ses buts et de ses méthodes. Et de même que chaque parti, séparément, manquait à sa tâche, le représentant le plus haut des organisations socialistes de tous les pays, le Bureau socialiste international manquait à la sienne.

C'est à cause de ces faits que la classe ouvrière, qui n'avait pas cédé à l'affolement général ou qui avait su, depuis, s'en libérer, n'a pas encore trouvé, dans la seconde année de carnage des peuples, les moyens d'entreprendre dans tous les pays, une lutte active et simultanée pour la paix.

Dans cette situation intolérable, nous, représentants des partis socialistes, des syndicats, ou de minorités de ces organisations, Allemands, Français, Italiens, Russes, Polonais, Lettons, Roumains, Bulgares, Suédois, Norvégiens, Hollandais et Suisses, nous qui ne nous plaçons pas sur le terrain de la solidarité nationale avec nos exploités mais qui sommes restés fidèles à la solidarité internationale du prolétariat et à la lutte de classe, nous nous sommes réunis pour renouer les liens brisés des relations internationales, pour appeler la classe ouvrière à reprendre conscience d'elle-même et l'entraîner dans la lutte pour la paix.

Cette lutte est la lutte pour la liberté, pour la fraternité des peuples, pour le socialisme. Il faut entreprendre cette lutte pour la paix, pour la paix sans annexions ni indemnités de guerre. Mais une telle paix n'est possible qu'à condition de condamner toute pensée de violation des droits et des libertés des peuples. Elle ne doit conduire ni à l'occupation de pays entiers, ni à des annexions partielles. Pas d'annexions, ni avouées ni masquées, pas plus qu'un assujettissement économique qui, en raison de la perte de l'autonomie politique qu'il entraîne, devient encore plus intolérable. Le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes doit être le fondement inébranlable dans l'ordre des rapports de nation à nation.

### **Prolétaires !**

Depuis que la guerre est déchaînée, vous avez mis toutes vos forces, tout votre courage, toute votre endurance au service des classes possédantes, pour vous entretenir les uns les autres. Aujourd'hui, il faut, restant sur le terrain de la lutte de classe irréductible, agir pour votre propre cause, pour le but sacré du socialisme, pour l'émancipation des peuples opprimés et des classes asservies.

C'est le devoir et la tâche des socialistes des pays belligérants d'entreprendre cette

lutte avec toute leur énergie. C'est le devoir et la tâche des socialistes des pays neutres d'aider leurs frères, par tous les moyens, dans cette lutte contre la barbarie sanguinaire.

Jamais, dans l'histoire du monde, il n'y eut tâche plus urgente, plus élevée, plus noble ; son accomplissement doit être notre œuvre commune. Aucun sacrifice n'est trop grand, aucun fardeau trop lourd pour atteindre ce but : le rétablissement de la paix entre les peuples.

Ouvriers et ouvrières, mères et pères, veuves et orphelins, blessés et mutilés, à vous tous qui souffrez de la guerre et par la guerre, nous vous crions : par-dessus les frontières, par-dessus les champs de bataille, par-dessus les campagnes et les villes dévastées :

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »**

**Zimmerwald (Suisse), septembre 1915.**

**(« Manifeste de la conférence socialiste internationale à Zimmerwald (Suisse) »)**

---

Nous donnons le texte officiel français tel qu'il a été publié par Rosmer dans son livre *Le Mouvement ouvrier pendant la guerre* (tome 1, pp. 379-382).

## **“Les travaux de la conférence” (Trotsky)**

« Il y avait quelques divergences qui se firent jour dans les exposés, particulièrement en ce qui concernait la principale question de l'ordre du jour : le comportement envers la guerre et la lutte pour la paix.

Une partie de la Conférence, inspirée par l'extrême gauche, se basait sur le fait que les vieux partis socialistes, par exemple les partis français et allemand, se liant aux gouvernements capitalistes, s'étaient dissous non seulement au moment critique de la guerre, mais définitivement. Les partis ouvriers ne pouvaient renaître qu'à partir d'éléments nouveaux. Ils devaient brandir le drapeau du “schisme” et rompre tout lien avec les politiques de “Burgfrieden” (Paix

civile) et “d'Union sacrée”. Le défenseur le plus marquant de cette thèse était Lénine. Il était suivi, plus ou moins étroitement, par le député suédois Hoeglund, chef du groupe de gauche, et par le dirigeant de la jeunesse norvégienne, Nörmann.

Un second groupe, jouant pour ainsi dire le rôle de “Centre”, était hostile à la politique officielle des partis occidentaux. Mais il estimait que le “schisme” n'était pas une condition *sine qua non* de travail dans l'esprit de l'Internationalisme. Les représentants de ce groupe estimaient, comme l'extrême gauche, que le naufrage de la II<sup>e</sup> Internationale était dû à l'immobilisme des relations internationales, au moins en

Europe occidentale, et était le résultat d'une époque historique de politique passive. Toute une génération du mouvement ouvrier s'était constituée dans une atmosphère d'adaptation systématique au parlementarisme et avait lié son sort à celui de ce dernier au moment critique. Ces représentants, à l'instar de la gauche, pensaient qu'il n'était pas question, après la guerre, de revenir à l'ancien état de choses. De profonds changements s'effectueraient à l'intérieur des Partis socialistes. Mais, tant qu'il s'agissait d'organisations de masse, une séparation systématique ne s'avérait pas indispensable. Une lutte implacable pour conquérir l'influence sur les masses devait s'engager, au sein du Parti. Ce second groupe se composait des éléments de gauche allemands (Spartakistes), de Roland-Holst, de Balabanova, d'une partie des Italiens, des Russes et des Suisses.

Le troisième groupe comptait des éléments plus pondérés qui regardaient la Conférence comme une démonstration à la face du monde et espéraient que la fin des hostilités balayerait l'engance nationaliste, en remettant les choses à leur place. Ce groupe était constitué par une fraction de la délégation allemande, par les Français et une partie des Italiens. Il est parfaitement clair que ces trois groupes devaient s'expliquer dans une ambiance peu ordinaire. Alors que le premier s'efforçait de gagner des adhérents à la lutte intérieure et à la rupture complète avec le social-nationalisme, le troisième groupe voulait limiter la portée de la Conférence à une manifestation pour la paix.

Devant le refus de la majorité d'élaborer une résolution tactique et programmée, l'aile gauche dut faire en sorte que le premier problème de l'Internationale naissante — la lutte contre la guerre — fut placé sur les rails de la lutte des classes révolutionnaire. Nous sommes d'avis que ce but fut atteint au degré maximum permis par l'état de choses.

Les traits généraux concernant cette question étaient les causes fondamentales et les "fauteurs directs de guerre", la conduite des Partis socialistes et leur semi-opposition passive (l'abstention lors du vote des crédits militaires) et enfin les moyens et les forces à la disposition du prolétariat.

Axelrod exprima l'opinion, dans un de ses exposés, qu'user de la même unité de mesure

pour juger du comportement des socialistes français et allemands, en ignorant les fauteurs de guerre et la différence des situations militaires, c'était propager non l'internationalisme, mais le "cynisme". Ce point de vue fut repris, mais sous une forme beaucoup plus abrupte, par un délégué italien. L'assemblée refusa catégoriquement de le suivre sur cette voie. Quelle que pût être la responsabilité "indirecte" de la guerre (diplomatique, etc.), la mêlée des peuples européens était le résultat de la politique impérialiste. Elle a dévoilé les intérêts *fondamentaux* de la société capitaliste et a mis en mouvement les forces *fondamentales*. Dans cette catastrophe mondiale, où se joue le sort de la culture, le prolétariat doit se laisser guider par ses intérêts *fondamentaux* et non s'intéresser aux nuances offertes par les divers gouvernements et les situations stratégiques provisoires. La collusion des socialistes et du bloc national, comme le fit remarquer le délégué de *Naché Slovo* est plus explicable *psychologiquement* dans les pays subissant des revers, que dans les nations remportant des victoires, mais, politiquement, elle ne fait, au même degré, que démoraliser et affaiblir le prolétariat. La question posée à la Conférence n'est pas de rechercher des circonstances atténuantes aux divergences nationalistes du social-patriotisme, mais bien de susciter contre lui une lutte simultanée et coordonnée de la part de l'Internationale entière.

La tendance des internationalistes français et allemands de se borner à refuser le bloc national, fut admise par l'opinion générale. En conclusion, le social-nationalisme triomphant fut stigmatisé comme il le méritait.

Trois projets furent présentés, provenant de la rédaction de *Sozial-demokrat*, de la fraction droitiste de l'opposition allemande et de la délégation de *Naché Slovo*.

Le projet de *Sozial-demokrat* tentait de donner des indications sur des méthodes de lutte bien définies. On aurait pu, tout d'abord, s'interroger sur l'opportunité de déclarer publiquement les tactiques à employer ! Indépendamment de ceci, il était clair que la résolution étant rejetée, il n'y avait aucun espoir de transférer la description des tactiques de base dans un autre document... Le projet avait le défaut fondamental de représenter un comportement indécis et à double sens envers la lutte

des classes. Lénine avait exposé suffisamment clairement, déjà auparavant dans ses articles et études, qu'il considérait personnellement le slogan de la lutte pour la paix comme parfaitement *négatif*. Il expliquait sa position par l'aphorisme suivant : notre tâche est, non pas de faire taire les canons de 420 cm, mais de les mettre au service de nos desseins. Il n'y a pas de doute que la différence entre pacifistes et internationalistes consiste en ceci : nous voulons convertir les moyens militaires en armes pour les prolétaires. Mais il serait absolument inadéquat de mettre en opposition cette question et la lutte pour la paix. Pour que le prolétariat allemand ait envie de braquer ses canons sur ses ennemis de classe, il faut qu'il ne désire plus tirer sur ses frères de classe — en d'autres termes, il doit être animé de sentiments hostiles envers *cette* guerre, qui l'épuise et le rend exsangue, tout comme son allié de classe des deux côtés des tranchées. Le mot d'ordre de la cessation de la guerre est, pour les prolétaires, celui de l'auto-conservation de classe, du rapprochement international et de la condition de l'action révolutionnaire. De surcroît, dans le projet de *Sozial-demokrat*, le slogan pour la paix n'incarne pas l'appel vibrant du prolétariat, mobilisant ses forces contre le militarisme, mais comme une concession transactionnelle du pur esprit révolutionnaire à la pusillanimité pacifiste de l'homme.

Le projet de manifeste, élaboré par les éléments pondérés de l'opposition allemande, traitait, en premier lieu, des conditions du monde futur : pas d'annexions et pas de rattachements économiques par la force, droit des nations à l'autodétermination. Il n'y eut pas une seule voix contre. La guerre européenne a, sous la forme la plus aiguë, posé la question des petites et faibles nations et celle de la coexistence des grandes puissances. Ignorer ces problèmes en leur opposant le simple slogan "Paix" relèverait du pur nihilisme. Le prolétariat doit avoir ses principes qu'il doit s'efforcer de prendre comme bases de la coexistence nationale, au moyen de la lutte révolutionnaire et de la victoire. Les sociaux-militaristes (Vaillant et C<sup>ie</sup>) formulent les principes d'un monde démocratique et soumettent sa création à l'emploi de l'armement national. Les sociaux-pacifistes (Kautsky et autres) formulent des

principes analogues (contre les annexions). Mais, comme de fait ils se réconcilient avec la "paix civile" et qu'ils laissent aux sociaux-impérialistes le soin de diriger les prolétaires, tous leurs principes pacifistes ne leur servent qu'à leur donner bonne conscience. Les socialistes révolutionnaires formulent les principes de la coexistence des peuples (condition de la paix) comme des slogans par lesquels ils mobilisent le prolétariat contre la guerre et les entreprises impérialistes ; avec ces slogans, ils lutteront contre la férocité diplomatique du futur Congrès de la paix ; avec eux, ils expliqueront aux masses et démontreront par l'expérience vivante des événements que la réalisation de ces principes ne peut avoir comme résultat que la prise du pouvoir par le prolétariat.

Le programme de paix, pour lequel devait lutter le prolétariat, fut littéralement — et sans jugement de principe — extrait du projet de l'opposition allemande. Ce programme convient-il aux exigences du développement historique ? C'est une question qui dépend d'un jugement d'ordre général. Mais le projet lui-même, élaboré par la Droite de l'opposition allemande, était inacceptable, car, ne soulignant pas le comportement des Partis socialistes et ne faisant pas progresser, de manière décisive, les liens entre "les conditions indispensables à la paix" et la lutte révolutionnaire, il tombait dans la phraséologie pacifiste.

Le troisième projet, celui de *Naché Slovo* fut formulé dans l'esprit des idées fondamentales, développées dans les remarques présentées.

Les trois projets furent soumis à une commission de sept membres. La commission confia la rédaction définitive à Grimm et au représentant de *Naché Slovo*. Elle fut, avec quelques hâtives corrections, approuvée par la commission et adoptée unanimement par l'assemblée. (...)

Le document est un grand pas en avant. »

**(Extraits de l'article publié dans *Naché Slovo* [octobre 1915] et reproduit dans Trotsky, *La Guerre et la révolution*, Zimmerwald**

## “Un premier pas” (Lénine)

« Dans cette période de crise extrêmement grave provoquée par la guerre, le mouvement socialiste international se développe lentement. Il se développe néanmoins, et ce dans le sens d'une rupture avec l'opportunisme et le social-chauvinisme. La Conférence socialiste internationale de Zimmerwald (Suisse), qui s'est tenue du 5 au 8 septembre 1915, l'a clairement montré.

Durant toute une année, on avait pu constater parmi les socialistes des pays belligérants et des pays neutres une phase d'hésitation et d'attente : ils n'osaient pas s'avouer à eux-mêmes toute la profondeur de la crise, ils ne voulaient pas voir la réalité en face, ils remettaient à plus tard de mille manières la rupture inévitable avec les opportunistes et les partisans de Kautsky, qui prédominent dans les partis officiels d'Europe occidentale.

Mais le jugement que nous avons porté sur les événements il y a un an, dans le manifeste du Comité central (n° 33 du *Social-Démocrate*) s'est révélé juste ; les événements en ont démontré le bien-fondé ; ils se sont *déroulés* de telle façon qu'à la première Conférence socialiste internationale étaient représentés les éléments protestataires de la minorité (en Allemagne, en France, en Suède et en Norvège), qui agissaient à l'encontre des décisions des partis officiels, c'est-à-dire, pratiquement, en scissionnistes. Les travaux de cette Conférence ont eu pour résultat un manifeste et une résolution de sympathie aux camarades emprisonnés et poursuivis. Ces deux documents sont publiés dans le présent numéro du *Social-Démocrate*. Par 19 voix contre 12, la Conférence a refusé d'examiner en commission le projet de résolution que nous avions présenté avec d'autres marxistes révolutionnaires ; quant à notre propre projet de manifeste, il a été, avec deux autres, transmis à la commission en vue de rédiger un manifeste commun. Le lecteur trouvera par ailleurs dans ce numéro le texte de nos deux projets ; en le comparant à celui du manifeste adopté, il verra clairement que nous avons réussi à faire admettre nombre

d'idées fondamentales du marxisme révolutionnaire.

Le manifeste adopté marque un pas en avant vers la rupture idéologique et pratique avec l'opportunisme et le social-chauvinisme. Mais en même temps, comme l'indiquera son analyse, il pêche par inconséquence et insuffisance.

Le manifeste déclare que la guerre est impérialiste et il indique deux traits caractéristiques de la notion d'impérialisme : la tendance des capitalistes de *chaque* pays à réaliser des profits et à intensifier l'exploitation, et la tendance des grandes puissances à partager le monde et à “asservir” les nations faibles. Tout l'essentiel de ce qu'il faut dire sur le caractère impérialiste de la guerre, et qui était formulé dans notre résolution, se trouve repris ici. Le manifeste ne fait, dans cette partie, que *populariser* notre résolution. La popularisation est chose utile, sans contredit. Mais si nous voulons que la classe ouvrière ait des idées claires, si nous attachons de l'importance à la propagande méthodique et opiniâtre, il importe d'établir d'une façon précise et détaillée les principes qui doivent être popularisés. Sinon, nous risquons de commettre exactement la même erreur, le même péché que celui qui causa la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale, à savoir : nous laissons la porte ouverte aux équivoques et aux fausses interprétations. Peut-on nier, par exemple, que l'idée exprimée dans la résolution au sujet de la maturité des prémisses objectives du socialisme soit d'une importance capitale ? Dans l'exposé “populaire” du manifeste, cette idée est laissée de côté ; la tentative de fondre en un tout la claire et précise résolution de principe et l'appel n'a pas réussi.

“*Les capitalistes de tous les pays... affirment que la guerre sert à défendre la patrie... Ils mentent...*”, poursuit le manifeste. Là encore, cette nette affirmation que l'idée fondamentale de l'opportunisme dans la guerre actuelle — celle de la “défense de la patrie” — est un “mensonge”

reprend l'idée essentielle de la résolution des marxistes révolutionnaires. Mais là encore apparaît une regrettable réticence, une sorte de timidité, comme si l'on craignait de dire toute la vérité. Qui ne sait aujourd'hui, après une année de guerre, que le vrai malheur pour le socialisme a été le *mensonge* des capitalistes *repris et soutenu* non seulement par la presse capitaliste (si elle est capitaliste, c'est précisément pour reproduire les mensonges des capitalistes), mais aussi par la plus grande partie de la presse socialiste ? Qui ne sait que ce n'est pas le "mensonge des capitalistes" qui a provoqué la plus grande des crises du socialisme européen, mais le *mensonge* de Guesde, de Hyndman, de Vandervelde, de Plekhanov, de Kautsky ? Qui ne sait que c'est le *mensonge* de ces chefs, précisément, qui a révélé soudainement toute la force de l'opportunisme, où ils ont sombré au moment décisif ?

Voyez ce qui en résulte. Pour se rendre populaire, on dit aux grandes masses que l'idée de la défense de la patrie dans cette guerre est un mensonge des capitalistes. Mais les masses européennes ne sont pas illettrées, et presque tous les lecteurs du manifeste ont appris et apprennent *ce même mensonge* par des centaines de journaux, de revues et de brochures socialistes, qui font chorus avec Plekhanov, Hyndman, Kautsky et C<sup>ie</sup>. Que peuvent penser les lecteurs ? Quelles idées leur viendront à l'esprit devant cette démonstration évidente de la timidité des auteurs du manifeste ? N'écoutez pas le mensonge capitaliste sur la défense de la patrie, enseigne ce document aux ouvriers. Très bien. Presque tous répondront ou penseront dans leur for intérieur : le mensonge des *capitalistes* ne nous trouble plus depuis longtemps, mais il y a celui de Kautsky et C<sup>ie</sup>...

Plus loin, le manifeste reprend une autre idée majeure de notre résolution en déclarant que les partis socialistes et les organisations ouvrières de divers pays ont "foulé aux pieds les engagements découlant des résolutions des congrès de Stuttgart, de Copenhague et de Bâle", que le Bureau socialiste international, lui non plus, *n'a pas rempli son devoir*, ce qui s'est exprimé par le vote des crédits de guerre, par la participation aux ministères, par la reconnaissance de l'"union sacrée" (le manifeste fait état d'une soumission *servile* à l'union sacrée,

c'est-à-dire qu'il accuse Guesde, Plekhanov, Kautsky et C<sup>ie</sup> d'avoir substitué à la propagande du socialisme celle d'idées *serviles*).

On peut se demander si c'est être conséquent que de dire dans un manifeste "populaire" que certains partis ont failli à leur devoir (il s'agit, on le sait, des plus forts partis et organisations ouvrières de tous les pays les plus avancés : l'Angleterre, la France, l'Allemagne) et, en même temps, de ne pas donner d'explication à ce fait stupéfiant, inouï et sans précédent. La plupart des partis socialistes et le Bureau socialiste international lui-même ont failli à leur devoir ! Qu'est-ce à dire ? Est-ce l'effet du hasard, la faillite de certaines personnes ? Ou s'agit-il d'un tournant dans toute une époque ? Si la première hypothèse est juste, si *nous* laissons une pareille idée s'emparer des masses, cela revient à dire que *nous* renions les fondements de la doctrine socialiste. Si c'est la seconde hypothèse qui est juste, comment peut-on ne pas le dire carrément ? Voici un fait d'une importance historique mondiale, la faillite de toute l'Internationale, un tournant dans toute une époque, et nous *craignons* de dire aux masses qu'il faut chercher et découvrir toute la vérité, qu'il faut penser les choses jusqu'au bout, qu'il est absurde et ridicule de supposer que le Bureau socialiste international et plusieurs partis ont fait faillite *sans* que ce phénomène se rattache à la longue histoire de la naissance, du développement, de la maturation et du *pourrissement* du courant opportuniste européen, lequel a de profondes racines économiques, profondes dans le sens d'une liaison étroite non pas avec les masses, mais avec une couche déterminée de la société.

Abordant la "lutte pour la paix", le manifeste déclare : "*Cette lutte est une lutte pour la liberté, pour la fraternité des peuples, pour le socialisme*", et on explique plus loin qu'à la guerre, les ouvriers se sacrifient "*au service des classes dominantes*", alors qu'il importe de savoir se sacrifier "*pour sa propre cause*" (souligné deux fois), "*pour les buts sacrés du socialisme*". Par ailleurs, la résolution exprimant la sympathie aux militants emprisonnés et poursuivis, proclame que "*la Conférence s'engage solennellement à honorer ces militants, vivants ou morts, en*

suisant *leur exemple*” et qu’elle se donne pour tâche d’*“éveiller l’esprit révolutionnaire du prolétariat international”*.

Toutes ces idées reprennent cette thèse fondamentale de notre résolution que la lutte pour la paix *sans* lutte révolutionnaire est une phrase creuse et mensongère, et que la seule voie permettant de nous délivrer des horreurs de la guerre est la lutte révolutionnaire pour le socialisme. Là encore, c’est la même carence, la même inconsistance, la même pusillanimité : on appelle les masses à *suivre l’exemple* des militants révolutionnaires, on déclare que les cinq membres de la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie déportés en Sibérie, ont suivi *“la glorieuse tradition révolutionnaire russe”*, on proclame la nécessité d’*“éveiller l’esprit révolutionnaire”*... *sans parler* franchement, ouvertement, nettement, des moyens révolutionnaires de lutte.

Notre Comité central devait-il signer ce manifeste qui pêche par son inconséquence et sa timidité ? Nous pensons que oui. Notre désaccord — je ne parle pas seulement du Comité central mais aussi de toute la gauche internationale, marxiste révolutionnaire, de la Conférence — est consigné ouvertement dans une résolution spéciale, dans un projet de manifeste spécial, dans une déclaration spéciale au sujet du vote du manifeste de compromis. Nous n’avons pas dissimulé un iota de nos opinions, de nos mots d’ordre, de notre tactique. L’édition allemande de la brochure : *Le socialisme et la guerre* a été distribuée à la Conférence. Nous avons répandu, nous répandons et nous continuerons de répandre nos idées aussi largement que sera répandu le manifeste. C’est un fait que ce dernier constitue *un pas en avant* vers la lutte effective contre l’opportunisme, vers la rupture et la scission avec lui. Ce serait du sectarisme que de renoncer à ce pas en avant *avec* la minorité des Allemands, des Français, des Suédois, des Norvégiens et des Suisses, quand nous conservons l’entière liberté et l’entière possibilité de critiquer l’inconséquence et de chercher à obtenir davantage. Ce serait une mauvaise tactique de guerre que de refuser de marcher avec le mouvement international grandissant de protestation contre le social-chauvinisme, sous prétexte que ce mouvement est trop lent, qu’il fait *“seulement”* un pas en avant, qu’il est prêt et disposé à faire

demain un pas en arrière et à rechercher une conciliation avec l’ancien Bureau socialiste international. La disposition à s’entendre avec les opportunistes n’est pour le moment qu’un souhait, et rien de plus. Les opportunistes y consentiront-ils ? La paix est-elle possible, *objectivement*, entre les courants du social-chauvinisme, du kautskisme et du marxisme internationaliste révolutionnaire, qui divergent de plus en plus ? Nous pensons que non, et nous continuerons à appliquer notre ligne politique, encouragés par le succès qu’elle a remporté à la conférence du 5 au 8 septembre.

Car le succès de notre ligne est indéniable. Comparons les faits. En septembre 1914, le manifeste de notre Comité central semble être isolé. En mars 1915 se tient la Conférence internationale des femmes, avec une maigre résolution pacifiste que le Comité d’organisation approuve aveuglément. En septembre 1915, nous nous rassemblons pour former tout un groupe de la gauche internationale, nous nous présentons avec notre propre tactique, nous faisons admettre nombre de nos idées essentielles dans un manifeste commun, nous participons à la formation de la Commission socialiste internationale (C.S.I.), c’est-à-dire en fait d’un nouveau Bureau socialiste international, en dépit de la volonté de l’ancien Bureau et sur la base d’un manifeste qui condamne nettement la tactique de ce dernier. Les ouvriers de Russie, dont l’immense majorité a suivi notre Parti et son Comité central dès les années 1912-1914, verront maintenant, à la faveur de l’expérience du mouvement socialiste international, que notre tactique se confirme aussi sur une échelle plus vaste et que nos idées fondamentales sont partagées aujourd’hui par une partie toujours plus grande, et la meilleure, de l’Internationale prolétarienne. »

(Article publié dans  
*Le Social-Démocrate* [11 octobre 1915] et  
reproduit dans *Lénine, Œuvres*, tome 21)

# Il y a soixante ans, la conférence de Bandung

Par Olivier Doriane

Le 24 avril 1955, il y a soixante ans, s'achevait la conférence de Bandung. Des représentants de vingt-neuf pays d'Afrique et d'Asie s'étaient retrouvés dans cette ville d'Indonésie (1). Ils s'agissaient de dirigeants d'Etats et de gouvernements de nations qui venaient d'accéder à l'indépendance. Cette rencontre fut donc présentée comme une conférence contre le colonialisme, une conférence des nations opprimées.

Pour mesurer à quel point ce put être le cas à l'époque, citons un texte de l'écrivain noir américain Richard Wrights consacrés à cette conférence :

*« J'ai ramassé sans y faire attention le journal du soir qui se trouvait plié sur la table près de moi et j'ai commencé à le feuilleter. Mon attention a été attirée par une nouvelle qui m'a étonné, et je me suis penché pour la relire une deuxième fois : "Vingt-cinq nations libres et indépendantes d'Asie et d'Afrique se rencontrent à Bandung, en Indonésie, pour discuter du "racialisme et du colonialisme". " Qu'est-ce que c'était que ça ? J'ai parcouru la liste des nations impliquées : la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, la Birmanie, l'Egypte, la Turquie, les Philippines, l'Ethiopie, la Côte-de-l'Or (devenu Ghana — NDLR), etc. (...) J'ai alors réalisé toute une série de choses : ces peuples étaient d'anciens colonisés, les peuples que l'Occident blanc appelle les "gens de couleur". Presque tous les peuples mentionnés avaient été, d'une manière ou d'une*

*autre, sous la domination de l'Europe occidentale ; certaines pendant des décennies, d'autres pendant 350 ans...*

*Et la plupart des dirigeants de ces nations avaient été des prisonniers politiques, des hommes qui avaient vécu dans la solitude de l'exil, des hommes pour qui l'action politique clandestine avait été une routine, des hommes pour qui le sacrifice et la souffrance avaient été des compagnons de tous les jours (...). Ceux qu'on méprise, qu'on insulte, qu'on blesse, qu'on dépossède, en bref, les rebuts de l'humanité se réunissaient (...). Ce regroupement des rejetés était en lui-même un jugement passé sur le monde occidental. »*

Le 22 avril 2015, l'organe officiel du gouvernement chinois, *Xinhua*, publie un communiqué :

*« L'Esprit de Bandung toujours d'actualité soixante ans après. »*

Après avoir rappelé que « les délégués de vingt-neuf pays asiatiques et africains » représentaient des pays « qui venaient tout

---

(1) Quinze pays d'Asie (Afghanistan, Birmanie, Royaume du Cambodge, Ceylan, République populaire de Chine, Inde, Indonésie, Japon, Royaume du Laos, Népal, Pakistan, Philippines, Thaïlande, République démocratique du Viêt Nam, Etat du Viêt Nam), neuf du Moyen-Orient (Arabie Saoudite, Egypte, Iran, Royaume d'Irak, Jordanie, Liban, Syrie, Turquie et Yémen) et six pays africains (Côte-de-l'Or [l'actuel Ghana], Ethiopie, Liberia, Soudan, Somalie et Libye). Le Japon est le seul pays industrialisé à assister à la conférence.

*juste de se défaire des chaînes du colonialisme et de l'impérialisme* », *Xinhua* explique :

« *Les dix principes de Bandung* (adoptés en conclusion de la conférence — NDLR) *tant acclamés ont souligné l'importance du respect des droits de l'homme fondamentaux, du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, de l'égalité entre les nations qu'elles soient grandes ou petites, de même que de la non-intervention et de la non-ingérence dans les affaires internes d'un autre pays* »,

puis affirme :

« *Comparé à il y a soixante ans, les héritages nocifs du colonialisme ont grandement été supprimés, et la paix et le développement sont devenu le thème principal.* »

Paix et développement dans le monde de 2015 ! Vraiment ?

Revenir sur cette conférence est intéressant à un double titre. Cela permet d'une part de mesurer les modifications opérées à l'échelle internationale depuis cette époque, et d'autre part, de revenir sur la question des relations entre bourgeoisies nationales et impérialisme. Et par là-même, d'éclairer une position fondamentale de la IV<sup>e</sup> Internationale : la place décisive de la classe ouvrière, seule force capable de mener à son terme la résolution de la question nationale, étroitement reliée aux questions sociales dans le combat d'émancipation. C'est l'objet de ce court article.

Nehru, Nasser et Zhou Enlai (2) ont été les principaux animateurs de cette rencontre, qui regroupait donc les représentants de pays qui venaient d'accéder à l'indépendance politique, et, en ce qui concerne la Chine, venait de chasser l'impérialisme et d'exproprier, avec lui, la bourgeoisie chinoise elle-même, par la révolution de 1949. Nous étions au lendemain de la défaite historique de l'impérialisme français à Diên Biên Phu, au Vietnam.

L'aspiration des peuples d'Asie et d'Afrique à pousser jusqu'au bout le mouvement de lutte contre l'impérialisme, s'appuyant sur les premières victoires remportées dans la lutte pour l'indépendance, est grande. Mais la conférence de Bandung pouvait-elle répondre à cette aspiration ?

Répondant à cette question, le dirigeant trotskyste américain, Joseph Hansen, dans l'hebdomadaire *The Militant*, organe du Socialist Workers Party des Etats-Unis, écrivait alors :

« *Les résultats de la conférence de Bandung confirment la justesse de l'attitude critique prise par le mouvement trotskyste envers la collusion du stalinisme et des dirigeants nationalistes bourgeois des colonies.*

*Certes, le fait que les cinq organisateurs, Nehru (Inde), U Nu (Birmanie), Mohammed Ali (Pakistan), Sir John Kotelawala (Ceylan, actuel Sri Lanka — NDLR) et Sastroamidjojo (Indonésie) et leurs soutiens impérialistes directs et indirects aient éprouvé la nécessité d'une telle rencontre constitue un symptôme encourageant.*

*Cela témoigne de la faiblesse des pouvoirs coloniaux occidentaux et de la force sous-jacente que constitue l'aspiration des peuples coloniaux à leur indépendance et à leur liberté.*

*A la place d'une politique de domination directe, les puissances occidentales ont trouvé nécessaire de se retrancher derrière une seconde ligne en faisant confiance par avance à leurs agents coloniaux.*

*Mais un symptôme encourageant pour les forces révolutionnaires et les pressions dans le monde des colonies, ce n'est pas la même chose que ces forces et pressions elles-mêmes. Particulièrement dans un cas où le "symptôme" apparaît être un plan délibéré pour contenir ces forces, assurer leur contrôle et les amener dans une impasse.* »

En effet, la déclaration adoptée à propos du colonialisme est formulée dans des termes si généraux que le *New York Times*, journal de Wall Street, pourra déclarer :

« *C'est actuellement un principe auquel le monde libre peut intégralement souscrire.* »

En revanche, les dix points qui servent de plate-forme à la conférence ouvrent la voie à

(2) Jawaharlal Nehru, dirigeant du parti du Congrès, Premier ministre de l'Inde de l'indépendance en 1947 à sa mort en 1964. Gamal Abdel Nasser participe du mouvement qui renversa la monarchie en 1952 et fut second président de la République d'Égypte. Zhou Enlai, Premier ministre de la République populaire de Chine depuis sa proclamation en 1949, de leur prééminence. C'est ce qu'ils veulent récupérer.

l'appartenance des nations africaines et asiatiques à l'OTAN. Et même plus... Le journal des trotskystes américains le souligne :

*« Accomplir un tel exploit aurait été hors de portée de Dulles (le secrétaire d'Etat américain). Si les représentants directs de Washington ou de Londres avaient été présents et avaient insisté pour faire voter une telle résolution, cela aurait choqué tout le monde colonial et été considéré comme une provocation pour faire exploser la conférence. Mais le "neutralisme" de Nehru a permis "d'assurer la promotion" de la paix mondiale et de la coopération. Cela aurait pu être suffisant, mais les représentants des gouvernements ont voulu aller loin en incluant des clauses approuvant les investissements de capital étranger dans les pays coloniaux : cela revient à approuver la base économique de l'impérialisme dans ces pays.*

*Naturellement, on a beaucoup discuté de liberté, d'indépendance, de "désarmement général", d'aide mutuelle, de contrôle international de l'énergie nucléaire, de ségrégation raciale et de discrimination. Beaucoup de choses ont été dites pour "plaire" aux peuples opprimés. Mais n'était-ce pas un des buts de la conférence de Bandung : servir de soupape de sécurité pour faire échapper la vapeur, tant que tout cela restait dans le domaine des vœux pieux ou des appels à la charte de l'ONU ? »*

Il faut relever un autre aspect et enjeu de cette rencontre. Elle fut marquée par la présence de la Chine. La révolution chinoise qui, six ans auparavant, avait rétabli l'unité de la nation chinoise et chassé les puissances coloniales, représentait un immense espoir pour tous les peuples de la région. L'impérialisme américain avait déclenché, contre la révolution chinoise, la guerre de Corée (3). Il n'en sera pas dit un mot dans les documents de la conférence. Car, à Bandung, la bureaucratie chinoise, représentée par Zhou Enlai, fait des offres de services à l'impérialisme. C'est dans ce contexte qu'elle pose la question de son entrée à l'ONU. Elle inscrit sa politique dans le cadre de la recherche d'une « coexistence pacifique » à l'instar de la bureaucratie du Kremlin. Elle affiche quasiment officiellement son renoncement à toute politique d'aide à la mobilisation des masses dans la région, qui, seule, aurait pu desserrer l'étau autour de la révolution chinois. Le journal trotskyste

français *La Vérité*, n° 354 (29 avril 1955) affirme à ce propos :

*« Cette conception limitait volontairement le caractère anti-impérialiste de l'assemblée. Se confinant sur un plan strictement diplomatique, Zhou Enlai a largement atteint son objectif qui était d'établir avec les nations du Sud-Est asiatique des relations de bon voisinage analogues à celles qui existent entre l'Inde et la Chine depuis l'été dernier.*

*Il a multiplié les manifestations de bonne volonté vis-à-vis des gouvernements des pays de cette région quant à sa non-intervention dans leurs affaires intérieures, c'est-à-dire à l'abandon de toute aide au mouvement révolutionnaire dans ces pays (...), prélude indispensable à la réalisation de ce qui est le but actuel de la politique étrangère de Pékin : l'entrée à l'ONU. Mais les dirigeants chinois ont payé cher ces succès diplomatiques de l'abandon du soutien inconditionnel de la lutte anti-impérialiste des masses dans les pays indépendants de l'Asie, mais surtout dans les pays encore dépendants d'Afrique.*

*La proposition de Zhou Enlai "d'accorder" un délai de quinze ans à l'impérialisme pour reconnaître l'indépendance de ces pays était un sursis octroyé à l'impérialisme, principalement à l'impérialisme français en Afrique du Nord (4). Il n'est certes pas du pouvoir de Zhou Enlai de faire respecter effectivement ce sursis par les masses maghrébines !*

*Il n'en reste pas moins que la Chine manque à l'une de ses tâches essentielles, et qu'abandonnant le terrain solide de la lutte anti-impérialiste pour le terrain mouvant de la diplomatie bourgeoise, elle affaiblit sa position et renforce celle de ses adversaires. »*

Soixante ans plus tard, tous les traits de la situation présents en « germe » lors de la

(3) Celle-ci, de manière contradictoire, aboutira à un approfondissement du cours de la révolution chinoise, la direction du Parti communiste chinois étant contrainte de faire des incursions plus profondes dans le régime de la propriété privée pour faire face à l'agression militaire.

(4) Il faut souligner que dans cette conférence officiellement anticolonialiste, les délégations des forces politiques luttant pour l'indépendance des dernières colonies françaises en Afrique du Nord n'étaient présentes que dans les coulisses, et non officiellement invitées, qu'il s'agisse du FNL algérien ou, sur un autre plan, le Destour tunisien.

conférence de Bandung se sont pleinement affirmés.

La bureaucratie chinoise allant bien au-delà de la politique de « coexistence pacifique » qu'elle s'efforçait de mener, a été amenée, comme moyen de protéger son propre pouvoir contre les masses, de resserrer ses liens avec l'impérialisme, à ouvrir la porte de la Chine aux multinationales américaines (et européennes). Sa politique restaurationniste menace aujourd'hui les bases même de la propriété sociale, et par là, la Chine elle-même et son unité. Les régimes africains soumis aux exigences du marché mondial, et de l'impérialisme en décomposition, ont accompagné le pillage et la dislocation de l'Afrique dans les guerres prétendument ethniques. En Asie, l'impérialisme américain, renonçant à sa position de « seconde ligne » (ou « derrière le rideau »), affiche ouvertement sa prétention à contrôler directement les affaires. L'administration Obama a décrété le « tournant vers l'Asie » (Pivot To Asia). Les déclarations des représentants de l'administration américaine sont claires : « *We are back to stay* » (« Nous sommes de retour pour rester »). Aujourd'hui, pour l'impérialisme américain, reprendre pied en Asie, c'est avant tout faire face à tout ce qui, dans le continent, résulte des bouleversements révolutionnaires survenus dans la période 1942-1950 et de leur prolongement (révolution chinoise ; indépendance : Inde, Indonésie ; guerre de Corée ; défaite de l'impérialisme au Vietnam). Autant d'événements qui, d'un certain point de vue, étaient pris en compte par la conférence de Bandung pour... y faire obstacle.

Aujourd'hui, le « tournant vers l'Asie » s'inscrit dans une situation marquée par la crise mondiale et la décomposition du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production. L'impérialisme doit aligner tous les régimes existants sur les besoins de son hégémonie ou les éliminer. Il doit donc affronter les classes ouvrières du continent. La mise en cause généralisée de la souveraineté nationale ou des éléments de souveraineté existants va de pair avec l'offensive contre les droits d'organisation ouvriers et l'aggravation des coups portés aux travailleurs (5). Il n'y a plus de place pour des conférences du type de Bandung avec des représentants de gouvernements

bourgeois se couvrant d'un vernis anti-impérialiste. Les tentatives des bourgeoisies des pays coloniaux, qui venaient d'accéder à l'indépendance, de constituer une « troisième force » (6) se sont disloquées, devant la réalité des rapports à l'échelle internationale, dans leur subordination fondamentale à l'impérialisme.

Cette faillite est une expression saisissante de l'incapacité des bourgeoisies nationales au stade de l'impérialisme, non seulement de prendre en charge le combat pour la nation, mais encore de leur incapacité à opposer la moindre résistance aux exigences de l'impérialisme américain.

Une fois encore est démontrée que l'indépendance vis-à-vis de l'impérialisme ne peut être assurée que par la classe ouvrière, entraînant avec elle la paysannerie et les masses opprimées, car l'indépendance nécessite la rupture avec l'ordre impérialiste lui-même.

Cela confirme ce qu'écrivit Trotsky dans *La Révolution permanente*, résumant ainsi, à la fin de l'ouvrage, dans le point 2 des thèses, « *Qu'est-ce que la révolution permanente ?* » :

« *Pour les pays à développement bourgeois retardataire et, en particulier pour les pays coloniaux et semi-coloniaux, la théorie de la révolution permanente signifie que la solution véritable et complète de leurs tâches démocratiques et de libération nationale ne peut être que la dictature du prolétariat, qui prend la tête de la nation opprimée, avant tout de ses masses paysannes.* »

**Olivier Doriane**

(5) Ce qui ne signifie pas que cette offensive se mène sans contradiction ni difficulté. En premier lieu, celles dues à la résistance de la classe ouvrière chinoise, forte de 300 millions de membres, s'appuyant sur la propriété sociale frappée, mais non démantelée, mais aussi, à la montée de la résistance ouvrière avec les grèves sur les salaires en Thaïlande, au Cambodge... Les grèves générales successives en Inde.

(6) La conférence de Bandung a initié le processus aboutissant, deux ans plus tard, à la constitution du « mouvement des non-alignés ».

**Rédaction, administration et correspondance**

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

**87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France**

Éditée par ACTE. Imprimerie ROTINFED 2000 Paris

**Revue publiée sous la responsabilité du secrétariat international  
de la IV<sup>e</sup> Internationale**

**Directeur de la publication : Daniel Gluckstein**

